



Investir dans les populations rurales

Burkina Faso

Projet de gestion participative des ressources naturelles et de développement rural du Nord, Centre- Nord et Est (Projet Neer-Tamba)

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 13 au 24 novembre 2017

Date du document: 27/12/2017

No. du Projet: 1100001580

No. du rapport: 4645-BF

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département gestion des programmes

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
A. Introduction	1
B. Objectifs de la mission	2
C. Vue d'ensemble et progrès réalisés par le projet	2
D. Mise en œuvre du projet	4
E. Conclusion	20

Appendices

Appendice 1: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	23
Appendice 2: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	31
Appendice 3: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	43
Appendice 4: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	51
Appendice 5: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	57

Sigles et acronymes

ACR	Assemblées Consulaires Régionales
ANO	Avis de Non Objection
AT	Assistance Technique
BN/CRA	Bureau National des CRA
BUNEE	Bureau National des Evaluations Environnementales
CAF	Cellule Administrative et Financière
CAP	Comité d'Approbation des Projets
CCR	Cadre de Concertation Régional
CCP	Cadre de Concertation Provincial
CES/DRS	Conservation des Eaux et des Sols/ Défense et Restauration des Sols
COGES	Comité de gestion
CPM	Chargé de Portefeuille
CPA	Assistant d'Appui Programme
CPO	Chargé d'Appui Programme
CPS	Comité Provincial de Sélection
CRA	Chambre Régionale d'Agriculture
CVD	Comité Villageois de Développement
DCP	Document de Conception de Projet
DGAHDI	Direction Générale des Aménagements Hydrauliques et du Développement de l'Irrigation
DGCMEF	Direction Générale de Contrôle des Marchés et des Engagements Financiers
DGCOOP	Direction Générale de la Coopération
DGEP	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGESS	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGEVCC	Direction Générale de l'Economie Verte et du Changement Climatique
DGFOMR	Direction Générale du Foncier, de la Formation et de l'Organisation du Monde Rural
DR	Direction Régionale
DRCMEF	Directeur Régional du Contrôle des Marchés et des Engagements Financiers
DRENA	Direction Régionale de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation
DRF	Demande de Retrait de Fonds
ECD	Etat Certifié de Dépenses
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FTS	Formations Techniques Spécifiques
IEC	Information Education et Communication
MAAH	Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques
MEEVCC	Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique
MINEFID	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
Neer-Tamba	«C'est l'espoir qui nous réunit»
OAC	Opérateurs d'Appui-Conseil
ONDD	Observatoire National du Développement Durable
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation de Producteurs
OPA	Organisation Professionnelle Agricole
OR	Organisations Rurales
PAMO	Prestataire d'Appui à la Maîtrise d'Ouvrage
PPM	Plan de Passation des Marchés
PROFIL	Projet d'Appui aux Filières Agricoles (projet du FIDA)
PTBA	Programme de Travail et de Budget Annuel
PV	procès-verbal
RAF	Responsable Administratif et Financier

RCA	Responsable de la Cellule Aménagement
RCEA	Responsable de la Cellule Economie Agricole
RSE	Responsable Suivi Evaluation
SG	Secrétaire Général
SP/CPSA	Secrétariat Permanent des Politiques Sectorielles Agricoles
SE/CNSA	Secrétariat exécutif du Conseil National de Sécurité Alimentaire
STD	Services Techniques Déconcentrés
SYGRI	Système de Gestion des Résultats et de l'Impact
TDR	Termes De Référence
UAT	Unité d'Animation Technique
UGP	Unité de Gestion du Projet
USD	Dollar des Etats Unis
ZAT	Zones d'Appui Technique

A. Introduction

1. Une mission¹ mandatée par le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) et le Gouvernement a séjourné au Burkina Faso du 13 au 24 novembre 2017, pour réaliser la quatrième supervision du Projet de Gestion Participative des Ressources Naturelles et de Développement Rural du Nord, Centre-Nord et Est (Projet Neer-Tamba).
2. L'objectif de la mission était: i) d'évaluer l'ensemble de l'exécution du projet; ii) de vérifier les produits et réalisations et d'analyser l'état d'avancement de l'exécution depuis la dernière mission de supervision en fonction du niveau de réalisation du PTBA révisé de 2017; iii) de passer en revue les aspects fiduciaires; iv) de proposer des recommandations pour faire face aux éventuels problèmes liés à l'exécution et à la réalisation des objectifs du projet, v) de préparer un aide-mémoire ainsi qu'un rapport de la mission selon le format FIDA, y compris les annexes.
3. A son arrivée à Ouagadougou, la mission a rendu visite à M. Moussa Maiga, Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques (MAAH) ainsi qu'à M. Soabou DIALLO, Directeur Général de l'Economie et de la Planification (DGEP du Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement - MINEFID).
4. La mission s'est ensuite rendue dans les régions du Centre-Nord et du Nord. Durant ces visites, elle a rencontré le Haut-Commissaire de la province de Passoré M.Ousmane BALIMA et le Gouverneur du Nord M. Hassane SAWADOGO ainsi que les principaux acteurs du Projet, et visité plusieurs réalisations. Les sites visités sont les suivants:

Région du Centre Nord

Province de Sanmatenga

Kaya

Système d'irrigation semi-californien de Kamsé-Mossi versant du lac Dem
Récupération biologique / récupération des berges du lac Dem

Région du Nord

Province du Passoré

Yako

Microprojet de transformation du sésame en biscuits
Microprojet de transformation de graines de néré en soubala
Deux microprojets d'apiculture

Petit Samba

Microprojet d'aviculture traditionnelle améliorée

Province du Zondoma

Zindiguessé

Visite de bas-fond de type PRP

Gourcy

Micro projet d'aviculture traditionnelle améliorée

Province du Yatenga

Solgom

Périmètre maraîcher en cours de mise en valeur.
Andains-tas de compost réalisés par des femmes
Dispositif pilote de goutte à goutte et pompe solaire.

¹La mission était composée de: M. Samir BEJAOU, chargé de Programme et chef de mission FIDA, M. Mohamed MILOURHMANE, chef de mission technique, expert en structuration paysanne et renforcement des capacités institutionnelles, consultant. M. Maladho BARRY, expert en génie rural, consultant, M. Thomas CAZALIS, expert en valorisation et intensification agricole, consultant. M. Tetie Abdoulaye BAKAYOKO, expert fiduciaire, consultant, Mme Maam Suwadu SAKHO JIMBIRA, chargée du programme régional environnemental et climatique, FIDA, M. Ludovic CONDITAMDE, appui à la section appui/conseil et intensification agricole, Chargé d'appui programme, FIDA, et Mme Karine NIKIEMA, appui logistique et administratif, assistante programme, FIDA et pour la partie nationale de : M. N. Blaise TOUBRE, DGESS/MAAH, M. Ousseni SABA, DGEP/MINEFID, Mme Mariam OUEDRAOGO, DGCOOP/MINEFID et M. Harouna TALL, DGESS/MRAH

Femmes bénéficiaires de la Formation Technique Spécifique (FTS) sur la production maraîchère et de la formation en techniques de compostage en andains-tas à base de l'acteur "Compost Plus"

Dinguiri

Site de terres dégradées à récupérer mécaniquement

Ouahigouya

Microprojet de production d'oignons en saison hivernale

Province du Loroum

You

Microprojet d'embouche ovine.

Microprojets de production de Niébé (promoteurs (individuel et collectif).

Site de 5 ha de zaï

Titao

Microprojet d'embouche porcine

Echange avec les OR bénéficiaires des plans de développement

5. Elle a tenu des réunions avec les acteurs et partenaires du projet (Chambres Régionales d'Agriculture du Centre-Nord et du Nord, équipes techniques régionales et provinciales placées en leur sein avec l'appui du projet, représentants régionaux de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques (DRAAH); des Ressources Animales et Halieutiques (DRRAH) et de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique). Elle a en outre tenu des rencontres spécifiques d'échange avec les prestataires (opérateurs alpha, PAMO, PAMO-MP, OAC) et les instances de sélection et d'approbation de MP que sont les CPS et le CAP. A l'issue de la mission, une réunion de restitution a eu lieu au sein de la DGEP le vendredi 24 novembre.

6. La mission tient à remercier toutes les parties prenantes au projet pour leur mobilisation et contribution à l'avancement du projet et à l'organisation de la présente mission. Il s'agit plus particulièrement des bénéficiaires des sites visités, des autorités administratives (Gouverneurs, Secrétaires généraux, Hauts commissaires) des zones visitées ainsi que l'équipe de l'Unité de gestion du Projet (UGP) et le Bureau Pays du FIDA pour la qualité de l'organisation de la mission.

B. Objectifs de la mission

7. **Objectifs de la mission:** i) évaluer l'ensemble de l'exécution du projet; ii) vérifier les produits et réalisations et analyser l'état d'avancement de l'exécution depuis la dernière mission de supervision et vis-à-vis du niveau de réalisation des PTBA révisé de 2017; iii) passer en revue les aspects fiduciaires; iv) proposer des recommandations pour faire face aux éventuels problèmes liés à l'exécution et à la réalisation des objectifs du projet, (v) préparer un aide-mémoire ainsi qu'un rapport de la mission selon le format FIDA, y compris les annexes .

8. **Dates des principales réunions:** 13 novembre: réunion de démarrage; 17 novembre: réunion avec les partenaires; 24 novembre: réunion de clôture et signature de l'aide-mémoire.

C. Vue d'ensemble et progrès réalisés par le projet

9. Le Projet NEER-TAMBA a, depuis la dernière mission de supervision, fait des progrès dans sa mise en œuvre. Ainsi, si les réalisations physiques étaient très faibles à la date du 31 mars et limitées à quelques aménagements dans le cadre de la composante 1 et à la mise en place des opérateurs de mise en œuvre des composantes 2 et 3, celles-ci ont connu un bond significatif en l'espace de quelques mois.

10. Pour la composante 1, les aménagements de bas-fonds rizicoles cumulés totalisent 2 269 ha sur un objectif de 6 000 ha, soit un taux d'exécution de 38%. Les bas-fonds aménagés ont été mis en valeur par 7 647 producteurs dont 3 928 femmes (51%). Les aménagements maraîchers avec prise au fil de l'eau concernent 17 ha réalisés à 73,3%. Ce type d'aménagement n'était pas prévu dans le DCP mais il s'inscrit dans une logique de recherche de technologies d'irrigation à moindre coût,

économiques en eau et à la portée des paysans. Les aménagements avec puits maraîchers totalisent 24 ha réceptionnés sur un objectif de 600 ha soit un taux de 4%². La récupération des terres dégradées par les techniques de CES/DRS: donne un cumul tous types confondus (cordons pierreux, digues filtrantes, demi-lunes, zaï) de 6 100 ha sur un objectif de 19 500 ha (31%).

11. Plus particulièrement, les réalisations cumulées s'élèvent à 53,0% (2 911,5 ha sur 5 500 ha) pour les cordons pierreux, 0,92% (27 ha sur 3 000 ha) pour les digues filtrantes, 53,2% (2 928 ha sur 5 500 ha) pour les zaï et 4,22% (232 ha sur 5 500 ha) pour les demi-lunes. La mobilisation effective des PAMO devrait relever ces taux. Pour le cas de la récupération mécanisée des terres, le projet a réalisé 1 292 ha sur un objectif de 5 000 ha soit un taux d'exécution de 26%.

12. Concernant le foncier, à date, toutes les ententes foncières sur les bas-fonds aménagés ont été formalisées sous la supervision de la DGFORM et les documents y afférent sont disponibles au niveau des services techniques. Un archivage numérique de ces actes est prévu.

13. 71 COGES regroupant 501 producteurs dont 173 femmes (34,53%) ont été installés et formés sur les outils de gestion du groupement, le leadership et la gestion du fonds de roulement au niveau de tous les bas-fonds aménagés. Les COGES sont composés de 7 membres dont 3 femmes.

14. Pour la composante 2, tous les prestataires d'appui-conseil (PAMO-MP et OAC) ont été recrutés et les partenaires d'appui-conseil (STD, Agrinovia, Green Cross, IDE) ont commencé leurs activités avec des retards. Ces prestataires ont été accompagnés au travers d'ateliers de cadrage et trois assistants techniques (AT) ont été mobilisés pour le suivi des OAC. En cumulé, 4 929 personnes ont été appuyées par les 13 OAC, 8 657 par les DR et l'INERA dans le cadre des bourses de dotation, 554 producteurs ont bénéficié de l'accompagnement d'Agrinovia, 1 905 formés par Green Cross. A ces chiffres se rajoutent tous les 1 133 promoteurs de MP, individuels et collectifs, qui ont bénéficié de l'appui des PAMO-MP. Cependant les outils de collecte des données actuellement disponibles ne sont pas suffisamment renseignés, ce qui ne permet pas d'obtenir un nombre agrégé d'individus dans le cadre de l'appui conseil ni un nombre d'individus bénéficiant du Fonds d'Appui.

15. Le mécanisme de mise en œuvre du Fonds d'Appui a été significativement amélioré par la révision du manuel conformément aux attentes des acteurs impliqués (PAMO-MP, CPS, CAP) et par la formation et le recyclage des rédacteurs endogènes et des PAMO-MP. En cumulé, le Fonds d'appui a permis d'approuver 1 156 MP (57,8% des objectifs), dont 1 024 MP financés, 109 MP en cours financement, et 23 MP défaillants. Par ailleurs 2 424 ha de bas-fonds et 4 ha de périmètres maraichers ont été mis en valeur. Ces activités correspondent à un engagement total de 1 074 558 790 FCFA (soit 25% du Fonds d'Appui). L'écart entre la cible physique des MP et les ressources financières décaissées s'explique par la prédominance de petits projets individuels sélectionnés lors des 2 premières sessions d'approbation. La révision du manuel tend à augmenter la proportion de MP collectifs générant ainsi des financements plus importants.

16. Le résultat des aménagements (composante 1) et des efforts de mise en valeur (composante 2) sur l'augmentation de la production n'est pas connu à ce jour. L'entretien avec certains promoteurs de MP a permis de constater un doublement des rendements des cultures ou des revenus des promoteurs qui ne peut toutefois être extrapolé à l'ensemble de la zone du projet.

17. Pour la composante 3, les progrès ont consisté principalement en ce qui suit: i) la formation de 33% de la population totale ciblée dans le rapport de conception en matière de formations techniques spécifiques relevant de la sous-composante 1 (alphabétisation fonctionnelle); ii) le renforcement des capacités et des moyens de travail des trois Chambres régionales d'agriculture (ainsi que ceux du Bureau national), en tant que principaux acteurs dans la mise en œuvre du projet dont les performances semblent s'être nettement améliorées; iii) le renforcement des moyens de travail des services techniques déconcentrés qui, malgré certaines difficultés de fonctionnement (insuffisance

² Ce faible taux s'explique par la difficulté des tâcherons locaux à préfinancer des travaux à exécuter dans des brefs délais pour lesquels le paiement d'une avance de démarrage n'était pas prévu.

des moyens de déplacements), se sont acquittés des tâches qui leur étaient confiées de façon satisfaisante; iv) l'élaboration de plans de développement pour les organisations professionnelles.

18. Pour la composante 4, la stratégie de ciblage du Projet est disponible et a été disséminée à travers l'organisation de trois ateliers régionaux et 86 rencontres communales. Le site web du projet est fonctionnel et du matériel informatique pour un montant 318 millions FCFA a été acquis et livré au MINEFID (sur un total de 1,4 milliards FCFA) en appui à son système de suivi et évaluation (CIFE – Circuit Intégré des Financements Extérieurs).

19. Par rapport aux cibles du Projet, les taux d'exécution physique et financière sont respectivement de 29,92% et 18,63%. Le taux de décaissement des dépenses du projet a connu une nette augmentation, passant de 7,76% à 18,63% (20,21% si l'on tient compte des DRF en cours d'envoi au FIDA), ce taux a plus que doublé en l'espace de 8 mois.

20. Il est à signaler que la gestion du projet est satisfaisante dans la mesure où: i) la coordination tant au sein de l'UGP qu'avec les opérateurs décentralisés est assurée, ii) l'UGP est performante en termes de planification, d'organisation du travail, de conduite des opérations et de mobilisation des opérateurs de mise en œuvre; iii) le système de suivi est en place bien que ne générant pas encore de données sur les effets du projet; et (iv) le comité de pilotage du projet se réunit régulièrement.

21. Parmi les principales contraintes auxquelles le projet a fait face durant l'exercice, on retiendra: i) la lenteur/longueur du processus de passation des marchés; ii) le retard dans la mobilisation et le déploiement des PAMO; et iii) la défaillance des prestataires et autres partenaires de mise en œuvre qui ont pour conséquence un retard considérable dans la mise en œuvre des activités.

D. Mise en œuvre du projet

I. Efficacité et orientation développementale

I-1. Efficacité en matière de développement

I-1-1. Efficacité

Notation: 4

22. **Justification:** d'une façon générale, les activités engagées par le projet ainsi que la façon avec laquelle elles sont menées contribuent à la réalisation effective des produits attendus. A l'exception des entretiens avec les bénéficiaires rencontrés dans le cadre de cette mission, la mission n'a eu aucun moyen d'apprécier les résultats attendus par le Projet. Enfin, il faut souligner la mobilisation tardive de certains opérateurs qui a retardé l'exécution du PTBA révisé.

23. **Analyse du cadre logique et principales questions:** Pour la composante 1, par rapport aux objectifs, le projet a réalisé 2 269 ha/ 6 000 ha prévus, soit un taux d'avancement de 37,82%. Les périmètres maraîchers totalisent 24 ha/600 ha prévus, soit 4%. En matière de CES/ DRS tous types confondus, 6 100 ha ont été aménagés sur un objectif de 19 500 ha, soit un taux de 31,3% et la récupération des terres totalise 1 292 ha /5 000 ha, soit 26%.

24. Pour la composante 2, les services rendus par les OAC et les PAMO-MP contribuent bien au renforcement des capacités des producteurs. Toutefois, le retard pris dans le démarrage effectif de leurs activités limite les résultats quantitatifs attendus.

25. Pour la composante 3, les résultats observés ont été les suivants: i) en matière de FTS, une bonne participation de la part des apprenants et une satisfaction quant au contenu des formations; ii) en matière d'appui aux CRA et aux directions régionales, une amélioration des performances de ces structures; iii) en matière d'appui aux organisations de producteurs, l'élaboration de plans de développement incluant un diagnostic organisationnel encourageant les groupements à définir une vision stratégique avec des objectifs à long-terme. Les activités engagées dans le cadre de la composante contribuent bien à l'atteinte des résultats fixés dans le cadre logique en termes quantitatifs et qualitatifs.

26. Ainsi: i) les FTS, qui ont déjà touché le tiers des populations ciblées au terme du projet, ont permis d'améliorer les connaissances techniques dans plusieurs domaines liés aux actions engagées par le projet; ii) les CRA et les directions régionales ont été renforcées; iii) 107 OPA ont été appuyées, tous les CVD (2 550) ont été formés en matière de rôles et ciblage et 53 communes en gestion des conflits. Les retards ont concerné surtout la mise en œuvre des activités d'IEC qui n'ont pas encore touché les populations ciblées, mais qui seront lancées incessamment dans la mesure où la stratégie et les plans d'action régionaux ont été élaborés. Ces retards sont dus aux procédures d'engagement des consultants qui duré plus longtemps que prévu.

27. La mission estime que les risques de ne pas atteindre l'ensemble des résultats initialement prévus sont réduits.

I-1-2. Orientation développementale

a. Ciblage

Notation: 3

28. **Justification:** Bien que leur application n'ait pas été appréciable au moment de la présente mission, les mesures ci-dessous ont été prises par l'UGP:

- a) stratégie de ciblage validée en juillet 2017 tenant compte des orientations fournies par le DCP du Neer-Tamba, la mission de supervision de mars 2017 et la note d'orientation du FIDA en matière de ciblage.
- b) Au niveau du manuel du Fonds d'Appui, un outil (n.4) est mis à la disposition des CPS afin de les accompagner dans la sélection des dossiers d'avant-projets par leur Commission technique et ce, en intégrant les dimensions géographique, économique et agricole.
- c) Un atelier d'évaluation de la stratégie de ciblage est prévu (chaque année à partir de 2018) pour évaluation et recadrage le cas échéant.

29. **Principales questions:** La présente mission a eu l'occasion durant ses visites de terrain de rencontrer les bénéficiaires sélectionnés à l'issue du premier CAP de fin 2016 avant même la prise en compte des différentes recommandations relatives au ciblage partagées dans le cadre de la mission de supervision de mars 2017. Depuis, une stratégie de ciblage a été préparée et validée (avec ateliers de validation au niveau régional pour les STD, CRA, OAC, PAMO et PAMO-MP) et, en marge, le manuel du Fonds d'Appui a été révisé afin de proposer une certaine flexibilité quant aux interventions du projet en fonction des réels besoins ainsi que des spécificités de chaque province. Il est entendu que les prochaines missions de supervision seront à même de pouvoir apprécier l'application de cette stratégie à la lumière des recommandations ci-dessous.

30. Afin d'assurer un ciblage conforme, il est primordial que l'UGP dispose des éléments et outils permettant son application à tous les niveaux d'exécution du Projet ainsi que de son évaluation. Ainsi, la mission attire l'attention de l'UGP sur les points suivants:

- a) La stratégie en elle-même est un document statique qui décrit l'approche globale et les principales préoccupations sur lesquelles l'exécution du Projet devra se baser. Il est cependant nécessaire de dynamiser cette approche en fonction des spécificités à l'échelle communale et provinciale. Ainsi, la mission recommande à l'UGP (en concertation avec les CRA) de préparer et partager en début de chaque année une « note d'orientation au ciblage » qui analyserait pour chaque province ciblée par le Projet:
 - (1) pour la dimension géographique: les priorités sur les thématiques de vulnérabilité (DGESS), de pauvreté rurale (INSD) et environnementales (CILSS);
 - (2) pour la dimension agricole: les potentiels de production par filière (terre et ressources en eau), transformation, et/ou de commercialisation;
 - (3) pour la dimension économique: les dynamiques de marchés, l'existence de piste de désenclavement et la concentration d'interventions de développement. L'objectif étant d'instruire les rédacteurs endogènes, PAMO, PAMO-MP, CPS et CAP afin d'orienter leur

travail vers un ciblage stratégique. La discrimination positive en faveur des jeunes et des femmes restant d'application.

- b) Lors des soumissions à la non objection (NO) du FIDA, la liste des micro-projets soumis sera désagrégée par province avec des statistiques reprenant les différentes interventions: i) aménagements de bas-fonds et de périmètres maraîchers; ii) aménagement CES/DRS; iii) Intervention IEC/FTS; et iv) micro-projets désagregés entre activité agricole, élevage et environnement. Une note d'appréciation de l'application de la stratégie de ciblage par province préparée par l'UGP accompagnera ladite demande de NO.
- c) L'utilisation du SIG comme outil d'évaluation de l'application de cette stratégie de ciblage demeure pertinente. Ainsi, il serait utile de disposer avant la mission de revue à mi-parcours (hypothétiquement prévue pour juin 2018) avec au maximum 4 catégories de cartes (en fonction de la lisibilité des cartes) qui renseignent pour chaque province les réalisations suivantes:
 - i. Ciblage des bas-fonds et des périmètres maraîchers à aménager;
 - ii. Ciblage des aménagements CES/DRS;
 - iii. Ciblage des interventions sur les thématiques IEC, alpha, renforcement des capacités (FTS), récupération des espaces dégradées à vocation agro-sylvo-pastorale;
 - iv. Ciblage des microprojets par types et répartition par secteur et distribution géographique.

31. L'objectif étant de pouvoir comparer les orientations stratégiques de ciblage par province telles que fournies par la « note d'orientation au ciblage » et les interventions du Projet approuvées par les CAP ainsi que d'assurer la complémentarité de ses interventions.

Actions convenues

Actions	Responsabilité	Date limite
Application de la stratégie de ciblage Soumettre aux partenaires de mise en œuvre la « note d'orientation au ciblage »	Coordo, CRA	01/2018 et en début de chaque année
Statistique d'intervention et appréciation du ciblage Accompagner les demandes d'ANO par des statistiques sur la nature des interventions approuvées par les CAP et par une note d'appréciation de l'application de la stratégie de ciblage par province	RSE, RCA, RCEA, CRA	Lors de chaque ANO au FIDA
SIG pour évaluer la stratégie de ciblage Préparer les 4 catégories de cartes géo-référençant les réalisations du Projet	RSE, RCA	Au plus tard pour la mission de RMP et ensuite avant chaque mission du FIDA

b. Egalité entre les genres et participation de la femme

Notation: 4

32. **Justification.** La participation de la femme aux activités du projet est satisfaisante dans la mesure où elle se situe à 66% pour les activités d'appui-conseil, à 58% pour les microprojets approuvés, et à 60 % pour les activités d'alphabétisation. Les femmes sont associées au processus de sélection des sites d'aménagement et au choix des spéculations. Elles ont accès aux technologies proposées et au renforcement des capacités sur la gestion des groupements, le leadership et la gestion du fonds de roulement. Elles sont les principales bénéficiaires des aménagements maraîchers mais pèsent peu dans la prise de décision. Des données sur la participation des jeunes dans le projet sont disponibles pour les MP (45%), les FTS (54%), les bénéficiaires de bas-fonds (30,4%) et les CES/DRS (16,9%).

33. **Principales questions:** les activités ciblant les femmes réussissent à les autonomiser à travers une amélioration de leurs connaissances techniques et managériales, l'obtention d'un revenu à partir des activités agricoles et des microprojets financés par le Projet et une participation à la vie sociale des communautés auxquelles elles appartiennent grâce à leur adhésion à des groupements de producteurs.

34. Par ailleurs, il faut signaler que les activités du projet en matière d'aménagement des terres qui s'accompagne de mesures pour la sécurisation foncière des parcelles concernées, contribue à permettre l'accès des femmes au foncier. Ainsi, certaines actions tels que l'aménagement et l'équipement de puits dans les périmètres maraîchers aménagés par le projet, contribuent à réduire la pénibilité du travail de puisage de l'eau pour les femmes.

35. Malgré les efforts entrepris par le projet en matière d'intégration des femmes dans le développement local et de respect des quotas institués pour leur participation aux différentes structures territoriales, celles-ci restent encore à l'écart des postes de responsabilité et des centres de décision. Ainsi, même si elles sont membres d'organisations rurales, elles n'accèdent que très peu à leurs organes d'administration. Au niveau de l'UGP, les problèmes de genre sont pris en compte au niveau de chacune des cellules spécialisées, tant en matière de planification en fixant le nombre de femmes à cibler pour chaque action, qu'en matière de suivi de l'évolution de ce nombre, en désagrégeant systématiquement toutes les activités par genre. Cependant, il faut dire que l'UGP ne comprend pas de cadre spécifiquement dédié à la question.

Actions convenues

Actions	Responsabilité	Date limite
Désagréger systématiquement toutes les activités par genre y compris les jeunes	RCA, RCEA, RSE	Immédiat et continu

c. Productivité agricole

Notation: 3

36. **Justification:** Les informations quantitatives concernant les augmentations des rendements et des productions sur les sites aménagés ne sont pas disponibles malgré l'existence d'outils de collecte des données. Cependant, il est possible de supposer que le potentiel productif dans la zone du projet a probablement été amélioré. C'est avant tout la conséquence de l'augmentation des surfaces aménagées en particulier sur les hautes terres à vocation céréalière et dans les bas-fonds à vocation rizicole. Plus marginalement, c'est grâce à la vulgarisation des bonnes pratiques diffusées par les divers dispositifs d'appui-conseil et de formation qui sont désormais tous opérationnels mais dont la mise en place a été parfois retardée.

37. **Points principaux:** Au cours de la mission de supervision, les rencontres avec quelques producteurs agricoles, éleveurs ovins et porcins, aviculteurs et apiculteurs ayant bénéficié d'appui-conseil au cours de la campagne agricole 2017 ont fait ressortir des perspectives de doublement des rendements ou de la marge brute générée (fertilisation du sorgho par microdose, périmètre maraîcher aménagé, production d'oignon en saison pluvieuse, production de miel). Sans que ces augmentations puissent être extrapolées à l'échelle du Projet, elle révèle néanmoins l'impact positif de l'appui-conseil sur la productivité agricole et de l'encadrement des éleveurs, aviculteurs et apiculteurs par les services techniques déconcentrés.

38. L'augmentation de la productivité doit être quantifiée par la collecte systématique et exhaustive des quantités produites dans tous les sites aménagés qui seront comparées, pour la même campagne, avec les rendements moyens avant aménagement disponibles auprès du service des statistiques agricoles nationales. Les mêmes mesures s'appliquent pour la filière animale.

39. Afin de pouvoir mesurer plus finement l'effet du projet, les données quantitatives sur la production devront être complétées par l'appréciation des pratiques ayant permis de les obtenir et par

l'évaluation de l'impact économique sur les producteurs/éleveurs/aviculteurs/apiculteurs obtenues au travers d'enquêtes (agroéconomiques, recensement animal, etc.) approfondies.

Actions convenues

Action	Responsabilité	Date limite
Disposer des données sur la production et productivité végétale ainsi que sur les activités d'élevage (bilan de campagne, enquêtes agroéconomiques, etc.)	CRA, STD, PAMO, PAMO-MP	A chaque fin de campagne

d. Nutrition

Notation: 3

40. **Justification:** Plusieurs MP de production de moringa, de feuilles de baobab et de transformation de néré ont fait l'objet de financements. Ces différents MP, les périmètres maraichers (notamment la production de tomate et de carotte) et les jardins nutritifs collectifs sont de nature à contribuer à l'amélioration de la situation nutritionnelle des ménages en particulier des femmes allaitantes et des enfants en bas âge. Cependant les activités prévues dans le cadre de l'IEC en matière de nutrition n'ont pas encore été engagées sur le terrain.

e. Adaptation au changement climatique

Notation: 4

41. **Justification:** Le projet contribue à l'adaptation au changement climatique, principalement à travers les activités des composantes 1 et 2 portant respectivement sur les petits aménagements fonciers villageois et l'intensification des petites exploitations et la valorisation de leurs productions. Les investissements réalisés dans les bas-fonds et périmètres maraîchers et les mesures adoptées augmentent la résilience des populations et des écosystèmes aux aléas climatiques.

42. **Principales questions:** Les périmètres maraichers aménagés et les sites de micro-projets visités dans la région du Nord, notamment sur le maraichage, l'élevage de petits ruminants, l'aviculture et l'apiculture, la transformation des produits agricoles et des PFNL, montrent que les interventions du projet contribuent à l'adaptation au changement climatique.

43. La pratique de la technique du paillage a été notée dans un périmètre maraicher de production d'oignons qui permet de protéger les sols contre l'érosion et améliore leur fertilité par une meilleure conservation de l'humidité. Les bénéficiaires des micro-projets d'élevage utilisent la fumure organique de leurs propres unités, comme cela a été noté par un groupement de femmes impliquées dans l'embouche ovine et par une promotrice d'aviculture améliorée avec la production de fientes de volailles.

44. Dans les périmètres maraichers comme à Solgom, dans la Région Nord, les capacités des producteurs ont été renforcées dans les techniques de compostage en andains-tas par l'utilisation de l'acteur *Compost Plus*. Il s'agit d'une technologie environnementale permettant une production rapide et importante de fumure organique. Des activités de renforcement de capacités sur la gestion des eaux usées ont été réalisées, comme dans le cas du micro-projet portant sur la valorisation des graines de néré en soumbala, où les eaux usées servent à arroser les fosses pour la production de compost.

45. L'utilisation de l'énergie solaire pour alimenter un système d'irrigation goutte à goutte a été notée dans un périmètre maraicher à Solgom. Cette technologie innovante renforce la résilience des populations et des écosystèmes au changement climatique grâce à l'utilisation d'une énergie propre et la gestion rationnelle de l'eau, reposant sur les nouvelles technologies.

46. Aussi, pour s'adapter au changement climatique qui se manifeste par des poches de sécheresse observées au niveau des bas-fonds déjà aménagés, le projet a prévu une irrigation complémentaire à partir des petits bassins de collecte des eaux de ruissellement (BCR). Ces

petites retenues (BCR) réalisées en amont des bas-fonds pourront sécuriser les cultures en cas de besoins en eau. Cette disposition est intégrée dans les schémas d'aménagement finaux de tous les bas-fonds étudiés.

47. Les capacités d'adaptation, particulièrement dans la région du Nord, se renforceront grâce aux interventions prévues avec le financement FEM-PAI. Elles contribueront à la mise à l'échelle des technologies de CES et à la diffusion de la RNA au niveau des sous-bassins versants entourant les bas-fonds aménagés, et à la promotion des micro-projets utilisant des énergies renouvelables ou portant sur l'exploitation durable des PFNL.

Actions convenues

Actions	Responsabilité	Date limite
Promouvoir l'adoption de l'irrigation goutte à goutte utilisant l'énergie solaire dans les périmètres maraichers situés dans les provinces à fort potentiel maraicher	RCA, RCEA, STD	Immédiat et continu
Faire l'évaluation technico-économique de la combinaison irrigation goutte à goutte et pompe solaire	RCA, RCEA, STD	06/2018

II. Durabilité et reproduction à plus grande échelle

II-1. Institutions et politiques

Notation: 3

48. **Justification:** Bien que ne faisant pas l'objet d'actions d'influence des politiques ou du système institutionnel, le projet a saisi l'opportunité de la relecture de la constitution, pour enclencher un processus d'accompagnement des CRA à leur reconnaissance juridique. Le plaidoyer a abouti à la reconnaissance du droit à l'alimentation et la reconnaissance de la profession agricole. Aussi, un juriste a été recruté à travers le BN/CRA pour l'écriture d'un avant-projet de loi organique sur les CRA. L'aboutissement de ce processus d'accompagnement contribuera à leur autonomisation financière en vue d'assurer la durabilité des effets du projet.

II-2. Création de partenariats

Notation: 5

49. **Justification:** Le Projet a engagé des partenariats avec plusieurs structures publiques et privées pour la mise en œuvre de ses composantes. Ces partenariats sont conformes à l'approche d'intervention du Projet et ont donné des résultats globalement satisfaisants.

50. **Principales questions:** Le principal partenariat conclu par le projet est celui passé avec les trois CRA à titre de délégation de maîtrise d'ouvrage pour la mise en œuvre des activités des composantes 2 et 3. Si l'on excepte quelques difficultés qui sont progressivement surmontées concernant les aspects de gestion administrative et financière, ces partenariats donnent de bons résultats et se déroulent à la satisfaction des deux parties.

51. Les DR participent activement à l'appui-conseil au travers de bourses de dotation et à la mise en œuvre du Fonds d'Appui. Toutefois, quelques problèmes ont été soulevés à la mission par ces derniers quant à la faiblesse de leurs moyens de transport et du taux de prise en charge financière de leurs interventions.

52. Par ailleurs, un partenariat spécifique a été formalisé avec Agrinovia pour la vulgarisation des bonnes pratiques et l'animation du processus de co-innovation participative, associant ainsi le secteur universitaire à la mise en œuvre du projet. Ce partenariat présente aussi l'avantage de valoriser les producteurs comme acteurs de leur développement et de vulgariser des pratiques éprouvées sur le terrain.

53. En s'inscrivant dans une démarche de promotion des technologies innovantes à coûts raisonnables en faveur des producteurs, le projet envisage un partenariat avec IDE pour la promotion

du système d'irrigation goutte à goutte et la Maison Allemande qui met sur le marché une pompe solaire économique et durable dans un contexte de changement climatique.

54. Avec le démarrage des activités du FEM les partenaires sont globalement satisfaits de la collaboration avec l'UGP (Observatoire National du Développement Durable - ONDD, Bureau National des Chambres Régionale d'Agriculture - BN/CRA, Secrétariat Permanent des Politiques Sectorielles Agricoles – SP/CPSA, Secrétariat exécutif du Conseil National de Sécurité Alimentaire – SE/CNSA, DGEVCC). Cependant deux points peuvent impacter négativement ce partenariat: i) la non maîtrise des procédures par les partenaires; ii) la non prise en compte des niveaux provinciaux et départementaux dans les activités de renforcement des capacités.

II-3. Capital humain et social et autonomisation

Notation: 4

55. **Justification:** En matière de capital humain, le projet a réalisé de nombreuses formations, réunions de sensibilisation, ateliers et les opérateurs d'appui-conseil accompagnent de manière satisfaisante les bénéficiaires en termes de fréquence des visites et de qualité du conseil. En ce qui concerne le capital social, le projet a formé et accompagné les organisations rurales (unions, coopératives, CVD, COGES) pour l'accomplissement de leurs tâches auprès de leurs membres. En particulier les OR ont pu disposer de 76 plans de développement dont 91 actions en faveur de 31 OR sont en cours de financement.

56. **Principales questions:** Les dispositifs d'appui-conseil et de formation des agriculteurs sont tous opérationnels (PAMO-MP, OAC, STD, Agrinovia, partenariats spécifiques avec Green Cross et IDE). Le niveau d'exécution de ces appuis est variable d'un opérateur à l'autre, certains comme les STD étant intervenus dès 2016, d'autres comme les OAC n'ayant commencé à prester qu'à partir de juillet 2017. Le nombre de bénéficiaires ayant bénéficié d'appui-conseil et de formations techniques reste globalement modéré (respectivement 33% et 29%).

57. Sauf pour quelques promoteurs de MP de type « transformation » à cycle rapide, il est également trop tôt pour mesurer l'effet de ces appuis post-récolte sur les revenus et les capacités économiques des bénéficiaires. L'intensité de l'appui, en tant que nombre d'appuis reçus par bénéficiaire, est également un indicateur pertinent à analyser dans la mesure où il permet de mieux appréhender l'exhaustivité des appuis dont bénéficie chaque bénéficiaire et ainsi la richesse du renforcement de ses capacités.

Actions convenues

Action	Responsabilité	Date limite
Mettre en place un système de suivi nominatif de l'appui-conseil et des formations dispensés qui sera consolidé régulièrement lors des réunions mensuelles entre les opérateurs	CRA, AT-OAC, UGP/CSE, UGP/CEA	03/2018 et continu
Revoir la base de données des MP pour intégrer a) le dénombrement des personnes bénéficiaires, b) des indicateurs d'effets socioéconomiques	UGP/CSE, UGP/CEA	04/2018

II-4. Qualité de la participation des bénéficiaires

Notation: 5

58. **Justification:** Les aménagements des sites se font en pleine concertation avec les bénéficiaires qui participent à l'identification des sites, donnent leur avis sur les propositions techniques d'aménagement et contribuent aux travaux conformément à l'approche HIMO. La participation des bénéficiaires aux actions d'appui-conseil est satisfaisante. Celle des formations techniques spécifiques est bonne. Les services fournis par les OAC se font sous forme pratique et mis en œuvre sur le terrain avec les bénéficiaires. La participation des bénéficiaires aux MP depuis la conception jusqu'à la mise en œuvre est satisfaisante. La mise en place des procès-verbaux de

décharge après l'affinage par les PAMO-MP a contribué à renforcer l'appropriation en pleine connaissance de cause des MP par leurs promoteurs.

II-5. Réactivité des prestataires de services

Notation: 4

59. **Justification:** D'une façon générale, les prestataires de services fournissent des services de qualité dans les délais convenus et le respect des termes de référence. Les PAMO, PAMO-MP et les OAC sont opérationnels et présents auprès des bénéficiaires auxquels ils fournissent des prestations dont la qualité est jugée satisfaisante. En ce qui concerne les opérateurs en alphabétisation fonctionnelle, la mission a constaté, à travers des discussions avec les bénéficiaires que ceux-ci sont pleinement satisfaits de leur intervention. Les opérateurs sont flexibles par rapport à la réponse aux besoins des apprenants en matière de planification et d'organisation des sessions.

60. **Points principaux:** Certains prestataires publics impliqués dans la récupération des terres connaissent des difficultés liées notamment aux pannes mécaniques récurrentes des engins et au manque de pièces de rechange. Un dispositif d'assurance qualité impliquant les STD aux différentes phases et l'expertise des PAMO permet désormais de valider les modèles techniques proposés et de s'assurer de la maîtrise des coûts et du respect des normes environnementales. Par ailleurs, des défis techniques se posent en matière d'aménagement pour la réalisation des digues filtrantes, en raison de la complexité technique de ces dernières. Il est attendu que les PAMO apportent cette compétence et relèvent le défi notamment en réalisant des tests de construction de digues filtrantes sur des sites pilotes pour orienter les prestataires.

61. Malgré un niveau de compétence technique jugé satisfaisant, plusieurs insuffisances impactent négativement la quantité et la qualité des missions réalisées par les prestataires d'appui conseil: i) maîtrise insuffisante des procédures de facturation/justification des avances, incluant la qualité de la programmation des activités et des rapports fournis (PAMO-MP et OAC); ii) maîtrise insuffisante du canevas des plans d'affaires (PAMO-MP); iii) mauvaise gestion et instabilité du personnel des PAMO-MP.

Actions convenues

Actions	Responsabilité	Date limite
Evaluer les prestataires impliqués dans les travaux de récupération des terres dégradées, prendre les mesures correctives et actualiser le répertoire des prestataires	RCA	Continu

II-6. Environnement et gestion des ressources naturelles

Notation: 4

62. **Justification:** Les interventions du projet contribuent à la gestion participative des ressources naturelles et de l'environnement, au regard des bonnes pratiques observées dans les aménagements et périmètres maraichers. Les questions environnementales sont prises en compte dans les termes de référence et les offres de service des bureaux d'études et entreprises en charge des travaux d'aménagements. Des évaluations environnementales ont été menées dans les sites faisant l'objet d'aménagements qui révèlent des impacts positifs en matière d'environnement et de gestion des ressources et proposent des mesures de compensation pour atténuer les impacts négatifs identifiés.

63. **Principales questions:** Pour compenser les impacts environnementaux négatifs liés aux aménagements, des mesures compensatrices ont été proposées dans les zones d'intervention du projet, conformément aux recommandations des notices d'impact environnemental. Dans ces notices, des Plans de Gestion Environnemental et Social (PGES) sont proposés et dont la mise en œuvre, qui devrait se faire à travers des plans d'actions triennaux, contribuera à une meilleure gestion de l'environnement et des ressources naturelles.

64. Des activités de reboisement ont été réalisées, avec l'implantation de haies vives et de plantations classiques, en liaison étroite avec les services techniques départementaux en charge de l'environnement. Au total, 58 349 plants ont été mis en terre pour la protection des bas-fonds aménagés ou la constitution de plantations villageoises. D'autres actions ayant des effets positifs sur l'environnement et les ressources naturelles sont entreprises, notamment sur les techniques de récupération des terres dégradées, de valorisation et de gestion rationnelle des ressources en eau.

65. Cependant, l'un des problèmes soulignés par les points focaux en charge de l'environnement au niveau départemental concerne les retards accusés dans la mise à disposition des ressources financières, avec des impacts négatifs sur l'acquisition des plants et le démarrage des campagnes de reboisement.

66. Dans les périmètres maraichers des sites aménagés, mais également au niveau des micro-projets, les bénéficiaires des interventions du projet mettent en œuvre de bonnes pratiques. Un promoteur bénéficiant d'appui pour un micro-projet d'apiculture avec des ruches modernes a souligné la diminution des risques de feux de brousse. Avec l'utilisation de ces ruches modernes qui ont des impacts moindres sur l'environnement, l'apiculteur a pu doubler sa production de miel passant de 1,5L à 3L.

67. Un autre bénéficiaire des interventions du projet à Yako impliqué dans la transformation de graines de sésame en biscuits a pu diminuer sa consommation de bois en utilisant le gaz acquis grâce à l'appui du projet. En plus de réduire la pression sur les ressources ligneuses, le bénéficiaire considère que l'utilisation du gaz lui permet de respecter les commandes tout en diminuant la pénibilité et le temps consacré à la recherche du bois de chauffe.

68. Les mesures qui contribuent à la gestion de l'environnement et des ressources naturelles devront se renforcer avec la réalisation de certaines activités prévues dans le PTBA 2018 (reboisement, réalisation de forages et de latrines, etc.), et des interventions proposées dans le cadre du FEM au niveau des sous-bassins versants.

Actions convenues

Actions	Responsabilité	Date limite
Former les promoteurs de micro-projets à l'exploitation et à la valorisation durables des PFNL	RSEnv, DGEVCC	Continu
Renforcer les capacités des points focaux de l'environnement sur l'évaluation environnementale et l'utilisation des SIG/télédétection pour le suivi des indicateurs environnementaux	ONDD, STD, RSEnv	02/2018

II-7. Stratégie de désengagement

Notation: 4

69. **Justification:** Le projet ne dispose pas encore de stratégie de désengagement mais le processus d'élaboration est en cours. En outre, des dispositions ont été prises pour assurer l'ancrage institutionnel du volet additionnel du projet relatif au financement du FEM/PAI-SA.

Principales questions:

- Elaboration d'une stratégie de désengagement:** Afin d'assurer une durabilité des effets du Projets au-delà de la date de clôture et garantir l'autonomisation des bénéficiaires et du maître d'ouvrage qu'est la CRA, l'UGP reste pleinement consciente de l'importance d'élaborer une stratégie de désengagement. A cet effet, un consultant individuel est en cours de recrutement pour l'élaboration de ladite stratégie orientée principalement sur la viabilité des investissements et l'autonomisation financière des organisations rurales.

- b) **Etablissement de partenariats institutionnels pour le volet FEM/PAI-SA du projet:** des protocoles d'accord ont été signés avec un certain nombre de partenaires institutionnels pour l'appui à la mise en œuvre du volet FEM/PAI-SA et pour assurer l'ancrage institutionnel nécessaire en vue de la durabilité des interventions après le projet. Ces institutions pérennes comprennent l'ONDD, le BN/CRA, le SP-CPSA, le SE-CNSA et la DGEVCC.
- c) **Structuration et professionnalisation des OPA:** Le niveau de structuration et de professionnalisation des OPA demeure un des aspects clés de la stratégie de désengagement du Projet. Ainsi, la préparation d'un Plan de développement développé sur la base d'un diagnostic organisationnel détaillé représente un premier pas vers le renforcement de ces acteurs ruraux. Cependant, les visites de terrain ont permis de constater une faible compréhension des objectifs à long terme de la part des groupements au détriment d'une liste d'initiatives permettant d'intensifier les activités génératrices de revenus. Ainsi, il est suggéré à l'UGP de compléter les appuis offerts à ces organisations rurales - OR - (outre les formations, rencontres régionales et communales d'information, financement des actions issues des plans de développement) et de se focaliser davantage sur la capacités de ces OR à se structurer et se professionnaliser (en offrant des services à leurs membres tels que l'achat d'intrant groupé, la collecte des produits agricoles pour une commercialisation rassemblée, etc.) vers une autonomisation financière qui assurera la pérennisation des appuis du projet.

Actions convenues

Actions	Responsabilité	Date limite
Offrir aux OPA ayant exprimé un intérêt, un suivi rapproché de renforcement des capacités structurelles et organisationnelles en vue de leur autonomisation financière	CRA, RCEA	Immédiat et continu

III. Gestion du projet

III-1. Qualité de la gestion du projet

Notation: 4

70. **Justification:** La gestion du projet est moyennement satisfaisante dans la mesure où: i) l'UGP est techniquement compétente; ii) le système de suivi est fonctionnel bien qu'il ne renseigne pas tous les produits ni ne génère encore des données sur les premiers effets; iii) le comité de pilotage du projet se réunit régulièrement; iv) il y a une bonne réactivité et une proactivité vis-à-vis des défis de mise en œuvre. Toutefois les taux d'exécution physique et financière restent faibles.

71. **Principales questions:** Le système de remontée des informations sur les produits et effets de la part des STD, PAMO et PAMO-MP devrait être amélioré par une implication plus efficace des APD dans l'accompagnement de ces acteurs de terrain; l'objectif étant le renforcement des capacités et l'harmonisation des approches par province.

72. Par ailleurs, la coordination des différents partenaires d'exécution devra être renforcée en facilitant le travail complémentaire grâce au « plan de coordination général des différents intervenants dans la mise en œuvre des activités du Projet » (voir recommandation reconduite de mars 2017).

73. En outre, l'appropriation, la dissémination et l'exécution de la stratégie de ciblage devra être assurée.

74. Suite au constat d'un écart significatif de coûts entre les prévisions du Costab et ceux relevés sur le terrain avec l'approche du Neer-Tamba, il avait été recommandé lors de la mission de supervision de mars 2017 de conduire une étude portant sur un référentiel technico- financier dans la perspective de la revue à mi-parcours prévue en 2018. Le consultant est actuellement sur le terrain et le rapport est attendu avant la fin décembre 2017.

Actions convenues

Actions	Responsabilité	Date limite
Rendre disponible le rapport de l'étude du référentiel technico-financier afin de mieux maîtriser les coûts réels d'intervention	RCA	01/2018

III-2. Gestion des savoirs

Notation: 4

75. **Justification:** Le projet ne dispose pas encore de stratégie ou de plan de gestion des connaissances. Cependant, le PTBA 2017 inclut, comme chaque année, des actions d'apprentissage comprenant notamment: i) le recrutement en cours d'un consultant pour développer une stratégie de capitalisation et de gestion des savoirs et assurer un accompagnement pluriannuel du projet; ii) la réalisation de l'apprentissage du processus de co-innovation avec l'appui de AGRINOVIA; (iii) la production d'un film documentaire de capitalisation. Il n'y a pas de responsable au sein de l'UGP pour la gestion des connaissances.

76. **Principales questions:** Une faiblesse notable a été constatée sur la capitalisation des connaissances émergentes de l'exécution du Projet. Toutefois, l'UGP envisage de recruter un consultant à cet effet. Il accompagnera le projet à l'élaboration, dans la mise en œuvre d'un plan de capitalisation. Avec le démarrage prévu pour 2018 du nouveau projet financé par le FIDA (Projet d'Appui à la Promotion des Filières Agricoles - PAPFA), deux cadres seront recrutés et mis à la disposition partagée du PAPFA et du Neer-Tamba à savoir (i) un responsable ciblage et genre et (ii) un responsable gestion des savoirs et communication.

77. La mission recommande dès lors de tenir compte de cette ressource humaine lors de l'élaboration de son plan de gestion des savoirs pour les années à venir. Cet accompagnement sera précédé par le renforcement des capacités de l'UGP sur la capitalisation d'expériences et de son enjeu dans l'amélioration de la mise en œuvre du projet. A terme, l'accompagnement du consultant devra aboutir à la production, sur la base des données compilées, des documents de capitalisation de qualité respectant les standards scientifiques.

78. **Apprentissage du processus de co-innovation avec l'appui de AGRINOVIA:** la signature de la convention cadre de partenariat entre le Projet et AGRINOVIA a permis de dérouler de façon satisfaisante l'apprentissage du processus de co-innovation. Ces appuis se sont déroulés en janvier-février en mai-juin (pour la préparation et la création de meilleures conditions de mise en place des dispositifs de co-expérimentation des innovations locales) ainsi qu'en octobre 2017. Les trois ateliers d'information des acteurs sur la démarche de co-innovation réalisés en janvier 2017 ont concerné 105 participants issus des CRA, DR, OAC, ONG associations et faïtières dont 23 femmes. Les activités d'auto-diagnostic, de planification villageoise, de repérage et de caractérisation des innovations réalisées dans les trois villages pilotes ont regroupé 554 producteurs dont 324 femmes.

79. Sur l'ensemble des vingt-six actions répertoriées dans les plans d'actions triennaux, sept innovations locales ont été sélectionnées par les populations pour faire l'objet de co-expérimentation. Sept drafts de fiches de capitalisation de ces innovations ont été élaborés et sont en attente de finalisation. Parallèlement à cet apprentissage, trois ateliers de formation ont été réalisés au profit des 13 OAC en juillet et août 2017 au profit de 73 participants dont 22 femmes. Aussi un voyage d'échanges à Aguié au Niger a été réalisé du 17 au 24 octobre 2017 au profit de 32 participants issus des CRA, DR, UGP et villages pilotes dont 4 femmes. Les ateliers bilan sont prévus avant la fin de l'année 2017.

80. **Production de film documentaire de capitalisation:** dans l'optique de disposer des images pour la capitalisation des acquis du projet, des captures d'images sur les principales activités ont été réalisées. Cette activité se déroulera tout au long de la mise en œuvre du projet afin de disposer à terme d'une banque d'images qui sera utilisée pour la production d'un film documentaire de

capitalisation. En outre, des outils de communications de proximité (livrets techniques illustrés) sur le foncier rural ainsi que sur la technique de production du compost plus ont été produits et diffusés auprès des producteurs.

Actions convenues

Actions	Responsabilité	Date limite
Produire des documents sur les leçons tirées et sur les innovations générées dans le cadre du projet	RSE	04/2018
Compléter la stratégie de gestion des savoirs par un plan d'action	RSE	04/2018

III-3. Cohérence entre PTBA et réalisations

Notation: 4

81. **Justification:** D'une façon générale, la cohérence entre les prévisions du PTBA et les réalisations est satisfaisante. Ainsi, à la date du 30 octobre 2017, le taux d'exécution physique pondéré du PTBA 2017 est de 73%. Par composante, les taux sont de 82% pour la composante 1, de 90 % pour la composante 2, de 66% pour la composante 3, et de 53% pour la composante 4. Le taux d'exécution financière de ce PTBA à la date du 30/10/2017 est de 57%.

82. **Principales questions:** Au regard du retard accusé dans le démarrage du Projet avec des risques de non atteinte des objectifs et cibles et tenant compte des conditions favorables actuelles de mise en œuvre efficace du Projet, y compris la mobilisation des principaux acteurs de mise en œuvre (PAMO-MP, PAMO, OAC, opérateurs IEC), l'unité de gestion a pris l'option d'accélérer la cadence d'exécution du projet. Le bilan à mi-parcours (au 15/06/2017) de la mise en œuvre du premier PTBA ayant fait ressortir un taux d'exécution physique de plus de 75% et un taux d'exécution financière de 87,36%, le PTBA 2017 révisé est passé de 3 706 656 386 FCFA à 8 479 651 581 F CFA (soit une augmentation de 128,76% par rapport au PTBA initial) .

83. La différence entre les taux d'exécution physique et financier au 31/10/2017 est due au fait que certaines activités sont entièrement exécutées alors que les paiements sont en cours, notamment l'achat des semences, les coûts d'aménagement de certains périmètres maraichers, les reliquats pour le paiement des contrats de service des FTS, la prestation des PAMO et PAMO-MP. En outre le taux d'exécution financière n'inclut pas les engagements financiers d'un certain nombre d'activités en cours d'exécution sur le terrain qui, si prises en compte, s'élèverait à 85,35%.

III-4. Performances du système de suivi-évaluation

Notation: 4

84. **Justification:** Le système de suivi est en place et son manuel reprenant les outils de rapportage, les rôles et responsabilités de chacun des acteurs de la mise en œuvre du Projet sont définis. En 2017, des ateliers de dissémination du manuel ont été organisés à l'endroit des PAMO-MP, OAC, opérateurs alpha (FTS) et opérateurs IEC. Les cellules techniques de l'UGP (S&E, économie agricole et aménagement) ont eu l'occasion d'apprécier la qualité des rapports qui leur ont été soumis pour l'exercice 2017 et des recommandations ont d'ores et déjà été discutées en interne. Des ateliers « bilan » sur le SSE et son application sur le terrain sont prévus pour fin 2017 ainsi que des séances de recyclage annuelles afin d'assurer un standard de qualité et une pertinence des informations remontées du terrain à l'UGP.

85. **Principales questions:** Au stade actuel d'exécution du Projet et de son Système de Suivi et évaluation (SSE), certains aspects spécifiques à un fonctionnement optimal restent à affiner. La mission a pu apprécier l'appropriation du système par tous les acteurs impliqués et a relevé les constats suivants:

- a) Le retard dans la mobilisation des PAMO n'a pas permis de les convier aux ateliers de dissémination du manuel de S&E. Cette lacune devrait être palliée avant fin 2017 et ce afin

d'obtenir l'ensemble des partenaires de mise en œuvre au même niveau d'appropriation de l'outil et du SSE.

- b) La problématique du double-comptage des bénéficiaires reste une réalité à ce jour. Bien que des dispositions aient été prises par l'UGP (création de fiche nominative sur la base d'identifiant unique tel que le numéro CNIB – carte nationale d'identité burkinabé – pour identifier l'individu appuyé et le chef de ménage), la problématique d'évaluation des bénéficiaires directs des interventions de récupération des terres pour une exploitation à vocation sylvo-pastorale et d'appui-conseil reste de mise. Une méthodologie d'évaluation des bénéficiaires qui tiendrait compte du risque de duplication potentielle relative au dénombrement des bénéficiaires sera proposée par l'UGP avant la mission de revue à mi-parcours.
- c) En prévision de la revue à mi-parcours prévue pour le premier semestre 2018, l'étude d'effet reste encore à réaliser. L'utilisation des Nouvelles Technologies d'Information et de Communication (NTIC) – SIG, tablettes pour les enquêtes et base de données en ligne – va permettre de faciliter la collecte des données et limiter les erreurs manuelles. La mission insiste sur l'importance de cet exercice qui servira de base aux discussions et considérations à mener lors de ladite revue. Il a également été suggéré d'y associer l'analyse faite par l'UGP depuis la supervision de mars 2017 sur les problématiques rencontrées dans la mise en œuvre du projet et des propositions de pistes de solutions qui feront l'objet d'un arbitrage lors de ladite revue.
- d) Concernant les activités financées par le FEM, la mission a été informée des dispositions prises par l'UGP afin de les intégrer au sein du PTBA 2018 du Projet. De plus, il a été fait mention de l'importance d'incorporer au sein du SSE déjà existant pour le Neer-Tamba, les mécanismes de S&E pour ces mêmes activités (au travers notamment d'une révision du manuel de S&E du Projet). Cet exercice sera illustré par un effort qui permettra d'assimiler les 2 cadres logiques en question et ce afin d'éviter une rupture au niveau des interventions respectives. Cet effort d'agrégation étant pleinement accepté, la mission encourage l'UGP à mener à bien le travail d'intégration technique et financière afin que le projet Neer-Tamba agglomère en son sein les interventions financées par le FEM.
- e) Enfin, le paramétrage et le renseignement du logiciel de S&E (DELTA) sont encore en cours et devront être finalisés avant la tenue de la mission de revue à mi-parcours. Le paramétrage tiendra pleinement compte de la recommandation portant sur l'intégration des activités FEM, en reprenant les cadres logiques et PTBA intégrés au sein même du logiciel en ligne.

Actions convenues

Actions	Responsabilité	Date limite
Valider la méthodologie pour l'identification unique des bénéficiaires des activités de récupération des terres à vocation sylvo-pastorale et d'appui conseil	RSE	02/2018
Valider l'étude d'effet et y intégrer l'identification des obstacles à la mise en œuvre ainsi que les pistes de solution	RSE	04/2018
Finaliser l'intégration des activités financées par le FEM au sein du PTBA 2018 et du SSE (manuel, logiciel en ligne, cadre logique)	RSE, RCEA, RCA, RSEnv	02/2018

III-5. Mise en œuvre de la SECAP

Notation: 3

86. **Justification:** Une note d'évaluation environnementale et sociale a été produite et le projet a été classé en catégorie B compte tenu des impacts mineurs des interventions sur l'environnement. Les évaluations environnementales ont été conduites dans les sites de bas-fonds aménagés mais les PGES restent à être validés et mis en œuvre pour tous les aménagements. Les services de l'environnement sont impliqués dans la validation des études d'impacts environnementaux et des PGES. Cependant, certaines évaluations attendent toujours d'être validées par le BUNEE.

Actions convenues

Actions	Responsabilité	Date limite
Identifier les blocages qui empêchent la validation et la mise en œuvre des PGES	RSEnv	03/2018
Mettre en place un dispositif pour assurer une synergie entre l'équipe responsable de l'ingénierie sociale et le bureau en charge des aménagements dans les sous-bassins versants	RSEnv	03/2018
Conduire une étude de référence sur les ressources forestières, les intrants agricoles et le cheptel dans la zone d'intervention du FEM	ONDD, RSEnv	03/2018
Former les formateurs sur l'outil EXACT	ONDD, RSEnv	02/2018

IV. Gestion financière

Taux de décaissement

Notation: 2

87. **Justification:** Le cumul des réalisations financières du Projet au 31/10/2017 est de 10,55 milliards de FCFA pour un coût global évalué à la formulation du Projet à 56,64 milliards FCFA, soit un taux d'exécution financière global de 18,63%. Ce taux était de 7,79% au 31/12/2016. Bien que ce taux ait doublé en moins de huit (8) mois de la dernière mission, il reste faible au regard du profil de décaissement qui indique un taux de 55% pour un projet de développement rural dans sa quatrième année d'exécution. Le décaissement sur les ressources du Don FEM-PAI s'élève à 539 534,52 USD sur un montant alloué de 7 269 448 \$ US, soit un taux de décaissement de 7,42% au 31/10/2017.

88. **Principales questions:** Les facteurs explicatifs du taux de décaissement faible sont: (i) le retard dans le démarrage des activités du Projet dû à la satisfaction tardive des conditionnalités de mise en vigueur du Projet; (ii) la mise en place tardive des équipes du Projet (les autres responsables des cellules opérationnelles ont été recrutés en avril 2015 et le reste des agents ont été recrutés en juin 2016); (iii) la longueur des procédures de passation de marchés surtout pour le recrutement des prestataires clés comme les PAMO et PAMO-MP pour lesquels la procédure a été bouclée en 23 mois; et (iv) les remous sociaux (insurrection d'octobre 2014, coup d'Etat de septembre 2015, ainsi que les multiples sit-in et grèves au sein du Ministère des Finances).

V. Aspects fiduciaires

V-1. Qualité de la gestion financière

Notation: 4

89. **Justification:** La mission a passé en revue le dispositif de gestion financière qui repose notamment sur l'exécution du PTBA, le contrôle interne, l'audit externe, la mobilisation des ressources financières auprès des différents sources de financement (FIDA, FEM, Etat et bénéficiaires) au moyen des DRF/DPD, du paiement des dépenses sur pièces justificatives et du suivi financier des conventions de financement. Elle a également noté la mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision à 87%, notamment celles relatives à l'amendement du manuel de procédures administratives et financières.

Questions principales

90. **Gestion du Personnel:** Au 31/10/2017, l'effectif de l'UGP est de 26 agents (7 cadres et 19 agents d'appui). Au passage de la mission, elle a constaté avec satisfaction que: (i) les dossiers du personnel sont tenus conformément aux procédures; (ii) le paiement des cotisations du personnel à la CNSS et au titre des impôts est à jour; et (iii) le personnel bénéficie d'une couverture d'assurance-maladie. Cependant, il avait été relevé dans le rapport d'audit un abattement à tort sur les retenues IUTS du personnel d'un montant de 5 251 178 FCFA.

91. **Gestion financière et comptable.** La comptabilité fonctionne correctement sous Tom2Pro. La plupart des modules de ce logiciel sont exploités sur la base des recommandations du FIDA. Au 31/10/2017, plusieurs états ont été produits à partir du système. Toutefois, la mission a noté que le module « Gestion des immobilisations » n'est toujours pas mis à jour. Par ailleurs, la mission note que le paramétrage du logiciel pour la prise en compte du Don FEM-PAI n'est pas encore effectif.

92. **Contrôleurs internes.** Le projet NEER TAMBA dispose d'un manuel de procédures administratives, comptables et financières en cours de révision, d'un manuel des opérations, d'un manuel de suivi-évaluation. La mission a noté que des activités de contrôle sont exécutées par le contrôleur interne affecté au projet par l'emprunteur et celui recruté par l'UGP pour le compte du BN/CRA. Les missions de contrôle sont conjointement réalisées par les deux contrôleurs. Les récents rapports issus des missions de contrôle qui ont porté sur les trois CRA et le BN/CRA ont formulé des recommandations à mettre en œuvre par lesdites CRA.

93. La mission a noté que les recommandations formulées à l'adresse de la CRA du Nord n'ont pas encore été mises en œuvre. Il s'agit notamment de: (i) absence de certains TDR et de rapports de mission; (ii) timbres des factures définitives ne sont pas oblitérés et certaines factures ne sont pas timbrées; (iii) consommation du carburant non justifiée par un état d'émargement (qui précise le nombre de kilomètres à parcourir et la dotation fournie) mais par de simples reçus établis par les stations-service; et (iv) des trop perçus sur certains frais de mission ont été constatés et des reliquats de réalisation d'activités non reversés. Les pièces justificatives des demandes de remboursement font l'objet d'un double contrôle au niveau des contrôleurs internes, mais ces contrôles ne sont pas matérialisés.

94. **Budget.** Le PTBA 2017 approuvé est de 8 481 189 085 FCFA. Au 31/10/2017, le montant total décaissé est de 4 871 079 914 FCFA (sans engagement), soit un taux d'exécution global de 57,43% et avec engagement ce taux est de 85,35% pour (le FIDA, Etat et Bénéficiaire). Pour ce qui est du Don FEM-PAI, le taux est de 36,63%.

Actions convenues

Actions	Responsabilité	Date limite
Régulariser le paiement des abattements à tort de 10% sur les IUTS du personnel	Coordonnateur/RAF	11/2017
Mettre à jour le module de gestion des immobilisations	RAF	12/2017
Paramétrer le Don FEM-PAI dans le Logiciel Tom2Pro	RAF	12/2017

Actions	Responsabilité	Date limite
Mettre en œuvre les recommandations des contrôleurs internes par la CRA du Nord	UGP/CRTA Nord	12/2017
Matérialiser sur les pièces justificatives le contrôle effectué par les contrôleurs internes	Contrôleur interne	Continue

V-2. Qualité et ponctualité de l'audit

Notation: 5

95. **Justification:** L'audit des comptes 2016 a été réalisé par une société d'expertise comptable privée et soumis dans les délais au FIDA. L'auditeur a certifié, sous réserve de l'abattement sur les retenues IUTS du personnel d'un montant de 5 251 178 FCFA, que les états financiers présentent sincèrement la situation financière et le patrimoine du projet NEER TAMBA. La mission note que le recrutement de l'auditeur pour l'exercice 2017 est en cours et est au stade de dépouillement des manifestations d'intérêt.

96. **Principales questions:** La mission note que sur les vingt-sept (27) recommandations formulées par les auditeurs, seules deux (2) ne sont pas encore mises en œuvre, soit un taux de mise en œuvre de 92,60%. Il s'agit de: (i) la mise à jour du module « Gestion des Immobilisations » du Tom2Pro; et (ii) la mise en place du registre de l'employeur au sein du projet.

V-3. Fonds de contrepartie

Notation: 4

97. **Justification:** Conformément aux dispositions de l'Accord de financement, la participation financière du Gouvernement au financement du projet NEER TAMBA se chiffre à 11 933 700 000 FCFA (soit environ 23 867 400 USD) à la formulation. Ces fonds représentent la contribution en numéraire de l'Etat Burkinabé au financement du projet. L'ensemble des droits, impôts et taxes sur les biens, travaux et services qui seront acquis par le Projet, constitue la contribution en nature du gouvernement. Au 31/10/2017, la contribution effective du Gouvernement s'est élevée à 2 559 680 000 FCFA (soit un taux de 21.45%).

Principales questions

98. **Contribution du Gouvernement:** La dotation initiale au titre de la contrepartie nationale inscrite dans la loi de finances 2017 s'élevait à 1 050 000 000 CFA dont 935 933 500 FCFA ont été décaissés (soit un taux de 89.13%).

99. Suite à la révision du PTBA 2017 au cours du deuxième semestre, des besoins complémentaires au titre de la contrepartie, d'un montant de 1 163 000 000 FCFA, ont été exprimés. Donc, le montant total de la contrepartie au titre de l'année 2017 s'est élevé à 2 213 000 000 FCFA. A ce jour, la contribution effective du Gouvernement s'élève à 935 933 500 FCFA (soit un taux décaissé de 42,29%). La mission a également noté qu'à la date du 31/10/2017, que les impôts et taxes comptabilisés se chiffrent à 20 628 475 FCFA.

100. **Contribution des bénéficiaires.** Elle est estimée à 2 914 500 000 FCFA (5 829 000 USD), soit environ 5.14% du coût total du Projet. Ce coût correspond à la contribution en nature et numéraire des bénéficiaires. L'apport en nature correspond à l'évaluation de l'effort de travail des bénéficiaires lors des travaux d'aménagement d'une part, et d'autre part à la contribution en numéraire des bénéficiaires dans le cadre des financements des micro-projets. Au 31/10/2017, la contribution effective des bénéficiaires s'est élevée à 251 903 264 FCFA (soit un taux de 8.64%). Ce taux jugé faible pourrait s'améliorer si toutefois le projet évalue la contribution en nature au titre de l'année 2017 pour une prise en compte.

101. Par ailleurs, la contribution des bénéficiaires prend en compte la partie en numéraire au titre des financements des micro-projets pour l'année 2017 pour un montant de 274 806 USD (soit 137

403 264 FCFA) pour une prévision de 126 200 000 FCFA (252 400 USD). La contribution est 109% par rapport au PTBA 2017.

Actions convenues

Actions	Responsabilité	Date limite
Evaluer la contribution en nature des bénéficiaires pour l'année 2017	RCA, RAF	12/2017
Débloquer le reliquat de la contribution du Gouvernement	MAAH, MINEFID	11/2017

V-4. Respect des accords de financement

Notation: 5

102. **Justification:** Dans l'ensemble les dispositions de l'accord de financement sont mises en application à l'exception du Gouvernement Burkinabé qui n'a pas mobilisé la totalité de la contrepartie prévue.

VI. Passation des marchés

Notation: 4

103. **Justification:** FIDA: Sur un nombre total de 76 marchés programmés d'un montant total estimé à 5 241 330 000 F CFA, 50 marchés d'un total de 2 466 184 000 F CFA ont été exécutés, soit un taux de réalisation de 66% à la date du 31/10/2017.

104. **FEM-PAI:** Sur un nombre total de 12 marchés programmés d'un montant total estimé à 196 965 000 F CFA, 10 marchés d'un total de 180 965 000 F CFA ont été exécutés, soit un taux de réalisation de 92% à la date du 31/10/2017.

105. **Principales questions:** En dépit du taux d'exécution du PPM qui est de 66% pour le FIDA et de 92% pour le FEM-PAI, la mission a noté que la passation des marchés a connu des difficultés dans son exécution qui portent sur: (i) le changement du processus de passation des marchés intervenu en octobre 2017 qui préconise que toute la procédure de passation de marchés ainsi que l'approbation des contrats de plus de 100 000 francs CFA revienne au Ministère de l'Agriculture et des Aménagements hydrauliques; (ii) les procédures de passation très longues pour les contrats de montants supérieurs à 10 000 000 de francs CFA qui varient entre 6 à 8 mois en fonction de la méthode utilisée; (iii) les difficultés administratives de passation des marchés auxquelles sont soumises les Directions partenaires chargées de la mise en œuvre des activités sur le terrain; et (iv) l'enregistrement des marchés auprès des services des impôts avec l'exonération accordée au projet qui s'avère souvent très compliqué en fonction de l'agent qui traite les dossiers.

Actions convenues

Actions	Responsabilité	Date limite
Autoriser l'UGP à passer les marchés et approuver les dossiers de mise en concurrence pour des marchés d'au maximum 10 000 000 FCFA	MAAH	31/12/2017

E. Conclusion

106. En conclusion, la mission note que le projet, grâce au dynamisme et à l'engagement de l'équipe de l'UGP a fait des progrès significatifs en termes de réalisations physiques par rapport à l'année dernière. Toutefois, il reste marqué par des insuffisances, à savoir:

- a) Des taux d'exécution physique des activités et de décaissement restant encore faibles par rapport aux objectifs fixés et ce, à l'aube de la revue à mi-parcours. Cette situation devrait être améliorées grâce aux initiatives mise en place par l'UGP pour accélérer de façon significative la cadence de mise en œuvre;

- b) Un suivi-évaluation qui est certes fonctionnel mais qui reste limité aux produits et ne renseigne pas les effets obtenus, comparativement aux valeurs cibles fixées à la conception du projet. Ce manquement qui devra être corrigé par la systématisation, à chaque campagne, de la collecte des informations nécessaires au travers d'enquêtes socio-économiques ainsi que par des enquêtes annuelles d'effet sur tous les aspects du Projet;
- c) Une stratégie de ciblage qui reste encore à mettre en œuvre;
- d) Des procédures de passation des marchés qui restent très lentes et très longues, et qui occasionnent des retards dans l'engagement des interventions du Projet;
- e) La durabilité des effets du Projet qui nécessite que les organisations des producteurs, les CRA, les services techniques déconcentrés soient à même de prendre la relève du projet à son achèvement, et ce, par une intensification de l'accompagnement du Neer-Tamba au travers des appuis prévus à cet effet. Les organisations de producteurs devant d'ailleurs être particulièrement appuyées en matière de structuration, de fonctionnement et de diversification des services rendus à leurs membres.

Burkina Faso

Projet de gestion participative des ressources naturelles et de développement rural du Nord, Centre-Nord et Est (Projet Neer-Tamba)

Rapport de supervision - Dates de la mission: 13 au 24 novembre 2017

Appendice 1: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Appendice 1: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Results Hierarchy	Indicator						Means of verification			Assumptions
	Nom	Référence	Mi-parcours	Fin	Resultat annuel	Resultat cumulé	Source	Fréquence	Responsabilité	
Outreach	1.b Estimated corresponding total number of households members									
	Household members									
	1.a Corresponding number of households reached									
	Households			40000.0	1074	9301				
	1 Persons receiving services promoted or supported by the project									
	Males			113081.0	29149	29742				
	Females			153044.0	30339	30827				
	Groups receiving project services									
	Groups			395	163	570				
Goal Améliorer les conditions de vie et les revenus des populations rurales les plus défavorisées du Nord, Centre-Nord et Est du Burkina Faso	Réduction de la prévalence de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans						études de cas, enquêtes SYGRI, statistiques régionales production agricole		UGP, Etat	Aléas naturels; Potentiel avéré d'amélioration de la résilience par des techniques de CES/DRS simples et de petits aménagements fonciers; Risque de trajectoires de développement produisant de l'exclusion sociale au sein des groupes vulnérables; Culture et volonté politique nationale d'inclusion sociale et de développement équilibré et équitable
	Males	34		inferieur 34	34					
	Females	37		inferieur 37	37					
	Réduction de la prévalence de la malnutrition aigue des enfants de moins de 5 ans						études de cas, enquêtes SYGRI, statistiques régionales production agricole		UGP, Etat	
	Males	17		inferieur 17	17					
	Females	17		inferieur 17	17					
	Réduction de la prévalence de l'insuffisance pondérale des enfants de moins de 5 ans						études de cas, enquêtes SYGRI, statistiques régionales production agricole		UGP, Etat	
	Males	28.0		inferieur 28	28.0					
	Females	28.0		inferieur 28	28.0					
	Réduction de la part des ménages touchés par l'insécurité alimentaire						études de cas, enquêtes SYGRI, statistiques régionales		UGP, Etat	
	Première disette	79.0		inferieur 79	79					

Results Hierarchy	Indicator						Means of verification			Assumptions
	Nom	Référence	Mi-parcours	Fin	Resultat annuel	Resultat cumulé	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Deuxième disette	2		inferieur 2	2		production agricole			
	Ménages dont l'indice d'accumulation des actifs a augmenté (augmentation)						études de cas, enquêtes SYGRI, statistiques régionales production agricole		UGP, Etat	
	Households									
	Ménages vivant en dessous du seuil de pauvreté régionale (réduction)						études de cas, enquêtes SYGRI, statistiques régionales production agricole		UGP, Etat	
	Households									
Objective	Augmentation globale annuelle des revenus des ménages ciblés						Cadre stratégique secteur rural, politiques secteur, stratégies filières, activités CA, statistiques, rapports		UGP, Etat	Difficulté de changement du paradigme en matière de mise en oeuvre/responsabilité du développement, risques de résistances corporatistes au sein de l'appareil d'Etat et faible capacité initiale et éventail incomplet des nouveaux instruments et/ou acteurs; Transition initiée depuis une dizaine d'années au plan national (décentralisation notamment) et dans le secteur rural (OP par filière, tenue d'Etats Généraux de l'Agriculture, CA, etc); Constance de la ligne politique et stratégie de modernisation du secteur rural en cours (PNSR, analyse et reformes institutionnelles, etc.); Horizon temporel nécessaire
	Augmentation			18 millions de \$EU par an						
	Ménages disposant d'un droit de jouissance garanti à long terme sur les exploitations aménagées						Cadre stratégique secteur rural, politiques secteur, stratégies filières, activités CA, statistiques, rapports		UGP, Etat	
	Households									
	Groupes de production fonctionnels après 3 ans								UGP, Etat	
	Groupes	0.0		95						
Outcome	Héctares supplémentaires irrigués cultivés						Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiqu es foncières, Registre des services		UGP, Etat	Resistances à l'accès des populations cibles à des droits fonciers équitables et durables; Qualité du processus participatif d'élaboration de la nouvelle législation foncière
	Hectares of land			6000	1208	2269				

Burkina Faso

Projet de gestion participative des ressources naturelles et de développement rural du Nord, Centre-Nord et Est (Projet Neer-Tamba)

Rapport de supervision - Dates de la mission: 13 au 24 novembre 2017

Appendice 1: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Results Hierarchy	Indicator						Means of verification			Assumptions
	Nom	Référence	Mi-parcours	Fin	Resultat annuel	Resultat cumulé	Source	Fréquence	Responsabilité	
climatiques est accrue							fonciers ruraux, rapports			
	Héctares supplémentaires cultivés en maraîchage						Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP, Etat	
	Hectares of land			600	20	24				
	Infrastructure encore en service après 3 ans						Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP, Etat	
	Infrastructure			80						
	Land under improved management practices						Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP, Etat	
	Hectares of land			19500	3938.25	6566.25				
Outcome Les aménagements productifs ont accru la gestion rationnelle de l'eau et la fertilité du sol et le capital foncier des ménages a										

Burkina Faso

Projet de gestion participative des ressources naturelles et de développement rural du Nord, Centre-Nord et Est (Projet Neer-Tamba)

Rapport de supervision - Dates de la mission: 13 au 24 novembre 2017

Appendice 1: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Results Hierarchy	Indicator						Means of verification			Assumptions
	Nom	Référence	Mi-parcours	Fin	Resultat annuel	Resultat cumulé	Source	Fréquence	Responsabilité	
augmenté										
Output Les aménagements réalisés améliorent la gestion de l'eau et du sol	1.1.2 Farmland under water-related infrastructure constructed/rehabilitated								UGP, Etat	Resistances à l'accès des populations cibles à des droits fonciers équitables et durables; Qualité du processus participatif d'élaboration de la nouvelle législation foncière
	Hectares of land			6600.0		2293	Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports			
Output La formation de groupes de gestion de l'infrastructure e améliore la gestion de l'eau et du sol	Groupes de gestion de l'infrastructure créés/consolidés								UGP, Etat	Resistances à l'accès des populations cibles à des droits fonciers équitables et durables; Qualité du processus participatif d'élaboration de la nouvelle législation foncière
	Groupes			1000	56	149				
	Groupes de gestion de l'infrastructure comptant des femmes dans leurs instances de direction								UGP, Etat	
	Groupes			1000	56	148				
	Membres des groupes de gestion de l'infrastructure créés/consolidés						Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat	
	Males			4550	273	760				
	Females			2450	225	482				
	Personnes formées en gestion de l'infrastructure						Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat	
	Males			4550	328	523				
	Females			2450	173	272				
		Personnes formées en gestion						Enquêtes		

Results Hierarchy	Indicator						Means of verification			Assumptions
	Nom	Référence	Mi-parcours	Fin	Resultat annuel	Resultat cumulé	Source	Fréquence	Responsabilité	
	des ressources naturelles						annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports			
	Males			25825	5984	10430				
	Females			26675	5168	10675				
Outcome L'accès des groupes cibles vulnérables à ce capital est accru										Resistances à l'accès des populations cibles à des droits fonciers équitables et durables; Qualité du processus participatif d'élaboration de la nouvelle législation foncière
Output Les groupes cibles vulnérables sont appuyés pour accéder à ce capital foncier	Topographes formés et installés						Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat	
	People			12	0	0				
	Accords délivrés sur les nouveaux aménagements						Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat	
Accords			1000	82	82					
Outcome Les activités agricoles sont durablement intensifiées et	Producteurs agricoles faisant état d'une augmentation de leur production/rendement						Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat	Difficulté pour l'accès physique aux marchés et dans le fonctionnement des filières; Stratégies de développement des principales filières bien définies et en cours de mise en oeuvre avec l'appui de nombreux partenaires; Poursuite du
	Producteurs	0		80						
	Rendements annuels des productions passent de x à y						Enquêtes annuelles,		UGP; Etat	

Burkina Faso

Projet de gestion participative des ressources naturelles et de développement rural du Nord, Centre-Nord et Est (Projet Neer-Tamba)

Rapport de supervision - Dates de la mission: 13 au 24 novembre 2017

Appendice 1: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Results Hierarchy	Indicator						Means of verification			Assumptions
	Nom	Référence	Mi-parcours	Fin	Resultat annuel	Resultat cumulé	Source	Fréquence	Responsabilité	
diversifiées	Rendements tubercules			9000			études de cas, statistiques, suivi prix/marchés			développement des infrastructures de transports et de communications
	Rendements sorgho			8000						
	Rendements riz paddy			25000						
	Rendements produits maraîchers			16000						
	Accroissement annuel des troupeaux passe de x à y						Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat	
	Nombre de têtes									
	Petits éleveurs faisant état d'un accroissement de leur troupeau						Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat	
	Eleveurs	0		50						
Outcome Les capacités de production et de gestion durable des terres des petits producteurs sont renforcées										Difficulté pour l'accès physique aux marchés et dans le fonctionnement des filières; Stratégies de développement des principales filières bien définies et en cours de mise en oeuvre avec l'appui de nombreux partenaires; Poursuite du développement des infrastructures de transports et de communications
Output	Personnes ayant accès à des services d'appui-conseil						Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat	
	Personnes			40000	823	8657				
Les formations organisées et les réseaux créés/animés renforcent les capacités des petits producteurs	1.1.4 Persons trained in production practices and/or technologies						Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat	
	Men trained in crop	0		8100	2292	4036				
	Women trained in crop	0		9900	3039	3895				
	Men trained in livestock	0		4000	815	815				
	Women trained in livestock	0		12000	1556	1556				
	Groupes de production agricole et de bétail créés/consolidés						Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques,		UGP; Etat	
	Groupes	0		2700	314	314				

Burkina Faso

Projet de gestion participative des ressources naturelles et de développement rural du Nord, Centre-Nord et Est (Projet Neer-Tamba)

Rapport de supervision - Dates de la mission: 13 au 24 novembre 2017

Appendice 1: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Results Hierarchy	Indicator						Means of verification			Assumptions
	Nom	Référence	Mi-parcours	Fin	Resultat annuel	Resultat cumulé	Source	Fréquence	Responsabilité	
							suivi prix/marchés			
	Groupes de production agricole et de bétail comptant des femmes dans leurs instances de direction						Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat	
	Groupes			1350	314	314	Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat	
	Membres de groupes de production agricole et de bétail créés/consolidés						Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat	
	Females			29400	7612	7612	Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat	
	Males			14600	6749	6749	Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat	
Output Les promoteurs d'initiatives locales de développement sont appuyés dans leur démarrage	Personnes ayant accès à des fonds de développement communautaire						Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat	Difficulté pour l'accès physique aux marchés et dans le fonctionnement des filières; Stratégies de développement des principales filières bien définies et en cours de mise en oeuvre avec l'appui de nombreux partenaires; Poursuite du développement des infrastructures de transports et de communications
	Females			29400	3252	3252	Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat	
	Males			14600	4121	4121	Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat	
	2.1.2 Persons trained in income-generating activities or business management						Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat	
	Females			1943	69	129	Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat	
	Males			957	0	0	Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat	
Outcome Les capacités des populations et de leurs organisations sont renforcées	OP/CVD	0		80	0	0	Evaluations des formations, Activités des organisations, Liste et typologie de partenaire		UGP, organisations	Eventail et nombre d'acteurs limités et capacités de ceux-ci initialement très faible; Mobilité des ressources humaines les plus compétentes; L'Etat ne s'est pas encore doté de tous les instruments nécessaires pour jouer pleinement son rôle d'orientation et d'appui à la mise en place de ce nouveau paradigme; Efficacité reconnue des stratégies basées sur le renforcement, l'organisation et la structuration de la "demande locale" pour provoquer la création d'une "offre locale de services" durable et la création/fixation de ressources
Output Les producteurs sont alphabétisés et informés	Apprenants des cours d'alphabétisation fonctionnelle						Evaluations des formations, Activités des organisations, Liste et typologie de partenaire		UGP, organisations	
	Apprenants	0		17000	8545	16269	Evaluations des formations, Activités des organisations, Liste et typologie de partenaire		UGP, organisations	
	Personnes ayant accès au programme IEC						Evaluations des formations, Activités des organisations, Liste et typologie de partenaire		UGP, organisations	
	Personnes	0		15000	0	0	Evaluations des formations, Activités des organisations, Liste et typologie de partenaire		UGP, organisations	

Burkina Faso

Projet de gestion participative des ressources naturelles et de développement rural du Nord, Centre-Nord et Est (Projet Neer-Tamba)

Rapport de supervision - Dates de la mission: 13 au 24 novembre 2017

Appendice 1: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Results Hierarchy	Indicator						Means of verification			Assumptions
	Nom	Référence	Mi-parcours	Fin	Resultat annuel	Resultat cumulé	Source	Fréquence	Responsabilité	
							organisations, Liste et typologie de partenaire			humaines stables et compétentes (y compris entreprises et structures associatives ou parapubliques)
Output Les capacités des acteurs locaux sont renforcées pour une mise en réseau efficace	Groupes communautaires créés/consolidés						Evaluations des formations, Activités des organisations, Liste et typologie de partenaire		UGP, organisations	Eventail et nombre d'acteurs limités et capacités de ceux-ci initialement très faible; Mobilité des ressources humaines les plus compétentes; l'Etat ne s'est pas encore doté de tous les instruments nécessaires pour jouer pleinement son rôle d'orientation et d'appui à la mise en place de ce nouveau paradigme; Efficacité reconnue des stratégies basées sur le renforcement, l'organisation et la structuration de la "demande locale" pour provoquer la création d'une "offre locale de services" durable et la création/fixation de ressources humaines stables et compétentes (y compris entreprises et structures associatives ou parapubliques)
	Groupes			250	0	0				
	Groupes communautaires créés/consolidés comptant des femmes dans leurs instances de direction						Evaluations des formations, Activités des organisations, Liste et typologie de partenaire		UGP, organisations	
	Groupes			250	0	0				
	Membres de groupes communautaires créés/consolidés						Evaluations des formations, Activités des organisations, Liste et typologie de partenaire		UGP, organisations	
	Males			2500	0	0				
	Females			500	0	0				
	CRA et BN/CRA formés/renforcés et équipés						Evaluations des formations, Activités des organisations, Liste et typologie de partenaire		UGP, organisations	
	CRA et BN/CRA	0		4	4	4				
	DR équipées pour assumer leurs fonctions régaliennes						Evaluations des formations, Activités des organisations, Liste et typologie de partenaire		UGP, organisations	
DR	0		9	9	9					

Appendice 2: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS AU 31/10/2017

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Etat de mise en œuvre au 31/10/2017	Commentaires
Produits et effets				
Composante 1: Petits aménagements fonciers villageois				
Recruter les Prestataires pour le contrôle des travaux d'aménagement des 1000 ha de bas-fonds dont les études commenceront incessamment	RCA	30-nov-17	En cours	<ul style="list-style-type: none"> - Une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage a été signée avec la SONATER. Elle permettra d'accélérer le processus de sélection des Entreprises de travaux et des Prestataires en charge du contrôle à pieds d'œuvre desdits travaux; - la Liste restreinte des bureaux d'Etudes à consulter est déjà disponible; - Le dossier de Demande de Proposition pour le recrutement des bureaux d'Etudes pour le contrôle des travaux est disponible; - le processus sera lancé au cours de la première quinzaine du mois de novembre.
Fournir aux Bureaux d'études et aux PAMO la liste actualisée des sites à étudier	RCA	31-mars-17	Mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> - Tous les Bureaux d'Etudes ont reçu la liste actualisée des sites à étudier. - Une organisation spécifique a été mise en place afin de gérer les éventuellement désistement, en trouvant des sites de remplacement à temps et sans impacter grossièrement le délai de réalisation des études.
Recourir à des technologies alternatives de mobilisation des ressources en eau pour l'irrigation à faibles coûts	RCA, BE, PAMO	31-juil-17	Mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> - Des dossiers d'études techniques pour l'aménagement de 20 ha de Périmètres Maraîchers de type semi californien dans la région du Centre Nord sont déjà disponibles. - Dans le cadre de la révision du PTBA 2017, il a été programmé la réalisation de 12 forages à grand débit pour l'irrigation de futurs périmètres maraîchers; - un partenariat est en cours de préparation l'ONG IDE pour l'installation de dispositif goutte à goutte couplé avec des pompes solaire de surface,
Finaliser l'initiative de partenariat avec le PAM afin d'accompagner les bénéficiaires par la fourniture de vivres contre travail dans les zones de vulnérabilité éligibles pour le PAM et	Coordonnateur, RCA, RAF	31-déc-17	En cours	<p>Des contacts ont été pris directement avec le PAM en vue de définir un partenariat afin d'accompagner les bénéficiaires du projet à travers la fourniture des vivres.</p> <p>Le SP/PAM représentation locale a rappelé aux projets et programmes que tout partenariat doit obligatoirement faire l'objet d'une demande à</p>

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Etat de mise en œuvre au 31/10/2017	Commentaires
couvertes par Neer-Tamba				lui adressée. A ce jour le projet est dans cette dynamique et les besoins en appui au titre du PTBA 2018 sont en cours de quantification.
Recruter un consultant pour l'élaboration d'un référentiel technico-financier des différents types d'ouvrages dans la perspective de la revue à mi-parcours	Cellule aménagements, Consultant	31-août-17	Mise en œuvre	- Consultant déjà recruté; - Etude en cours; - Le référentiel technico - économique sera disponible dans la deuxième quinzaine du mois de novembre,
Assurer le démarrage des prestations des PAMO	Coordonnateur	15-avr-17	Mise en œuvre	- Les PAMO ont été notifié pour un démarrage effectif de leur prestation le 18 avril 2017; - Les deux premiers mois de prestation des PAMO ont été consacrés à leur installation, la préparation de leur mission, la mobilisation de leur personnel, la préparation de leur rapport de démarrage; - les trois ateliers de mise en route ont été tenus avec la participation effectives de toutes les parties prenantes dans la mise en œuvre du projet; - les PAMO sont déjà installés et opérationnels.
Assurer un accompagnement de proximité des PME et BE en vue d'améliorer davantage la qualité des ouvrages et des prestations	RCA, Coordonnateur	immédiat et continu	Mise en œuvre	- Un plan de sortie hebdomadaire pour la supervision des activités des PME et BE est disponible au niveau de la Cellule Aménagement; - Sur chaque site d'aménagement, il a été responsabilisé un ZAT/UAT pour le suivi des travaux, - Les PAMO sont impliqués dans le suivi et la surveillance à pieds d'œuvre des travaux.
Veiller à une intervention concertée et harmonisée des trois (3) PAMO par l'élaboration d'un plan de coordination	Coordonnateur, PAMO, CRA, RCER	juin-17	En cours	- Il est prévu le recrutement d'un consultant pour l'élaboration d'un plan de coordination général des différents intervenants dans la mise en œuvre des activités du Projet (PAMO, PAMO MP, OAC, Opérateur ALPHA,), en vue d'une intervention concertée et harmonisée; - les TDR sont en cours d'élaboration.
Continuer d'actualiser les répertoires régionaux des prestataires.	CRA, STD, RCA,	au 31 décembre de chaque année	Mise en œuvre	- Tous les répertoires régionaux de prestataires ont été actualisés au titre de l'année 2017, pendant le mois de mars, - Une seconde actualisation pourra être envisagée pour le mois de décembre.
Harmoniser les Indemnités des STD sur la base de mesures appropriées pour s'assurer de l'accompagnement des pratiques en cours dans d'autres projets et programmes	Coordonnateur	Fin mars 2017	Mise en œuvre	- la prise en charge des agents d'appui conseil issus des STD a été revalorisée avec un impact financier de 46,70 %.
Associer les communes dès le début du processus de clarification foncière afin	PAMO/CRA/STD	Immédiat et continu	Mise en Œuvre et continue	Un guide de négociation d'entente foncière élaboré en 2016 par le projet Neer-Tamba en collaboration avec la DGFOMER a été proposé

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Etat de mise en œuvre au 31/10/2017	Commentaires
d'assurer la durabilité au-delà de la durée du Projet				aux autres projets et programme en vue d'une harmonisation en matière de négociation foncière. Le guide validé prend davantage en compte le rôle prépondérant des communes dans le processus de négociation foncière. De ce fait les communes interviennent depuis la phase information sensibilisation jusqu'à la formalisation des actes fonciers dont elles sont signataires.
Prendre en compte la demande des bénéficiaires portant sur la réalisation de points d'eau au niveau des sites de récupération des sites dégradés et en s'assurant de la disponibilité de la ressource.	UGP/RCA/PAMO	Immédiat et continu	Mise en oeuvre	La révision du PPM2017 a permis d'inscrire le recrutement de bureaux d'études et de contrôle et d'entreprise pour la réalisation de 13 forages sur les sites de récupération de terres dégradées à vocation pastorale
Composante 2 : Intensification des petites exploitations et valorisation de leurs productions				
Réactualiser les contenus des fiches techniques à l'aune des co-innovations retenues	CRA, UGP/Economie agricole, AT/OAC, AGRINOVIA	déc-17	En cours	Les sept innovations locales ayant fait l'objet de co-expérimentation dans les trois villages pilotes ont été capitalisées sous forme de fiches. Elles seront finalisées avec l'appui technique d'AGRINOVIA d'ici fin décembre 2017. Aussi, sur la base de l'étude réalisée avec l'appui du Projet par un étudiant de l'Université Catholique de Louvain (UCL), neuf fiches d'adaptations des techniques de réalisations des diguettes ont été élaborées dans son mémoire de fin d'études. Elles seront co-validées en 2018 avant leur diffusion
Organiser des rencontres provinciales mensuelles de coordination/bilan/planification avec l'ensemble des prestataires de conseil de terrain (APD, OAC, PAMO-MP, STD, PAMO) en vue de la synergie d'action concertée.	CRA , UGP/Economie Agricole, CRA, AT/OAC, OAC	Immédiat et continu	Mise en oeuvre et continue	Une note d'orientation relative au déroulement, au contenu, aux acteurs et à la capitalisation des rencontres provinciales mensuelles a été élaborée par l'UGP à l'adresse des CRA. Ces rencontres ont été prises en compte dans la PTBA 2017 révisé et sont effectives. Elles ont aussi l'objet d'inscription dans le PTBA 2018.
Surseoir au recrutement de l'AT sur l'approche « chaîne de valeur »	UGP	Immédiat	Mise en œuvre	Activité supprimée du PTBA 2017 révisé
Réviser le manuel de procédures du Fonds d'appui et former l'ensemble des parties prenantes	UGP/Economie agricole, CRA	30 juin 2017	Mise en œuvre	La révision du manuel de procédures de gestion du Fonds d'Appui a été effective à travers : l'organisation de trois ateliers régionaux de recueil des recommandations des acteurs, la tenue de séances de restitution avec l'UGP et le Bureau pays du FIDA, l'organisation de l'atelier national de validation du manuel révisé réalisés, l'obtention de l'ANO du FIDA sur le manuel révisé et l'organisation de trois sessions régionales d'information/formation des acteurs sur le manuel de

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Etat de mise en œuvre au 31/10/2017	Commentaires
				procédure de gestion du fonds d'appui révisé. Aussi 15 sessions de formations au profit des CPS et des CAP ont été effectives
Uniformiser les tableaux de microprojets approuvés par région	CRA	15-avr-17	Mise en œuvre	Les bases de données de micro-projets des régions ont été uniformisées à travers l'harmonisation des intitulés des colonnes et l'insertion de nouvelles colonnes "filiales"
Ne repousser en N+1 que les micro-projets présentant suffisamment de garanties de pouvoir l'être sans être compromis	CAP	Immédiat et continu	Mise en œuvre et continue	Au cours des appels à projets, il est demandé aux porteurs d'avant-projets de choisir l'année de réalisation de leurs micro-projets sur la base des quotas par année (limitation du nombre d'avant-projets à réceptionner par année). Ainsi, au dépôt des avant-projets, les années de réalisation sont précisées et respectées tout au long du processus
Obtenir un accord écrit de la part des promoteurs ayant vu leur MP redimensionnés à la suite des premières sessions des CAP et ce, avant les délibérations des CAP	PAMO, PAMO-MP	Immédiat et continu	Mise en œuvre et continue	Une fiche de décharge élaborée par le PAMO-MP et signée par le promoteur est annexée à chaque micro-projet ayant fait l'objet de redimensionnement
Veiller à la tenue effective de 3 ateliers bilans régionaux et 1 atelier national de capitalisation	UGP/Economie agricole, CRA	déc-17	En cours	Les trois ateliers régionaux bilan et l'atelier national de capitalisation sur le Fonds d'Appui ont été pris en compte dans la PTBA 2017 révisé. Les drafts de TDR y relatifs ont été élaborés et sont en attente de finalisation
Composante III: Structuration des acteurs et mise en réseaux				
Allouer à l'opération alphabétisation les fonds nécessaires le plus tôt possible	30 mai 2017	UGP/RAF	Mise en œuvre et continue	Sur la base du respect des conditionnalités prévues dans les conventions élaborées avec les opérateurs en alphabétisation, le déblocage des ressources financières est effectif avant le démarrage des sessions
Remplacer les contrats de prestation de services alphabétisation par des conventions beaucoup plus flexibles en matière de procédures, notamment en matière financière	Immédiat	CEA/CRA	Mise en œuvre et continue	En lieu et place des contrats, des conventions signées avec les opérateurs alpha recrutés par les CRA avec un déblocage des ressources financières en deux tranches de 80% (après la signature sur la base d'une demande de fonds et la facture y relative) et 20% (après certification des rapports techniques et financiers)
Prévoir à la demande la prise en charge par le projet de la phase d'alphabétisation préliminaire pour une durée de 3 mois suivis par des formations techniques spécifiques au profit de ceux qui auront réussi l'examen et l'organiser selon les modalités pédagogiques et organisationnelles mises en œuvre par le FONAENF	janvier 2018	UGP/CRA	En cours	Le projet de PTBA 2018 prévoit l'introduction de la formule enchaînée qui comporte les niveaux 1 et 2 de l'alphabétisation fonctionnelle (Alphabétisation Initiale et Formule Complémentaire de Base) pour une durée de 3 mois suivis des Formations Techniques Spécifiques (FTS). Une telle option prévoit l'implication des services techniques en charge de l'éducation à l'instar des pratiques en cours au niveau du FONAENF

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Etat de mise en œuvre au 31/10/2017	Commentaires
Assurer la signature des contrats des différents opérateurs régionaux IEC et la non objection du FIDA	30-août-17	CRA/UGP/CEA/FIDA	En cours	Le processus de recrutement des trois opérateurs régionaux IEC pour la conduite des actions des plans d'action IEC est à son terme dans les trois régions. Des séances de négociations ont été organisées avec ces opérateurs en prélude à la signature des contrats. Les ateliers de cadrages sont prévus d'ici mi-novembre 2017 dans les trois régions.
Revoir la mission de l'opérateur principal pour la limiter à une synthèse/consolidation de ces plans compte tenu de la disponibilité des plans d'action régionaux,	Immédiat	CRA/UGP/CEA	Mise en œuvre	Les termes de références, les missions, la durée de prestations et le niveau d'effort de l'opérateur principal ont été revus au cours de la rencontre de négociation. Les contrats ont été élaborés sur cette base
Associer les opérateurs IEC aux différentes concertations provinciales et régionales pour éviter les contradictions sur les messages, les multiples interventions et les risques de chevauchement	Tous les trois mois	CRA	En cours	Avec les prises de service des opérateurs régionaux IEC, ils participeront régulièrement aux prochaines rencontres trimestrielles
Réaliser un diagnostic organisationnel et institutionnel rapide des OPA à appuyer au cours de l'année 2017	30-avr-17	CRA/OAC/Faïtières	Mise en œuvre	L'élaboration des 76 plans de développement des 76 Unions Socioprofessionnelles sélectionnées par les Comités d'Approbation des Projets (CAP) en juillet 2017 a été précédée par un diagnostic organisationnel et institutionnel des 76 unions concernées (auto-diagnostic et diagnostic assisté).
Etablir des critères de sélection rigoureuse des OR à appuyer en termes de fonctionnalité, de validité des Plan de Développement des filières, de tenue des assemblées générales	20-mai-17	CRA/UGP-CEA/Faïtières	Mise en œuvre	Les demandes des unions devant être appuyées par le Projet au cours de cette année 2017 pour l'élaboration de leur plans de développement et le financement des microprojets issus des plans de développement ont été analysées selon les critères liés à la fonctionnalité des OR, à la validité des plans, à la gouvernance, à la prise en compte du genre et à la synergie d'actions avec les autres filières appuyées par le Projet
Renforcer les capacités des OPA, avec une implication totale des organisations faïtières, dans les domaines cités plus haut.	05-juin-17	CRA/Faïtières/OAC	En cours	Les demandes de financement d'actions issues des plans de développement intègrent des thèmes de formation au profit des OPA membres des faïtières demandeuses
Renforcer la mise en réseau des OPA aussi bien entre elles que le long des filières concernées au niveau de l'ensemble des maillons des filières avec des espaces de concertation entre les opérateurs de l'ensemble de ces	15-juin-17	CRA/Faïtières/OAC	En cours	Les Groupements de Producteurs de Riz (GPR) au niveau des bas-fonds à travers leurs Comités de Gestion (COGES) sont appuyés par les OAC pour leur mise en réseau en vue des commandes groupées d'intrants et la commercialisation du riz

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Etat de mise en œuvre au 31/10/2017	Commentaires
maillons				
Suivre le fonctionnement effectif des OR appuyées	Continu	CRA/Faïtières	En cours	Des ateliers de bilan programmation et d'évaluation des performances des OR bénéficiaires de l'appui du Projet sont prévus. Ils seront réalisés avec l'appui des CRA. La convention de cofinancement des OR contient des indicateurs de suivi de la performance des OR
Procéder à une évaluation des résultats des OR appuyées au travers d'une enquête sur la base d'un questionnaire à élaborer par l'UGP	01-déc-17	CRA/UGP-CEA/Faïtières	En cours	Dans l'attente du financement des OR, un draft de questionnaire a été élaboré pour évaluer les résultats atteints au terme des appuis
Examiner la possibilité d'apporter un appui aux Hauts commissaires des 3 Régions en matière d'immatriculation des OR. L'appui porterait sur du matériel informatique	02-mai-17	UGP-CEA/Hauts commissaires	Mise en œuvre	Une suite favorable a été donnée à la requête de la DOPAIR à l'adresse du Projet relative à l'acquisition d'ordinateurs fixes complets au profit des Haut-Commissariat. Ainsi, sur la base des spécifications techniques des ordinateurs communiqués par la DOPAIR, 12 ordinateurs complets fixes ont été acquis par le Projet et remis aux 12 Hauts- Commissariats dans la logique d'accompagner le processus d'immatriculation conformément à l'acte uniforme OHADA
Renforcer l'organisation des CRA, notamment en matière de contrôle interne et de conseil technique après renouvellement des instances	31-oct-17	UGP-CEA/CRA	En cours	Le processus de renouvellement des CRA est en cours. Le projet a participé aux échanges organisés avec l'ensemble des acteurs du monde rural sur la relecture des décrets et textes régissant les CRA. Aussi, des actions de renforcement des capacités des nouveaux élus sont prévues dans le PTBA 2018 sur leurs rôles et responsabilités
Opérationnaliser les commissions spécialisées des CRA après renouvellement des instances	31-oct-17	CRA	En cours	Le processus de renouvellement des CRA est en cours. Le projet a participé aux échanges organisés avec l'ensemble des acteurs du monde rural sur la relecture des décrets et textes régissant les CRA. Aussi, des actions de renforcement des capacités des nouveaux élus sont prévues dans le PTBA 2018 sur leurs rôles et responsabilités
Renforcer les capacités des élus après renouvellement des instances	31-oct-17	CRA	En cours	Le processus de renouvellement des CRA est en cours. Le projet a participé aux échanges organisés avec l'ensemble des acteurs du monde rural sur la relecture des décrets et textes régissant les CRA. Aussi, des actions de renforcement des capacités des nouveaux élus sont prévues dans le PTBA 2018 sur leurs rôles et responsabilités
Renforcer la mise en réseau des CRA par de plus fréquentes rencontres et la mise en place d'un réseautage virtuel qui permette de partager les documents et les expériences	01-juin-17	BN-CRA et CRA	En cours	Pour renforcer la mise en réseau des CRA, il est prévu la création et l'animation d'un site web au niveau du BN/CRA. Un prestataire a été recruté et commis à cela.
Respecter les délais de transmission à l'UGP des rapports d'activité et des pièces comptables, conformément au	Selon le calendrier en vigueur	CRA	Mise en œuvre et continue	Après les interpellations formulées à l'adresse des CRA, une amélioration est constatée dans le respect des délais de transmission des rapports et pièces justificatives et dans la qualité de ces

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Etat de mise en œuvre au 31/10/2017	Commentaires
calendrier de transmission convenu				documents
Renforcer la collaboration et la coordination avec les DR dans la mise en œuvre des projets et les informer à temps des manifestations, réunions et autres rencontres	Continu	UGP/CRA	Mise en œuvre et continue	Pour toute activité nécessitant une implication des DR, une correspondance formelle sont adressée à temps en précisant la contribution souhaitée. Sur cette base, la collaboration et la coordination avec les DR se renforce progressivement
Instituer des cadres de concertation périodiques avec eux	Chaque trimestre	UGP/CRA	Mise en œuvre et continue	La concertation avec les DR est faite formellement au cours des rencontres mensuelles provinciales, des rencontres trimestrielles au niveau de l'UGP (Participation DR et DP) et des ateliers semestriels de bilan et de programmation au niveau des CRA
Composante IV: Gestion du projet et suivi-évaluation				
Identification des défis de mise en œuvre et solutions suggérées dans la perspective de la stratégie de désengagement et en prévision à la mission de RMP.	31-mai-17	Coordonnateur, RCSE, RCEA, RCA, ICO FIDA	En cours et continue	Des défis de mise en œuvre ont été déjà identifiés et des solutions proposées. Ces défis feront l'objet d'actualisation en prélude à la mission de revue à mi-parcours
Obtenir la mise à disposition d'un agent en charge de la passation des marchés du MAAH	15-avr-17	Coordonnateur	Mise en œuvre	La prise de service est intervenue en début octobre 2017.
Finaliser la mise à jour du site internet Neer-Tamba	31-août-17	RCSE	En cours	Le site du Projet est finalisé et fonctionnel, la mise à jour des différents rubriques sont en cours, L'ouverture au public est prévu pour au plus tard le 10 novembre 2017.
Finaliser le paramétrage et le renseignement du logiciel DELTA pour sa pleine exploitation	15-sept-17	RCSE	En cours	La formation de la cellule SE a été réalisée et la mise à jour est en cours.
Georeferencer systématiquement toutes les interventions du projet	Immédiat et continu avec échéance en mai et novembre de chaque année	RCSE, RCA, RCEA	En cours	Toutes les réalisations de bas fond et de périmètre maraichers ainsi que les bas-fonds ayant fait l'objet d'étude ont été géoréférencés et cartographiés, l'ensemble des investissements le seront dès 2018
Etat d'avancement de l'exécution du projet				
Finaliser la stratégie de ciblage pour sa diffusion à l'atelier de S&E (prévu pour juin 2017)	31-mai-17	RSE, RCA, RCEA	Mise en œuvre	La stratégie de ciblage du projet a été élaborée et validée, La stratégie a fait l'objet de dissémination aux près des acteurs locaux lors de 3 ateliers régionaux et de 86 ateliers communaux d'information et d'appropriation
Préparer et partager avec tous les acteurs de mise en œuvre la « Note de	15-avr-17	Coordonnateur	Mise en œuvre	

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Etat de mise en œuvre au 31/10/2017	Commentaires
priorisation » relative au ciblage pour les sessions des CPS de juin 2017				
Evaluer avec l'appui de AGRINOVIA les effets contributifs du partenariat avec le projet Neer-Tamba sur son programme de Master pluridisciplinaire et sur le plan national	UGP-AGRINOVIA-	déc-17	En cours	Dans le cadre du partenariat avec AGRINOVIA, le Projet a accompagné le stage terrain d'un étudiant de l'UCL sur le thème "Appropriation paysanne de la technique du cordon pierreux dans le Plateau central du Burkina Faso" Aussi en réponse à l'invitation adressée par AGRINOVIA, le Projet a fait une communication lors de l'atelier international tenu les 27 et 28 octobre à Ouagadougou sur le thème "crise actuelle des métiers de développement : quels enjeux pour la recherche/formation". Il est aussi envisagé d'accompagner les stages terrain d'étudiants inscrits en Master II sur des thèmes de recherches émanant des préoccupations du public cible du Projet
Aspects fiduciaires				
Finaliser la saisie du PTBA 2017 et les pièces justificatives des opérations 2017	RAF	31/05/2017	Mise en œuvre le 31/05/2017	
Mettre en place un reporting comptable mensuel par les CRA, y compris les pièces justificatives à transmettre au plus tard le 05 du mois M+1	RAF	31/07/2017	Mise en œuvre et continu	
Mettre à jour le module « Gestion des Immobilisations » du logiciel Tom ² pro	RAF	31/05/2017	Non encore mise en œuvre	Nous prévoyons la mise en œuvre au cours du mois de décembre 2017
Reclasser le compte de « Régies d'avances » dans un compte de débiteurs divers	RAF	Immédiatement	Mise en œuvre le 20/04/2017	Mise en œuvre effective avant l'audit des comptes de 2016
Préparer et diffuser auprès des CRA, un guide harmonisé des schémas d'écritures comptables	RAF	31/07/2017	Les schémas d'écritures ont été harmonisés avec les CRA en avril 2017	Il reste la prise en compte de ces schémas dans le manuel de procédures administratives dont la révision interviendra dans la première semaine du mois de novembre 2017
Structurer les rapports de contrôle effectués par les contrôleurs internes afin de les rendre plus intelligibles et plus facile à exploiter	Contrôleur Interne	Immédiatement	Mise en œuvre en juillet 2017	
Transmettre la DRF n°17 au FIDA de manière à réduire le taux des dépenses non encore transformées en DRF.	RAF	31/03/2017	Mise en œuvre	
Mettre à jour le répertoire des fournisseurs au niveau de l'UGP	RAF	31/05/2017	Mise en œuvre	
Durabilité				
Mettre à jour la stratégie de mobilisation	BN/CRA,	30-sept-17	En cours	

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Etat de mise en œuvre au 31/10/2017	Commentaires
de ressources internes des CRA	Coordonnateur			
Elaborer une proposition de stratégie de désengagement du projet en anticipation à la mission de RMP	31-déc-17	Coordo, RSE, RCA, RCEA	En cours	Consultant en cours de recrutement
Evaluer auprès de Green Cross Burkina Faso la disponibilité et l'efficacité du circuit d'approvisionnement du « Compost Plus », ainsi que des contraintes éventuelles de vulgarisation à ce jour de la technique du compostage avec le « Compost Plus », en vue d'une bonne condition de mise à l'échelle	Immédiat	UGP, CRA	Mise en œuvre	Un mémo est élaboré par GREEN CROSS récapitulant la disponibilité de l'activateur, le circuit de distribution et les contraintes rencontrées dans la vulgarisation
Aspects environnementaux				
Prendre en compte les dimensions impact environnemental et changement climatique dans les offres de services / termes de référence des études d'aménagement, et assurer le suivi de l'évaluation effective par les prestataires ainsi que l'application des mesures préventives ou correctives proposées	UGP, CRA	Immédiate et continu	mise en œuvre et en continue	<ul style="list-style-type: none"> - Les termes de références pour le recrutement des bureaux d'études techniques intègrent les aspects environnementaux à travers la réalisation d'une évaluation environnementale et la proposition d'un plan de gestion environnemental et social. - Les TDR pour le recrutement des bureaux de contrôle des travaux intègrent les aspects environnementaux à travers le suivi de la mise en œuvre des clauses environnementales contenu dans le cahier de charges des entre de travaux - Le cahier de charge des entreprises de travaux intègrent les aspects environnementaux à travers des mesures spécifiques issues des plans de gestion environnementales

Recommandations de la précédente mission (mars 2017), en cours de mise en œuvre, à reconduire

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Composante 1 : Petits aménagements fonciers villageois		
Veiller à l'aboutissement du recrutement des prestataires pour le contrôle des travaux d'aménagement des 1000 ha de bas	RCA	01/2018
Composante 2 : Intensification des petites exploitations et valorisation de leurs productions		
Réactualiser les contenus des fiches techniques à l'aune des co-innovations retenues	CRA, UGP/Economie agricole, AT/OAC, AGRINOVIA	12/2017
Veiller à la tenue effective de 3 ateliers bilans régionaux et 1 atelier national de capitalisation	UGP/Economie agricole, CRA	12/2017
Composante 3 : Structuration des acteurs et mise en réseaux		
Prévoir, à la demande, la prise en charge par le projet de la phase d'alphabétisation préliminaire pour une durée de 3 mois suivis par des formations techniques spécifiques au profit de ceux qui auront réussi l'examen et l'organiser selon les modalités pédagogiques et organisationnelles mises en œuvre par le FONAENF	RCA	01/2018
Associer les opérateurs IEC aux différentes concertations provinciales et régionales pour éviter les contradictions sur les messages, les multiples interventions et les risques de chevauchement	RCA	01/2018, puis continu
Renforcer la mise en réseau des OPA aussi bien entre elles que le long des filières concernées au niveau de l'ensemble des maillons des filières avec des espaces de concertation entre les opérateurs de l'ensemble de ces maillons	CRA/Faïtières/OAC	02/2018
Suivre le fonctionnement effectif des OR appuyées	CRA/Faïtières	Continu

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Procéder à une évaluation des résultats des OR appuyées au travers d'une enquête sur la base d'un questionnaire à élaborer par l'UGP	CRA/UGP-CEA/Faïtières	Continu avec premier rapport disponible avant la RMP (04/2018)
Renforcer l'organisation des CRA, notamment en matière de contrôle interne et de conseil technique après renouvellement des instances	UGP-CEA/CRA	01/2018
Opérationnaliser les commissions spécialisées des CRA après renouvellement des instances	CRA	02/2018
Renforcer les capacités des élus après renouvellement des instances	CRA	02/2018
Renforcer la mise en réseau des CRA par de plus fréquentes rencontres et la mise en place d'un réseautage virtuel qui permette de partager les documents et les expériences	BN-CRA et CRA	02/2018 puis périodiquement
Composante 4 : gestion du projet		
Actualiser le document sur les défis de mise en œuvre et solutions suggérées dans la perspective de la stratégie de désengagement et en prévision à la mission de RMP.	Coordonnateur, RCSE, RCEA, RCA, ICO FIDA	02/2018
Finaliser la mise à jour du site internet Neer-Tamba	RCSE	12/2017
Finaliser le paramétrage et le renseignement du logiciel DELTA pour sa pleine exploitation, en y incluant les activités du projet FEM	RCSE	01/2018

Appendice 3: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

Date de dernière mise à jour 21/11/2017

	Indicateur	unité	service	Réalisé PTBA 2015	Réalisé PTBA 2016	PTBA 2017			Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la préévaluation	Taux global
Sous-composante						Prévu	Réalisé	Proportion (%)			
COMPOSANTE I.-PETITS AMENAGEMENTS FONCIERS											
VOLET AMENAGEMENT	Aménagement de bas-fond										
	Superficies de bas-fond aménagé	ha		169	892	1208	1208	100.00%	2269	6000	37.82%
	Périmètre maraichers										
	Superficie puits maraichers	ha	CRA	0	4	46	34	73.91%	38	600	6.33%
	Puits maraichers	unité	CRA	0	37	96	68	70.83%	105.0	2400	4.38%
	Petit matériel	ha	CRA	0	0				0	600	0
	Kit micro-d'irrigation	ha	CRA	0	0				0	600	0
	CES/DRS										
	Superficie de cordons pierreux réalisée	ha	CRA	0	1413.5	2050	1754.5	85.59%	3168	5500	57.60%
	Superficie de digue filtrante réalisée	ha	CRA	0	27	0			27	3000	0.90%
	Nombre de boulis réalisé	unité	CRA	0	0	0			2078.25	ND	
	Superficie de zaï réalisée	ha	CRA	0	1033	2105	2078.25	98.73%	3111.25	5500	56.57%
	Superficie de demi-lune réalisée	ha	CRA	0	154.5	115	105.5	91.74%	260	5500	4.73%
	Récupération mécanisée										
	Superficie de terres récupérée par les techniques mécaniques et/ou biologiques	ha	UGP	0	272	1355	959.5	70.81%	1231.5	5000	24.63%
	Superficie de végétalisée	ha		0	172	1355	852.5	62.92%	1024.5	5000	20.49%
	Nombre de bénéficiaire par type d'aménagement et par Genre et classe d'âge		UGP								
Renforcement des capacités											

Sous-composante	Indicateur	unité	service	Réalisé PTBA 2015	Réalisé PTBA 2016	PTBA 2017			Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la préévaluation	Taux global
						Prévu	Réalisé	Proportion (%)			
	Nombre de contrat de PAMO signé	forfait	UGP	0	0	3	3	100.00%	3	6	50.00%
	Cellule aménagement										
	Nombre de mois de prise en charge du responsable de la cellule aménagement	h/mois	UGP	9	12	12	10	83.33%	31	96	32.29%
	Nombre de mois de prise en charge des technicien GR	h/mois	UGP	0	19.5	12	10	83.33%	29.5	264	11.17%
	Nombre de mois de prise en charge d'autre personnel	h/mois	UGP	0	0	0	0		0	180	0.00%
	Nombre de mois de prise en charge des Assistantes administratives	h/mois	UGP	0	0	0	0		0	192	0.00%
	Nombre de mois de prise en charge des chauffeurs	h/mois	UGP	8	12	12	10	83.33%	30	144	20.83%
	Nombre de véhicule pick-up 4x4 acquis	unité	UGP	2	0	0	0		2	4	50.00%
	Nombre d'unités informatique	unité	UGP	1	3	1	0	0.00%	4	7	57.14%
	Equipement et matériel	unité	UGP	0	0				0	ND	
	Nombre d'Etude de capitalisation	étude	UGP	0	0				0	ND	
	Nombre d'appui technique	étude	UGP	0	2				2	ND	
I.2.-VOLET FONCIER	Nombre de convention signée avec la DGFOMR	forfait	DGFOMR	0	1				1	ND	
	Nombre de véhicule pick-up 4x4 acquis au profit de la DGFOMR	unité	DGFOMR	1	0				1	2	50.00%
	Nombre de commission foncière villageoise (CFV) formés	session	DGFOMR	0	0				0	25	0.00%
	Nombre d'appui formalités/concertation	forfait	DGFOMR	0	67				67	ND	
	Observatoire de l'évolution des pratiques sociales en matière de foncier	forfait	ONF	0	1				1	ND	

	Indicateur	unité	service	Réalisé PTBA 2015	Réalisé PTBA 2016	PTBA 2017			Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la préévaluation	Taux global
Sous-composante						Prévu	Réalisé	Proportion (%)			
COMPOSANTE II.-INTENSIFICATION DES PETITES EXPLOITATION DES PETITES EXPLOITATIONS ET VALORISATION DE LEURS PRODUCTIONS											
SOUS-COMPOSANTE 1:RENFORCEMENT DE L'OFFRE DE SERVICES D'APPUI CONSEIL	Contrat d'appel à proposition										
	Nombre de contrat d'appui-conseils pour la diffusion de bonnes pratiques de gestion durable des terres	contrat	CRA	0	0	6	6	100.00%	6	42	14.29%
	Nombre de contrat de service d'appui-conseil à la gestion technico-économique	contrat	CRA	0	0	4	4	100.00%	4	42	9.52%
	Nombre de contrat de soutien au développement des réseaux d'acteurs thématiques	contrat	CRA	0	0	3	3	100.00%	3	57	5.26%
	Contrat PAMO MP										
	Nombre de contrat de PAMO-MP signé		CRA	0	9				9	42	21.43%
	Bourse dotation d'intervention								0		
	Nombre d'enveloppe de bourse dotation	enveloppe	UGP	0	7			#DIV/0!	7	96	7.29%
	Atelier de concertation sur le choix des thématiques d'appel à proposition										
	Nombre d'atelier de concertation sur le choix des thématiques d'appel à proposition	unité	UGP	3	0	0	0		3	18	16.67%
	Atelier d'information pour le lancement des appels à proposition										
	Nombre d'atelier d'information pour le lancement des appels à proposition	session	UGP	0	3	0	0	#DIV/0!	3	90	3.33%
	Sessions des comités techniques										
	Nombre de sessions des comités techniques	unité	CRA	0	4	0	0	#DIV/0!	4	54	7.41%
	Atelier bilan										

Sous-composante	Indicateur	unité	service	Réalisé PTBA 2015	Réalisé PTBA 2016	PTBA 2017			Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la préévaluation	Taux global
						Prévu	Réalisé	Proportion (%)			
	Nombre d'atelier bilan	unité	UGP	0	0	15	0	0.00%	0	120	0.00%
	Assistance technique										
	Nombre d'homme mois d'assistance technique	h/mois	UGP	0	1			#DIV/0!	1	16	6.25%
SOUS-COMPOSANTE 2: APPUI AUX INITIATIVES LOCALES DE DEVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION AGRICOLE, DE L'ELEVAGE OU DE LA VALORISATION DES RESSOURCES NATURELLES	Fonds d'appui aux initiatives paysannes/appui à la mise en œuvre du fonds	forfait	UGP	0	144110320	929 942 651	929 942 651	100.00%	1 074 052 971	4 300 000 000	24.98%
	Nombre d'atelier initiaux d'information /sensibilisation	session	CRA	12	0				12	12	100.00%
	Nombre d'émission radio	an	CRA	12	36	1	0	0.00%	48	288	16.67%
	Nombre de film Vidéo réalisé et diffusé	an	UGP	0	0	1	0	0.00%	0	4	0.00%
	Nombre de session de formation des membres des comités d'évaluation	session	CRA	14	10			#DIV/0!	24	120	20.00%
	Nombre de réunion des comités d'évaluation	session	CRA	0	15			#DIV/0!	15	210	7.14%
	Nombre de session d'animation	Session	CRA	0	3			#DIV/0!	3	32	9.38%
	Nombre de visite d'échanges entre CPP et CAP	visite	CRA	2	0				2	16	12.50%
	Base de données CRA-micro-projet (mise à jour et maintenance)	forfait	CRA	0	0	1	0	0.00%	0	8	0.00%
	Nombre d'enquête d'évaluation externe	enquête	UGP	0	0	0	0		0	8	0.00%
	Nombre de mission d'appui technique	unité	UGP	0	1			#DIV/0!	1	3	33.33%
	Cellule Economie agricole										
	Nombre de mois de prise en charge du Responsable cellule	h/mois	UGP	9	12	12	10	83.33%	31	96	32.29%
	Nombre de mois de prise en charge des Techniciens	h/mois	UGP	0	12.5	24	20	83.33%	32.5	264	12.31%

Sous-composante	Indicateur	unité	service	Réalisé PTBA 2015	Réalisé PTBA 2016	PTBA 2017			Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la préévaluation	Taux global
						Prévu	Réalisé	Proportion (%)			
	Nombre de mois de prise en charge des autres personnels	h/mois	UGP	0	0				0	180	0.00%
	Nombre de mois de prise en charge des Assistantes administratives	h/mois	UGP	0	0	0	0	0.00%	0	192	0.00%
	Nombre de mois de prise en charge des chauffeurs	h/mois	UGP	8	12	12	10	83.33%	30	144	20.83%
	Nombre de véhicule pick-up acquis	unité	UGP	2	0	0	0		2	4	50.00%
	Informatique										
	Nombre d'équipement et matériel	Unité	UGP	1					1	ND	
COMPOSANTE III.-STRUCTURATION DES ACTEURS ET LEUR MISE EN RESEAUX											
SOUS-COMPOSANTE 1: RENFORCEMENT DES CAPACITES DES POPULATIONS CIBLES, DES ORGANISATIONS RURALES ET DES ELUS LOCAUX	Alphabétisation										
	Nombre de session	Session	CRA	0	258	345	285	82.61%	543	1635	33.21%
	Nombre de Personne ressource FTS	session	CRA	0	258	345	285	82.61%	543	1635	33.21%
	Nombre de bibliothèques ambulantes équipées	forfait	CRA	0	0	12	0	0.00%	0	24	0.00%
	Nombre d'atelier bilan annuel	session	CRA	0	2	3	0	0.00%	2	24	8.33%
	Nombre de session d'évaluation tenue	session	CRA	0	0				0	3	0.00%
	IEC										
	Nombre de stratégie élaborée	forfait	CRA	0	0	1	1	100.00%	1	2	50.00%
	Nombre de module conçu	forfait	CRA	0	0	1	0	0.00%	0	8	0.00%
	Nombre d'opérateur formé	forfait	CRA	0	0	3	0	0.00%	0	21	0.00%
	Nombre de formation suivi point focaux	forfait	CRA	0	0	0	0		0	ND	
	Nombre de matériel pédagogique	forfait	CRA	0	0	0	0		0	860	0.00%
	Nombre d'atelier bilan organisé	unité	CRA	0	0	0	0	#DIV/0!	0	24	0.00%

Sous-composante	Indicateur	unité	service	Réalisé PTBA 2015	Réalisé PTBA 2016	PTBA 2017			Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la préévaluation	Taux global
						Prévu	Réalisé	Proportion (%)			
	Nombre de session d'évaluation tenue	session	CRA	0	0	0	0		0	3	0.00%
	Formation CVD										
	Nombre de CVD formé en formation initiale	CVD	CRA	0	0	120	0	0.00%	0	250	0.00%
	Nombre de kit bureau	kit	CRA	0	0	120	0	0.00%	0	250	0.00%
	Nombre de recyclage	unité	CRA	0	0	0	0		0	250	0.00%
SOUS-COMPOSANTE 2: APPUI INSTITUTIONNEL AUX CHAMBRES REGIONALES D'AGRICULTURES (CRA)	Renforcement des capacités des CRA										
	Nombre de véhicule pick-up 4x4	unité	UGP	3	0				3	6	50.00%
	Nombre de poste informatique	unité	CRA	9	0				9	16	56.25%
	Matériel et mobilier (bureau et communication)	Unité	CRA	24	0				24	6	400.00%
	Nombre de contrat de formation de technicien	Unité	CRA	1	9			#DIV/0!	10	8	125.00%
SOUS-COMPOSANTE 2: APPUI INSTITUTIONNEL AUX CHAMBRES REGIONALES D'AGRICULTURES (CRA)	Fonctionnement technicien (fourniture et véhicule)	contrat	CRA	0					0	72	0.00%
	Nombre Cadre techniques	h/an	CRA	0	9	9	9	100.00%	18	72	25.00%
	Nombre de cadre technique pris en charge annuellement	h/an	CRA	0	9	9	9	100.00%	18	30	60.00%
	Nombre de chauffeur pris en charge annuellement	h/an	CRA	0	3	3	3	100.00%	6	24	25.00%
	Animateurs Provinciaux										0
	Nombre de véhicule pick-up 4x4	u	CRA	12	0				12	24	50.00%
	Nombre de poste informatique	u	CRA	24	0				24	48	50.00%
	Matériel et mobilier (bureau et communication)	unité	CRA	24	0			0.00%	24	12	200.00%
	Fonctionnement technicien (fourniture et véhicule)	contrat	CRA	0	0			0.00%	0	96	0.00%
	Cadre technicien	h/an	CRA	18	24	24	24	100.00%	66	192	34.38%

Sous-composante	Indicateur	unité	service	Réalisé PTBA 2015	Réalisé PTBA 2016	PTBA 2017			Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la préévaluation	Taux global
						Prévu	Réalisé	Proportion (%)			
	Chauffeur	h/an	CRA	4	12	12	12	100.00%	28	96	29.17%
	Inter coopération entre CRA										
	Nombre de session d'inter coopération entre CRA	session	CRA	0	0				0	24	0.00%
	Renforcement, administration et finance										
	Gestionnaire	personne	BN/CRA	0	4	4	4	100.00%	8	24	33.33%
	Contrôleur de gestion	personne	BN/CRA	0	1	1	1	100.00%	2	8	25.00%
	Appui en gestion Marché	personne	BN/CRA	0	0				0	8	0.00%
	Nombre de licence Licence Tompro acquis	unité	BN/CRA	0	4				4	4	100.00%
	Assistance et paramétrage	forfait	Bn/cra	0	1				1	8	12.50%
	Nombre de formation recyclage/comptable	forfait	BN/CRA	0	1				1	8	12.50%
	Nombre de formation recyclage/élus/cadres	forfait	BN/CRA	0					0	24	0.00%
	Nombre d'Etude (manuel procédure)	forfait	BN/CRA	1	1				2	8	25.00%
	Nombre d'Equipement informatique	unité	BN/CRA	2					2	16	12.50%
	Matériel et mobilier	unité	BN/CRA	3					3	4	75.00%
	Nombre d'audit réalisé	audit	BN/CRA	0	1	1	1	100.00%	2	8	25.00%
SOUS-COMPOSANTE 3: APPUI INSTITUTIONNEL AUX DIRECTIONS REGIONALES (D	Nombre de véhicule pick-up 4x4 double cabine acquis	unité	DR	9	0			#DIV/0!	9	36	25.00%
	Nombre de motos acquis	unité	DR	0	36			#DIV/0!	36	72	50.00%
	Nombre de poste informatiques acquis	unité	DR	0	9				9	36	25.00%
	Matériel mobilier de bureau (communication)	unité	DR	0	9				9	18	50.00%
	Nombre de contrat de formation /recyclage	contrat	DR	0	0				0	8	0.00%
	Nombre d'opération	forfait	DR	0	9				9	18	50.00%

	Indicateur	unité	service	Réalisé PTBA 2015	Réalisé PTBA 2016	PTBA 2017			Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la préévaluation	Taux global
Sous-composante						Prévu	Réalisé	Proportion (%)			
COMPOSANTE IV.-GESTION, ADMINISTRATION ET SUIVI-EVALUATION											
GESTION ET ADMINISTRATIO N DU PROJET	Personnel UGP										
	Nombre de mois de prise ne charge du Coordonnateur	h/mois	UGP	12	12	12	10	83.33%	34	96	35.42%
	Nombre de mois de prise en charge du RAF	h/mois	UGP	12	12	12	10	83.33%	34	96	35.42%
	Nombre de mois de prise en charge des comptables	h/mois	UGP	17	24	24	20	83.33%	61	192	31.77%
	Nombre de mois de prise en charge des assistantes	h/mois	UGP	18	24	24	20	83.33%	62	192	32.29%
	Nombre de mois de prise en charge des chauffeurs	h/mois	UGP	8	24	24	20	83.33%	52	192	27.08%
	Nombre de mois de prise en charge du RSE	h/mois	UGP	12	12	12	10	83.33%	34	96	35.42%
	Nombre de mois de prise en charge de l'Informaticien	h/mois	UGP	0	7	12	10	83.33%	17	96	17.71%
SUIVI-EVALUATION	Nombre d'enquête socio-économique de base réalisé	Forfait	UGP	1	0				1	2	50.00%
	Nombre d'enquête SYGRI réalisé	Forfait	UGP	1	0				1	3	33.33%
	Nombre d'enquête thématique réalisée	Forfait	UGP	0	0	1			0	16	0.00%
	Nombre de base de données développée	Forfait	UGP	0	1				1	1	100.00%
	Maintenance base de données	forfait	UGP	0	0				0	8	0.00%

Appendice 4: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5A: Performance financière par bailleur de fonds

Financier	Approuvé ('000 USD)	Effectif ('000 USD)	Déboursments ('000 USD) (1)	Déboursments en %	% de financement
DON FIDA n°IDSF-8111-BF	52 818	52 818	9 862	18.67%	46.62%
DON FIDA n°IDSF-8111A-BF	15 391	15 391	2 813	18.28%	13.58%
PRET FIDA n°IDSF-895-BF	15 392	15 392	2 813	18.28%	13.59%
Gouvernement	23 867	23 867	5 119.43	21.45%	21.07%
Bénéficiaires	5 829	5 829	504	8.64%	5.14%
Total	113 297	113 297	21 111	18.63%	100.00%

Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'USD)

Composante	Financement FIDA			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%
Petite Aménagement Fonciers Villageois	37 511	5 738	15,30	10 725	1 766	16,47	4 536	228	5,03	52 772	7 732	14,65
Intensification des Petites exploitations et valorisation	23 710	4 014	16,93	6 745	1 062	15,74				30 455	5 076	16,67
Structuration des Acteurs et Mise en réseaux	16 923	3 688	21,79	4 839	1 219	25,19	1 293	276	21,35	23 055	5 183	22,48
Gestion du Projet et Suivi-Evaluation	5 456	2 048	37,54	1 558	1 072	68,81				7 014	3 120	44,48
	83 600	15 488	18,53	23 867	5 119	21,45	5 829	504	8,65	113 296	21 111	18,63

Table 5Ca: Déboursements Don FIDA n° I-DSF-8111-BF du 04/02/2013 (en DTS)

	Catégorie/Description	Montant Initial Alloué	Montant révisé	Déboursements	Solde	Déboursements en % (*) 31/10/2017	DRF en instance**	déboursement prévisionnel au 30/11/2017	solde prévisionnel au 30/11/2017	% décaissement
1	Génie Civil	10 650 000.00		846 747.51	9 803 252.49	7.95%	118 230.80		9 685 021.69	9.06%
2	Equipements et matériels	1 150 000.00		1 307 274.71	-157 274.71	113.68%	5 419.77		-162 694.48	114.15%
3	Services	13 600 000.00		1 774 663.24	11 825 336.76	13.05%	339 209.80		11 486 126.96	15.54%
4	Fonds d'Appui	2 560 000.00		70 855.63	2 489 144.37	2.77%	49 113.22		2 440 031.15	4.69%
5	Salaires et indemnités	1 350 000.00		599 998.42	750 001.58	44.44%	58 698.93		691 302.65	48.79%
6	Fonctionnement	960 000.00		338 111.03	621 888.97	35.22%	17 242.57		604 646.40	37.02%
7	Non alloués	2 930 000.00			2 930 000.00	0.00%			2 930 000.00	0.00%
	Dépôt initial + complémentaire			1 261 599.30	-1 261 599.30				-1 261 599.30	
	Total	33 200 000.00	0.00	6 199 249.84	27 000 750.16	18.67%	587 915.08	0.00	26 412 835.08	20.44%

Figure 1: Décaissement du prêt/don du FIDA, comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs.

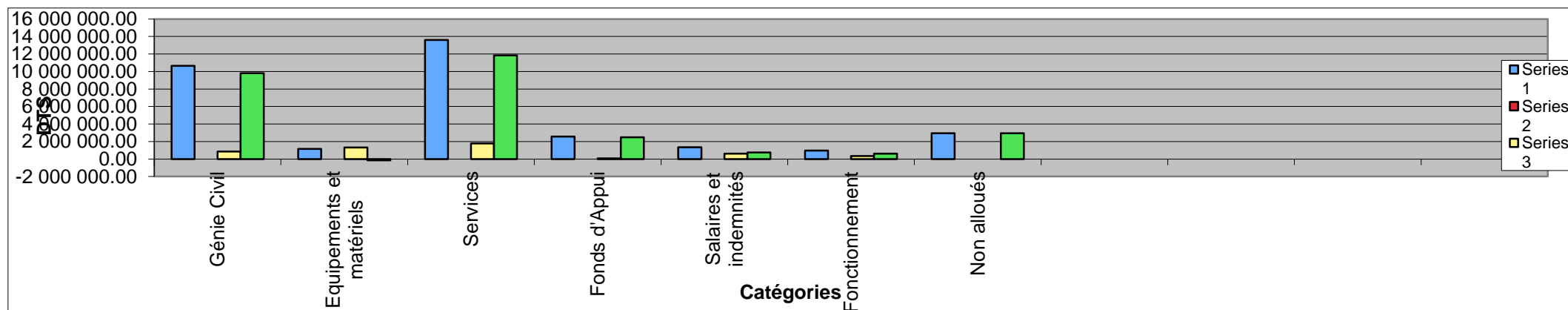


Table 5Cb: Décaissements Don FIDA Don n° I-DSF-8111A-BF du 07/04/2014 (en DTS)

	Catégorie/Description	Montant Initial Alloué	Montant révisé	Décaissements	Solde	Décaissements en % (*) 31/10/2017	DRF en instance**	décaissement prévisionnel au 30/11/2017	solde prévisionnel au 30/11/2017	% décaissement
1	Génie Civil	3 105 000.00		58 997.89	3 046 002.11	1.90%		52 492.39	2 993 509.72	3.59%
2	Equipements et matériels	335 000.00		308 751.47	26 248.53	92.16%		0.00	26 248.53	92.16%
3	Services	3 965 000.00		381 652.30	3 583 347.70	9.63%		122 359.95	3 460 987.75	12.71%
4	Fonds d'Appui	750 000.00		332 658.79	417 341.21	44.35%		54 686.99	362 654.22	51.65%
5	Salaires et indemnités	395 000.00		196 243.48	198 756.52	49.68%		22 871.83	175 884.69	55.47%
6	Fonctionnement	275 000.00		112 078.31	162 921.69	40.76%		18 130.63	144 791.06	47.35%
7	Non alloués Dépôt initial + complémentaire	850 000.00			850 000.00	0.00%			850 000.00	0.00%
				378 479.79	-378 479.79				-378 479.79	
	Total	9 675 000.00	0.00	1 768 862.03	7 906 137.97	18.28%	0.00	270 541.79	7 635 596.18	21.08%

Figure 1: Décaissement du prêt/don du FIDA, comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs.

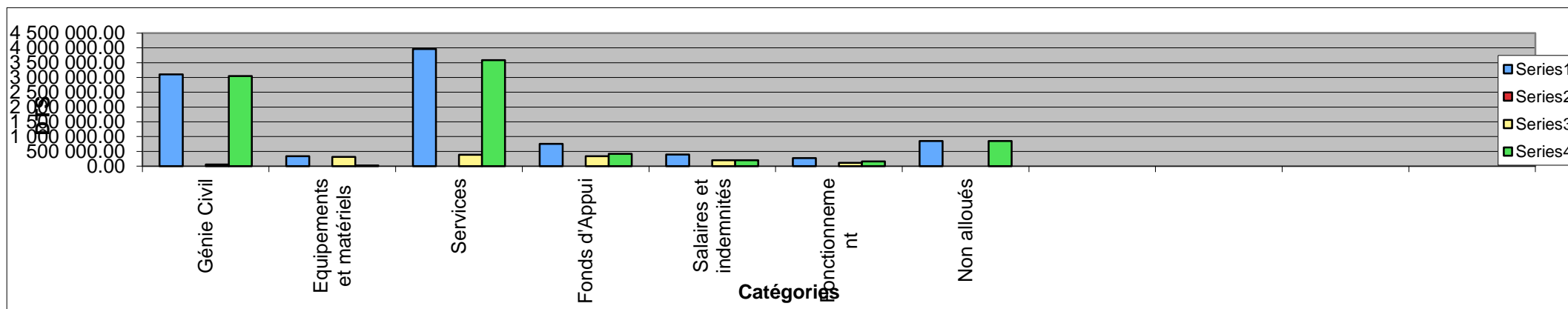


Table 5Cc: Déboursements prêt FIDA n° I-895-BF du 07/04/2014 (en DTS)

	Catégorie/Description	Montant Initial Alloué	Montant révisé	Déboursements	Solde	Déboursements en % (*) 31/10/2017	DRF en instance**	déboursement prévisionnel au 30/11/2017	solde prévisionnel au 30/11/2017	% décaissement
1	Génie Civil	3 105 000.00		58 997.89	3 046 002.11	1.90%		52 492.39	2 993 509.72	3.59%
2	Equipements et matériels	335 000.00		308 751.47	26 248.53	92.16%		0.00	26 248.53	92.16%
3	Services	3 965 000.00		381 652.30	3 583 347.70	9.63%		122 359.95	3 460 987.75	12.71%
4	Fonds d'Appui	750 000.00		332 658.79	417 341.21	44.35%		54 686.99	362 654.22	51.65%
5	Salaires et indemnités	395 000.00		196 243.48	198 756.52	49.68%		22 871.83	175 884.69	55.47%
6	Fonctionnement	275 000.00		112 078.31	162 921.69	40.76%		18 130.63	144 791.06	47.35%
7	Non alloués	850 000.00			850 000.00	0.00%			850 000.00	0.00%
	Dépôt initial + complémentaire			378 479.79	-378 479.79				-378 479.79	
	Total	9 675 000.00	0.00	1 768 862.03	7 906 137.97	18.28%	0.00	270 541.79	7 635 596.18	21.08%

Figure 1: Décaissement du prêt/don du FIDA, comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs.

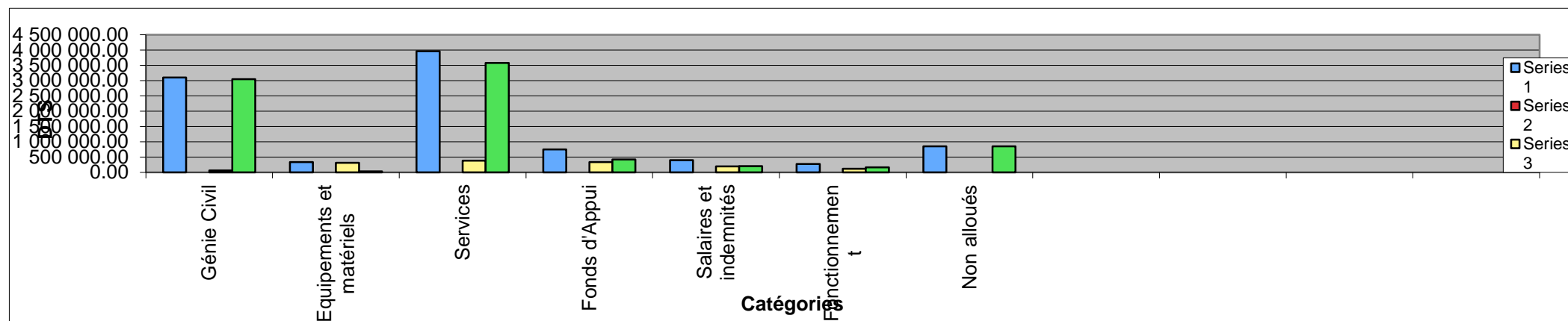
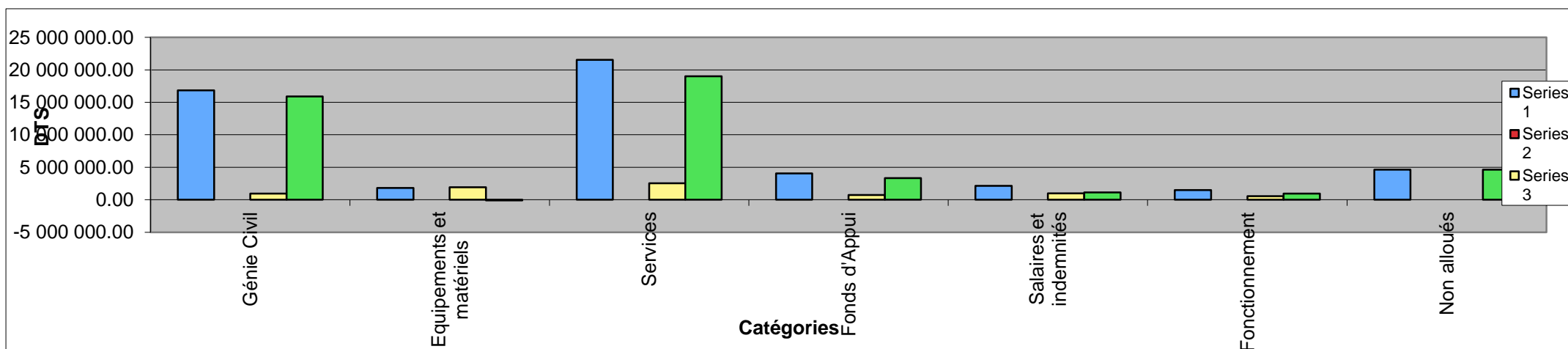


Table 5Cd: Décaissements Don FIDA n° I-DSF-8111-BF du 04/02/2013, Prêt FIDA n° I-895-BF et Don n° I-DSF-8111A-BF du 07/04/2014 (en DTS)

N° Catégorie	Catégorie/Description	Montant Initial Alloué	Montant révisé	Décaissements	Solde	Décaissements en % (*)	DRF en instance**	décaissement prévisionnel au 30/10/2017	solde prévisionnel au 30/10/2017	% décaisse-ment
1	Génie Civil	16 860 000.00		964 743.29	15 895 256.71	5.72%	118 230.80	104 984.78	15 672 041.13	7.05%
2	Equipements et matériels	1 820 000.00		1 924 777.65	-104 777.65	105.76%	5 419.77	0.00	-110 197.42	106.05%
3	Services	21 530 000.00		2 537 967.84	18 992 032.16	11.79%	339 209.80	244 719.91	18 408 102.45	14.50%
4	Fonds d'Appui	4 060 000.00		736 173.21	3 323 826.79	18.13%	49 113.22	109 373.97	3 165 339.60	22.04%
5	Salaires et indemnités	2 140 000.00		992 485.38	1 147 514.62	46.38%	58 698.93	45 743.66	1 043 072.04	51.26%
6	Fonctionnement	1 510 000.00		562 267.65	947 732.35	37.24%	17 242.57	36 261.27	894 228.51	40.78%
	Non alloués	4 630 000.00			4 630 000.00	0.00%		0.00	4 630 000.00	0.00%
	Dépôt initial			2 089 774.08	-2 089 774.08				-2 089 774.08	
	Dépôt complémentaire				0.00		0.00		0.00	
Total		52 550 000.00	0.00	9 808 189.10	42 741 810.90	18.66%	587 915.08	541 083.58	41 612 812.23	20.81%

Figure 1: Décaissement du prêt/don du FIDA, comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs.



Appendice 5: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Date buttoir de l'action/objectif	Niveau exécution/date	Observations
Section 4.02	L'UCP doit ouvrir et administrer un compte de projet (en...); le gouvernement déposé un montant initial equivalent a 149 000 USD	Entree en vigueur	execute	
Section 4.02	Le gouvernement doit reconstituer le compte de prêt un trimestre à l'avance	Entree en vigueur	execute	
Section 4.03	La passation des marches de biens, travaux et services doit etre réalisée conformément a la procédure indiquée a l'annexe 3	continu	execute	
Section 4.04	L'assurance pour les véhicules, l'équipement et les travaux de génie civil doit être financée grâce aux fonds du pret, dans le respect de saines pratiques commerciales	continu	execute	
Section 4.05, section 11.10(b)	Le rapport d'audit doit être présente au FIDA	30 juin de l'annee suivant l'exercice	execute	Rapport d'audit 2016 transmis le 22 juin 2017 au FIDA. Le recrutement de l'auditeur pour 2017-2018 et 2019 est en cours
Section 4.06	Les rapports sur l'état d'avancement doivent être présentes au FIDA sur une base trimestrielle	trimestriellement	execute	Rapports trimestriels et semestriel transmis le 12/08/2017
Section 7.09 paragraphe bi), bii)	Le PTBA doit etre presente au Fonds pour examen et commentaires 60 jours avant le debut de l'annee	annuellement	execute	PTBA 2018 est en finalisation
Section 8.04	Un examen a mi-parcours doit etre conjointement effectue par l'Emprunteur et le FIDA	2017/2018	Prevu	
Section 11.02	Remboursement des fonds utilises pour payer des impots excessifs	continu	execute	Pas d'observation particulière

Annexes

Évaluation de la gestion financière lors de la supervision - Questionnaire d'orientation

Pays : BURKINA FASO	Identification du prêt/ don: I-DSF-8111-BF du 04/02/2013 I-DSF-8111A-BF du 07/04/2014 I-DSF-895-BF du 07/04/2014 20000001662 du 03/04/2017
Nom du projet : NEER TAMBA	
Organisme d'exécution :	CPM : ABDOUL BARRY
Responsable financier chargé de l'examen/ Spécialiste en gestion financière : TETIE BAKAYOKO	Date de l'examen : 6/11/2017

Objet		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes / Commentaires / Recommandations
A. Risque inhérent			
B. Risque de contrôle			
1. Organisation et personnel			
a.	Adéquation de la structure organisationnelle pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	F	Tous les postes de travail sont pourvu
b.	Existence d'une description claire des fonctions relatives aux principaux postes prévus par le projet, y compris les postes fiduciaires	F	Les descriptions des fonctions sont clairement définies dans le manuel qui est en révision.
c.	Adéquation du personnel de gestion financière du projet (effectifs et compétences) pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	F	Le personnel de gestion financière est en nombre et répond aux besoins fonctionnels du projet
d.	Disponibilité et adéquation des manuels d'utilisation et des directives pour le personnel	F	Le manuel d'utilisation est disponible et est même en révision
e.	Existence d'un système d'évaluation basé sur la performance en place et évaluation de la performance du personnel en temps opportun	F	Tous le personnel est évalué annuellement sur la base des performances réalisé sur le PTBA
f.	Couverture d'assurance maladie adéquate pour l'ensemble du personnel	F	Tout le personnel dispose d'une couverture d'assurance maladie à jour (ALLIANZ).
g.	Paiement ponctuel des frais de sécurité sociale	F	Les cotisations sociales sont régulièrement reversées à la CNSS et à la CARFO pendant le paiement des salaires

Objet		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes / Commentaires / Recommandations
h.	Personnel suffisamment informé sur la politique nationale et sur la politique anti-corruption du FIDA et les coordonnées pertinentes	M	Des posters sur la corruption sont en cours de préparation pour être affichés dans tous les bureaux.
2. Budget			
a.	Préparation et approbation du programme de travail et du budget annuels	F	Le PTBA 2017 a été transmis le 15/12/2016 et approuvé
b.	Programme de travail et du budget annuel en ligne avec les catégories de dépense contenues dans l'Accord de Financement, Annexe 2	F	Le PTBA est élaboré en tenant compte des catégories de dépenses contenues dans les accords
c.	Identification des sources de financement et des agences d'exécution pour chaque catégorie dans le PTBA	F	L'exécution budgétaire est faite par sources de financement et par catégories sur le logiciel Tom2Pro
d.	Identification des liens entre les PTBA et les marchés publics (estimation des coûts et des activités). Vérifier les hypothèses à l'appui des estimations de coûts. Testez les articles de grande valeur	F	Le Plan de passation des marchés est élaboré sur la base des activités programmées dans le PTBA qui compte des coûts réels des réalisations.
3. Flux de fonds et modalités de décaissement/retrait			
a.	Ponctualité du décaissement des fonds par les différentes sources	F	Les décaissements sont élaborés régulièrement, ce qui permet au Projet de ne pas avoir des tensions de trésoreries
b.	Ponctualité du décaissement des fonds versés par les contreparties	M	Les besoins complémentaires de financement attendus de la contrepartie après la révision du PTBA 2017 ne sont pas encore décaissés par l'ETAT. Une recommandation a été faite dans ce sens.
c.	Efficacité des canaux de financement	F	
d.	Gestion des comptes bancaires du projet autres que les comptes spéciaux, le cas échéant – comptes d'ajustement, fonds improductifs		Non applicable
e.	Gestion du ou des comptes spéciaux/comptes réservés, décaissements		
	i) Adéquation du montant de l'allocation autorisée pour assurer l'acheminement correct des fonds.	F	Les allocations autorisées arrivent correctement dans nos comptes

Objet		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes / Commentaires / Recommandations
	ii) Adéquation des méthodes de décaissement utilisées.	F	Les méthodes de décaissement utilisées sont adéquates avec celles prévues dans les documents du Projet.
	iii) Adéquation du support documentaire joint à l'état des dépenses, aux décaissements, remboursements, paiements directs et engagements spéciaux (se reporter à l'Annexe IV et compléter la notation qui découle des constatations).	F	Les supports documentaires joints aux états de dépenses, aux décaissements, paiements directs sont conformes
	iv) Préparation en temps opportun et exactitude des demandes de retrait	F	Les DRF sont préparées à temps et sont exactes.
	v) Autorisation de la préparation de demande de décaissement.	F	Les DRF sont établies en tenant comptes des dispositions du manuel de décaissement du FIDA
	vi) Situation des dépenses débitées du compte spécial mais pour lesquelles la reconstitution n'a pas encore été demandée (les anciens cas doivent être notés)	F	La situation des dépenses débitées du compte désigné existe et correspond aux DRF en finalisation. Il n'existe de cas anciens.
	vii) Régularité du ou des comptes spéciaux, suivi et rapprochements mensuels signés par le gestionnaire du projet. Revoir et évaluer les rapprochements.	F	Les rapprochements bancaires sont mensuellement, signés et classés dans un chrono.
	viii) Comparer le taux de décaissement par rapport au PTBA et voir s'il est satisfaisant étant donné le temps d'exécution restant. Fournir des observations si nécessaire.	E	Le taux de décaissement du PTBA est de 57.35 au 31/10/2017 avec engagement. Ce taux pourrait s'améliorer au cours des 2 mois restants
	ix) Recouvrement des soldes des comptes spéciaux à la clôture du prêt	N/A	Non Applicable
4. Contrôles internes			
a.	Séparation des tâches - les responsabilités fonctionnelles suivantes sont effectuées par les unités ou les personnes suivantes: (i) l'autorisation d'une transaction (ii) l'exécution d'une transaction (iii) l'enregistrement de la transaction, et (iv) la conservation des actifs impliqués dans la transaction	F	Le personnel financier est en nombre et la séparation des tâches est respectée comme décrite dans le manuel
b.	La clarté et la pertinence des processus de décision et la séquence des événements pour les fonctions de contrôle de l'exécution des projets doivent être reflétés dans le Manuel de gestion financière (ou l'équivalent)	F	Le manuel de gestion financière décrit tous les processus de décision ainsi que la séquence des événements pour les fonctions de contrôle.
c.	Respect du manuel financier	F	Le manuel est suivi et respecté par les différents utilisateurs
d.	Efficacité et efficience des contrôles internes à l'égard des sources de financement autres que le FIDA	F	Le contrôle est effectué par tous ceux qui sont dans le

Objet		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes / Commentaires / Recommandations
			circuit de la dépense et par le contrôleur interne du Projet. Une recommandation a été faite par la mission demandant au contrôleur interne de matérialiser ces contrôles sur les pièces contrôlées.
e.	Adéquation de la gestion des contrats (utilisation du registre des contrats et de la forme de surveillance) et de son enregistrement	F	Tous les contrats sont enregistrés et le registre des contrats est à jour.
f.	Efficacité et efficience du contrôle interne relatif aux dépenses (cycle complet: engagement, paiement, réception des biens et services, approbation des paiements, classification, etc.)	M	Une recommandation a été formulée pour que le contrôleur interne matérialise ses contrôles sur les pièces contrôlées
g.	Pièces probantes confirmant la livraison et l'acceptation des produits contractés, travaux ou services	F	Les BL et des PV de réceptions existent dans les liasses des pièces
h.	Contrôle physique des liquidités, documents et données. Adéquation des systèmes de classement. La petite caisse fait-elle l'objet de réconciliation mensuelle ainsi que de contrôles inopinés; la garde de la caisse et le contrôle des clés	F	La caisse est arrêtée mensuellement et des PV de caisse établis à cet effet sont disponibles.
i.	Adéquation de la gestion physique de l'argent	F	Un coffre-fort existe pour la conservation de l'argent
j.	Ponctualité des paiements aux fournisseurs et consultants	M	Les prestataires sont payés cinq jours après la validation de leur rapport et leur facture
k.	Admissibilité des dépenses par rapport aux accords de prêt	M	Toutes les dépenses effectuées sont en rapport avec les accords de financement.
l.	Légalité / éligibilité des avances de fonds du projet et la justification en temps opportun pour leur utilisation	M	Les justifications des avances de fonds se font en temps opportun.
m.	Conformité aux clauses de gestion financière dans les conventions de financement et Lettre à l'Emprunteur	M	La contrepartie n'est pas mobilisée en totalité
n.	Adéquation de la tenue et mise à jour des registres relatifs aux actifs immobilisés et aux inventaires	M	Le registre des immobilisations et les PV d'inventaire sont à jour
o.	Adéquation des contrôles concernant les actifs du projet, y compris: i) le véhicule et la gestion d'autres actifs (les actifs immobilisés sont-ils marqués, y a-t-il un inventaire effectué sur une base régulière?) ii) la gestion du carburant (les conducteurs maintiennent-ils un journal de bord?) iii) Les autorisations de voyage (y compris les per diems versés au personnel)	F	Les immobilisations y compris les véhicules sont codifiés, un inventaire annuel est réalisé. Aussi pour tout déplacement un ordre de mission est établi et des per diems sont payés dans le cas où le déplacement vaut une distance qui donne droit aux per diems.
p.	Adéquation des assurances pour les véhicules et pour les biens	M	Le matériel roulant est assuré, mais pas le cas pour le reste du

Objet		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes / Commentaires / Recommandations
			matériel.
.	Ateliers : i) Disponibilité de la liste des participants ii) per diems versés aux participants iii) Les reçus pour les dépenses atelier	M	Les listes de présence sont disponibles, les états de paiement des perdiems aux participants sont disponibles ainsi que les reçus pour les dépenses des ateliers. Cependant le reversement du reliquat des avances au niveau du CRA Nord ne sont pas automatiques
r.	Pertinence des contrôles et processus d'autorisation pour l'utilisation des fonds (paiements, virements, gestion de trésorerie / bilan de la banque) / et d'autres comptes d'exploitation - non compte spécial	F	Les différents contrôles nécessaires sont effectués avant tout autorisation de paiement.
s.	Arrangement avec la banque et contrôles (rapprochement entre les extraits de compte et les états financiers)	F	Les rapprochements bancaires sont régulièrement établis
t.	Existence d'une unité de support IT en place	M	Le projet fait appel à des consultants en cas de besoin
5. Procédures comptables			
a.	Méthode de comptabilité (caisse, d'exercice) et si les normes comptables sont conformes aux exigences FIDA (par exemple IFRS / IPSAS / caisse IPSAS)	F	Comptabilité d'exercice et les normes comptables sont conformes aux exigences du FIDA .(cf :rapport d'audit)
b.	Adéquation et fiabilité du système comptable (comptabilité en partie double, logiciel utilisé, les données budgétaires sont-elles entrées dans le système comptable ?, le système comptable peut-il produire régulièrement des rapports financiers automatisés?).	M	La comptabilité est informatisée sur le logiciel Tom2Pro et tous les états financiers ainsi que les DRF sont directement tirés sur ce logiciel. Cependant, le Module Gestion des immobilisations n'est pas à jour. Aussi, le paramétrage du FEM-PAI n'est pas encore effective
c.	Tenue des registres (notamment documentation et classement/ archivage)	M	Les documents sont classés dans des chronos et rangés dans des armoires.
d.	Enregistrement et rapprochement des registres relatifs aux actifs immobilisés (contrôles physiques et sur échantillon)	M	
e.	Adéquation de la documentation et des contrôles des systèmes informatiques, y compris les procédures comptables documentées, la sauvegarde des documents financiers incluant les procédures comptables et l'intégration de l'ensemble des sous-systèmes	F	Toutes la documentation ainsi que les différents schémas d'écritures et de sauvegarde sont consignés dans le manuel de procédures du Projet.
f.	Ponctualité de l'enregistrement des opérations, de la régularité de la performance et de l'approbation des rapprochements et contrôle des erreurs d'enregistrement	F	La comptabilité est à jour et les rapprochements et les différents contrôles sont effectués.
g.	Adéquation de la comptabilité et de déclaration des contributions des fonds de contrepartie (y compris l'impôt et les exonérations fiscales), ainsi que les contributions des bénéficiaires	F	La comptabilité est à jour et prend en compte toutes les natures de contributions(exonération TVA, contributions en nature et en espèces des bénéficiaires)

Objet		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes / Commentaires / Recommandations
6. Rapports financier et suivi			
a.	Exhaustivité, précision, utilité et ponctualité des rapports financiers	F	Les rapports financiers sont élaborés en même temps que les rapports techniques à la fin de chaque trimestre et semestre.
b.	Rapports intérimaires de gestion financière et liens avec les REP – ponctualité de la préparation et de la présentation au FIDA	F	Les rapports financiers sont élaborés en même temps que les rapports techniques à la fin de chaque trimestre et semestre.
c.	Préparation de rapports indiquant la valeur actuelle du budget vs l'exécution réelle revenus / dépenses et le pourcentage d'exécution du PTBA	F	Les rapports trimestriels et semestriels indiquent le pourcentage d'exécution du PTBA
d.	Suivi des recommandations fiduciaires contenues dans les précédents aide-mémoire	F	Sur 8 recommandations 7 ont été mise en œuvre et la dernière est en cours de mise en œuvre
7. Audit interne			
a.	Existence de dispositions d'audit interne		Non applicable, il n'existe pas de service d'audit interne
b.	Adéquation des dispositions d'audit interne (organisation, capacités du personnel)		Non applicable, il n'existe pas de service d'audit interne
c.	Adéquation de la portée du travail de l'audit interne et qualité des rapports		Non applicable, il n'existe pas de service d'audit interne
d.	Évaluation des questions soulevées dans les rapports d'audit		Non applicable, il n'existe pas de service d'audit interne
8. Audit externe			
a.	Adéquation de la portée et du mandat	F	
b.	Respect des termes de référence	F	L'audit est fait conformément au TDR
c.	Ponctualité du rapport d'audit	F	Le rapport d'audit a été transmis dans les délais (22/06/2017)
d.	Qualité de l'audit	F	L'audit est de qualité
e.	Mise en œuvre des recommandations d'audit / mise en place d'un plan d'action convenu pour y remédier	F	Un plan d'action est mis en place qui a permis de mettre en œuvre les recommandations de l'audit. Sur 27 recommandations 25 ont été mises en œuvre soit 92.60% d'exécution.

Résumé et évaluation du risque fiduciaire du projet lors de la supervision³

Projet # _____ Projet NER-TAMBA _____

Organisme d'exécution: UGP

	Évaluation du risque E/M/F	Mesure d'atténuation proposée
Risque inhérent		
Risques de contrôle		
1. Organisation et personnel	F	
2. Budget	F	La préparation du PTBA dans le temps
3. Flux de fonds et modalités de décaissement	M	Faible taux de décaissement et la contrepartie n'a pas mobilisé la totalité de la contribution prévue
4. Contrôles internes	M	Respect du seuil dans la préparation des DRFs. Rendre son contrôle effectif des ECDs par apposition d'une signature/ cachet. Une attention particulière a CRA Nord pour la mise en œuvre des recommandations
5. Systèmes, stratégies, procédures comptables	M	Le module Gestion des immobilisations n'est à jour et le paramétrage du logiciel pour prendre en compte le Don FEM-PAI n'est pas effective
6. Rapports et suivi	F	RAS
7. Audit interne	NA	RAS
8. Audit externe	F	
Risque fiduciaire global du projet	M	
E=Élevé, M=Moyen, F=Faible		

Commentaires. Le risque fiduciaire globalement moyen. Cette notation du risque est dû d'une part au insuffisances relevées au niveau du système. Il s'agit de : (i) Le module de Gestion des immobilisations du Tom2Pro n'est pas à jour ; et (ii) le paramétrage du logiciel pour prendre en compte le Don FEM-PAI n'est pas encore effective. D'autre part, la contribution de la contrepartie n'est pas mobilisée en totalité.

³ Ceci est un résumé des constatations énumérées dans l'Annexe II 'Evaluation de la gestion financière lors de la supervision – Questionnaire d'orientation'. Il doit être complété par le Responsable financier.

Rapport complet aspects fiduciaires

1. La mission a passé en revue le dispositif de la gestion financière qui repose notamment sur l'exécution du PTBA, du contrôle interne, de l'audit externe, de la mobilisation des ressources financières auprès des différentes sources de financement (FIDA, FEM, Etat et Bénéficiaires) au moyen des DRF/DPD, du paiement des dépenses sur pièces justificatives et du suivi financier des conventions de financement. Aussi, elle a noté la mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision à 87%, notamment celles relatives à l'amendement du manuel de procédures administratif et financiers.

2. **Respect des accords de Financement.** Dans l'ensemble les dispositions de l'accord de financement sont mises en application à l'exception du Gouvernement Burkinabé qui n'a pas mobilisé la totalité de la contrepartie prévue au titre l'année 2017. **La mission recommande de débloquent le reliquat de la contribution du Gouvernement au titre de l'année 2017.**

3. **Gestion du Personnel :** Au 31/10/2017, l'effectif de l'UGP est de 26 agents (7 cadres et 19 agents d'appui). Au passage de la mission, elle a constaté avec satisfaction que : (i) les dossiers du personnel sont tenus conformément aux procédures ; (ii) le paiement des cotisations du personnel à la CNSS et au titre des impôts est à jour ; et (iii) le personnel bénéficie d'une couverture d'assurance maladie. Cependant, il avait été relevé dans le rapport d'audit un abattement à tort sur les retenues IUTS du personnel d'un montant de 5 251 178 FCFA. **La mission recommande de régulariser l'abattement à tort sur les retenues IUTS du personnel d'un montant de 5 251 178 FCFA au impôts.**

4. **Gestion Financière et Comptable.** La mission note avec satisfaction que la comptabilité fonctionne correctement sous Tom2Pro. La plupart des modules de ce logiciel sont exploités sur la base des recommandations du FIDA. Au 31/10/2017, plusieurs états ont été produits à partir du système. Il s'agit notamment de : (i) la balance générale et le grand livre général ; (ii) la balance analytique et le grand livre analytique ; (iii) les décaissements par composante ; (iv) par catégorie ; (v) part source de financement ; (vi) l'état d'exécution du PTBA 2017 ; et (vii) les états financiers (Tableau emplois – Ressources, Bilan). Toutefois, la mission a noté que, le module « Gestion des immobilisations » n'est toujours pas mise à jour. Par ailleurs, la mission note que le paramétrage du logiciel pour la prise en compte du Don FEM-PAI n'est pas encore effective.

5. Pour ce qui est des procédures comptables, la mission note qu'à la date du 31/10/2017, la comptabilité est à jour (balances, grands livres et analyses des principaux comptes disponibles). Les rapprochements bancaires des comptes sont élaborés mensuellement (BCEAO/OUAGA, UBA/OUAGA, UBA/KAYA, UBA/OUAHIGOUYA et UBA/FADA). La gestion de la caisse de menues dépenses est faite selon les dispositions du manuel de procédures (plafond de caisse, maximum de paiement, seuil de renouvellement et justification des paiements). **La mission recommande de : (i) de mettre à jour le module gestion des immobilisations ; et (ii) paramétrer le Don FEM dans le Logiciel Tom2PRO.**

6. **Contrôle Interne.** Le projet NEER TAMBA dispose d'un manuel de procédures administratives, comptables et financières en cours de révision, d'un manuel des opérations, d'un manuel de suivi-évaluation. La mission a noté que des activités de contrôle sont exécutées par le contrôleur interne affecté au projet par l'emprunteur et celui recruté par l'UGP pour le compte du BN/CRA. Les missions de contrôle sont conjointement réalisées par les deux contrôleurs. Les récents rapports issus des missions de contrôle qui ont porté sur les trois CRA et le BN/CRA ont formulé des recommandations à mettre en œuvre par lesdites CRA.

7. La mission a noté que les recommandations formulées à l'adresse de la CRA du Nord n'ont pas encore été mises en œuvre. Il s'agit notamment de : (i) absence de certains TDR et de rapports de mission ; (ii) timbres des factures définitives ne sont pas oblitérés et certaines factures ne sont pas timbrées ; (iii) consommation du carburant non justifiée par un état d'émargement (qui précise le nombre de kilomètres à parcourir et la dotation fournie) mais par de simples reçus établis par les stations-service ; et (v) des trop perçus sur certains frais de mission ont été constatés et des reliquats de réalisation d'activités non reversés. Les pièces justificatives des demandes de remboursement font l'objet d'un double contrôle au niveau des contrôleurs internes, mais ces contrôles ne sont pas matérialisés. **La mission recommande de : (i) mettre en œuvre des recommandations des**

contrôleurs internes par la CRA du Nord ; et (ii) matérialiser sur les pièces justificatives le contrôle effectué par les contrôleurs internes.

8. **Exécution des recommandations de la mission précédente.** Sur huit (8) recommandations relatives aux aspects fiduciaires, sept (7) ont été réalisées et une (1) n'a pas encore été réalisée qui porte sur la mise à jour du module gestion des immobilisations du logiciel Tom2Pro.

9. **Audit externe 2016.** L'audit des comptes 2016 a été réalisé par la Société d'Expertise Comptable DIARRA et soumis dans les délais au FIDA. L'auditeur a certifié, sous réserve de l'abattement sur les retenues IUTS du personnel d'un montant de 5 251 178 FCFA, que les états financiers présentent sincèrement la situation financière et le patrimoine du projet NEER TAMBA. La mission note que le recrutement de l'auditeur pour l'exercice 2017 est en cours et est au stade de dépouillement des manifestations d'intérêt. Par ailleurs, la mission note que sur les vingt-sept (27) recommandations formulées par les auditeurs, seules deux (2) ne sont pas encore mises en œuvre. **Il s'agit de : (i) mettre à jour du module « Gestion des Immobilisations » du Tom2Pro ; et (ii) mettre en place du registre de l'employeur au sein du projet.**

10. **Budget.** Le PTBA 2017 approuvé est de 8 481 189 085 FCFA. Au 31/10/2017, le montant total décaissé est de 4 871 079 914 FCFA (sans engagements), soit un taux d'exécution global de 57.43%.

11. **% PTBA 2017 réalisé par financement (sans engagement)**

	Montants budgétisés	Réalisations	Taux de réalisation
Prêt(I-895-BF) / Don (DSF-8111A-BF)	3 217 199 919	1 554 931 016	48.33%
Don (I-DSF-8111-BF)	2 892 082 656	2 024 680 784	70.01%
État	2 245 706 510	1 154 064 849	51.39%
Bénéficiaires	126 200 000	137 403 265	108.88%
Total	8 481 189 085	4 871 079 914	57.43%

12. **% PTBA 2017 réalisé par composante sans engagement de dépenses.**

	Montants budgétisés	Réalisations	Taux de réalisation
I. Petits aménagements fonciers villageois	2 715 940 562	1 362 187 839	50.16%
II. Intensification des petites exploitations et Valorisation de leurs productions	2 240 105 177	1 239 950 382	55.35%
III. Structuration des acteurs et mise en réseau	1 515 853 159	726 594 071	47.93%
IV. Gestion du projet et suivi-Evaluation	2 009 290 188	1 542 347 622	76.76%
Total	8 481 189 086	4 871 079 914	57.43%

13. **% PTBA 2017 réalisé par catégorie de dépenses (sans engagement).**

	Montants budgétisés	Réalisations	Taux de réalisation
I. Génie civil	1 539 135 473	843 932 120	54.83%
II. Equipements et matériels.	1 467 687 500	1 240 152 747	84.50%
III. Services	3 346 485 500	1 252 388 764	37.42%
IV. Fonds d'Appui	1 127 932 012	840 496 708	74.52%
V. Salaires et indemnités	614 645 801	445 502 214	72.48%
IV. Fonctionnement	385 302 800	248 607 361	64.52%
Total	8 481 189 085	4 871 079 914	57.43%

14. **PTBA 2017.** Le PTBA 2017 approuvé est de 8 481 189 085 FCFA. Au 31/10/2017, le montant total décaissé est de 7 238 988 063 FCFA (avec engagement), soit un taux d'exécution global de 85.35%.

% PTBA 2017 réalisé par financement au 31/10/2017

	Montants budgétisés	Réalisations	Taux de réalisation
Prêt(I-895-BF) / Don (DSF-8111A-BF)	3 217 199 919	1 950 087 987	60.61%
Don (I-DSF-8111-BF)	2 892 082 656	3 271 961 921	113.14%
État	2 245 706 510	1 879 544 890	83.70%
Bénéficiaires	126 200 000	137 403 265	108.88%
Total	8 481 189 085	7 238 998 063	85.35%

% PTBA 2017 réalisé par composante avec engagement de dépenses au 31/10/2017

	Montants budgétisés	Réalisations	Taux de réalisation
I. Petits aménagements fonciers villageois	2 715 940 562	2 110 991 109	77.73%
II. Intensification des petites exploitations et Valorisation de leurs productions	2 240 105 177	2 299 823 133	102.67%
III. Structuration des acteurs et mise en réseau	1 515 853 159	1 002 613 449	66.14%
IV. Gestion du projet et suivi-évaluation	2 009 290 188	1 825 570 372	90.86%
Total	8 481 189 086	7 238 998 063	85.35%

% PTBA 2017 réalisé par catégorie de dépense (avec engagements).

	Montants Budgétisés	Réalisations	Taux de réalisation
I. Génie civil	1 539 135 473	1 504 676 371	97.76%
II. Equipements et matériels.	1 467 687 500	1 459 908 498	99.47%
III. Services	3 346 485 500	2 352 042 220	70.28%
IV. Fonds d'Appui	1 127 932 012	1 114 728 363	98.83%
V. Salaires et Indemnités	614 645 801	445 502 214	72.48%
IV. Fonctionnement	385 302 800	362 140 397	93.99%
Total	8 481 189 085	7 238 998 063	85.35%

15. **Budget FEM.** Le PTBA 2017 approuvé pour le Don FEM est de 385 073 500 FCFA. Au 31/10/2017, le montant total décaissé est de 141 064 684 FCFA, soit un taux d'exécution global de 36.63%.

16. **% PTBA 2017 réalisé par financement**

	Montants budgétisés	Réalisations	Taux de réalisation
Don (N0 2000001662))	349 095 197	125 858 486	36.05%
État	35 978 303	15 206 198	42.00%
Total	385 073 500	141 064 684	36.63%

17. **% PTBA 2017 réalisé par composante sans engagement de dépenses.**

	Montants budgétisés	Réalisations	Taux de réalisation
Composantes1	133 404 500	60 592 600	45.42%
Composante 2	154 127 833	8 230 000	5.34%
Composante 3	66 369 010	42 606 890	64.20%
Composante 4	31 172 156	29 635 194	95.07%
Total	385 073 499	141 064 684	36.63%

18. % PTBA 2017 réalisé par catégorie de dépenses (sans engagements).

	Montants budgétisés	Réalisations	Taux de réalisation
I. Travaux	-	-	-
II. Equipements et matériels.	23 603 126	15 442 500	65.85%
III. Formation	186 104 000	90 235 770	48.49%
IV. Consultations	137 811 833	12 104 300	8.78%
V. Dons et subventions	-	-	-
VI. Salaires et indemnités	10 988 040	2 697 620	24.55%
IV. Entretien et coût de fonctionnement	26 566 500	18 359 494	69.11%
Total	385 073 499	141 064 684	36.63%

19. **Analyse de l'exécution des PPM au 31/10/2017 du FIDA.** Sur la base du PTBA 2017, le nombre total des marchés inscrits dans le Plan de Passation de Marchés (PPM) du projet NEER TAMBA est de soixante-seize (76) pour un budget global estimé à 5 241 330 000 FCFA TTC, soit un taux de 62% par rapport au PTBA. Sur un montant total estimé de 5 241 330 000 F CFA en valeur monétaire du PPM, les marchés exécutés donnent un total de 2 466 184 000 F CFA soit un taux de réalisation de 47% à la date du 31/10/2017. Ce taux jugé moyen est dû à la non réalisation du marché des travaux d'aménagement de 1 000 ha de bas-fonds d'un montant de 2 225 000 FCFA qui est une anticipation sur le PTBA 2018.

20. Ce marché est inclus dans une convention de maîtrise d'ouvrage publique déléguée avec la SONATER qui est en cours d'approbation par le Ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques. L'approbation de ladite convention permettra le lancement de la procédure de recrutement des prestataires dans les plus brefs délais en vue de la réalisation desdits travaux d'aménagement.

Tableau récapitulatif des marchés par type.

TYPE DE DOSSIERS D'APPEL A CONCURRENCE	Prévisions		Réalizations		Taux d'exécution	
	Nombre	Montant (en milliers de francs)	Nombre	Montant (en milliers de francs)	Selon le nombre	Selon la valeur
BIENS et FOURNITURES	41	1 098 099	31	1 019 499	76%	93%
TRAVAUX	8	3 109 035	5	716 535	63%	23%
SERVICES CONSULTANTS	27	1 034 196	14	730 150	52%	71%
TOTAUX	76	5 241 330	50	2 466 184	66%	47%

21. **Registre des contrats au 31/10/2017.** Le registre des contrats, des conventions et protocoles est à jour, de même que le « tableau de suivi de l'exécution financière et physique des contrats en cours ». A la date du 31/10/ 2017, le nombre total de contrats des conventions et protocoles conclus par l'Unité de gestion du Projet Neer-Tamba ainsi que les Chambres Régionales d'Agriculture du Nord, du Centre-Nord et de l'Est dans le cadre du PTBA 2017 est de six cent vingt-six (626) au total pour une valeur HTVA de 5 214 867 325 FCFA (voir tableau récapitulatif).

Cependant, au regard de l'état d'avancement de la procédure de lancement des dossiers non encore lancés, nous pouvons dire que ces derniers pourront être lancés avant la fin de l'année 2017. A ce jour, toutes les spécifications techniques des équipements à acquérir ainsi que les termes de référence des consultations sont finalisés et disposés pour l'appel à concurrence. Le reste des marchés non encore lancés porte sur des cotations dont la procédure de passation du marché ne nécessite pas des délais longs et pourra être réalisé avant la fin du mois de décembre 2017.

Le taux de réalisation du Plan de Passation des Marchés 2017 en nombre pourrait atteindre le taux de 100% d'ici le 31 décembre 2017 si on ne prend pas en compte le marché de 2018 lancé par anticipation en 2017 d'un montant de 2 225 000 000 FCFA.

Tableau du registre des contrats au 31/10/2017

TYPE DE DOSSIERS D'APPEL A CONCURRENCE	Contrats Signés		Valeur des Contrats	
	Nombre de contrats et conventions	% exprimé en nombre de contrats et conventions	Montant	% exprime en valeur monétaire
BIENS FOURNITURES	518	83%	2 588 586 408	50%
TRAVAUX	62	10%	498 011 702	10%
SERVICES CONSULTANTS	46	7%	2 128 269 215	40%
TOTAUX	626	100%	5 214 867 325	100%

22. En dépit du taux d'exécution du PPM qui de 66% pour le FIDA et de 92% pour le FEM-PAI, la mission a noté que la passation des marchés a connu des difficultés dans son exécution qui portent sur : (i) le changement du processus des marchés intervenu en octobre 2017 qui préconise que toute la procédure de passation de marchés ainsi que l'approbation des contrats de plus de cent mille (100 000) francs CFA revienne au Ministère de l'Agriculture et des Aménagements hydrauliques ; (ii) les procédures de passation très longues pour les contrats de montants supérieurs à dix millions (10 000 000) de francs CFA qui varient entre six (6) à huit (8) mois en fonction de la méthode utilisée ; (iii) les difficultés administratives de passation des marchés auxquelles sont soumises les Directions partenaires chargées de la mise en œuvre des activités sur le terrain ; et (iv) l'enregistrement des marchés auprès des services des impôts avec l'exonération accordée au projet qui s'avère souvent très compliqué en fonction de l'agent qui traite les dossiers. **La mission recommande de procéder sein de l'UGP à la passation et l'approbation des dossiers de cotation (montant maximum de dix millions (10 000 000 FCFA)) tout en mettant à profit les services du contrôle interne et ceux du chargé d'appui à la gestion des marchés.**

23. **Analyse de l'exécution des PPM au 31/10/2017 du Don FEM-PAI.** Sur la base du PTBA 2017, le nombre total des marchés inscrits dans le Plan de Passation de Marchés (PPM) du projet NEER TAMBA FEM-PAI s'élève à douze (12) pour un budget global estimé à 196 965 000 FCFA TTC, soit un taux de 51% par rapport au PTBA.

24. Sur un montant total estimé de 196 965 000 F CFA en valeur monétaire du PPM, les marchés exécutés ou en cours d'exécution donnent un total de 180 965 000 F CFA, soit un taux de réalisation de 92% à la date du 31/10/ 2017 sur la base des montants estimatifs.

Tableau récapitulatif des marchés par type.

TYPE DE DOSSIERS D'APPEL A CONCURRENCE	Prévisions		Réalizations		Taux d'exécution	
	Nombre	Montant (en milliers de francs)	Nombre	Montant (en milliers de francs)	Selon le nombre	Selon la valeur
BIENS FOURNITURES	6	48 703	6	48 703	100 %	100%
SERVICES CONSULTANTS	6	148 262	4	132 262	67%	89%
TOTAUX	12	196 965	10	180 965	83%	92%

25. **Registre des contrats au 31/10/2017.** Le registre des contrats, des conventions et protocoles est à jour, de même que le « tableau de suivi de l'exécution financière et physique des contrats en cours ». A la date du 31/10/ 2017, le nombre total de contrats des conventions et protocoles conclus par l'Unité de gestion du Projet Neer-Tamba dans le cadre du PTBA 2017 est de dix (10) au total pour une valeur HTVA de 180 965 000 FCFA (voir tableau récapitulatif).

26. Les protocoles signés avec les partenaires d'exécution sont le SP/CPSA, BN/CRA, SE-CNSA. L'ensemble des protocoles sont signés et le processus de recrutement des prestataires est en cours d'exécution.

27. Au regard de la situation de l'état d'avancement de la procédure de lancement des dossiers non encore lancés, nous pouvons dire que ces derniers pourront être lancés d'ici le 31 décembre 2017 et le taux de réalisation du Plan de Passation des Marchés 2017 en nombre passera à 100%.

LE RGISTRE DES CONTRATS, CONVENTIONS ET PROTOCOLES FEM-PAI

TYPE DE DOSSIERS D'APPEL A CONCURRENCE	Contrats signés		Valeur des contrats	
	Nombre de contrats et conventions	% exprimé en nombre de contrats et conventions	Montant	% exprimé en valeur monétaire
BIENS FOURNITURES	6	45%	48 703 000	27%
SERVICES CONSULTANTS	4	55%	132 262 000	73%
TOTAUX	10	100%	180 965 000	100%

28. **Décaissements effectifs et performance financière.** Le cumul des réalisations financières du Projet au 31/10/2017 est de 10,55 milliards de FCFA pour un coût global évalué à la formulation du Projet à 56,64 milliards FCFA, soit un taux d'exécution financière global de 18.63%. Ce taux était de 7,79% au 31/12/2016. En tenant compte des DRF N° 14 et 21 d'un montant cumulé de 894 894 810 FCFA en préparation qui seront soumises au FIDA au plus tard le 30/11/2017, le cumul des réalisations financières sera de 11,45 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution financière cumulée du projet de 20.21%. Bien que ce taux ait doublé en moins de huit (8) mois de la dernière mission, il reste faible au regard du profil de décaissement qui indique un taux de 55% pour les projets de développement rural en sa quatrième année.

29. Le taux de décaissement effectif au 31/10/2017 par **source** de financement se compose comme suit :

30. **Décaissement du Prêt/Don FIDA.** Les décaissements sur les ressources du Prêt/Don FIDA s'élèvent à 3 537 724.06 DTS sur un montant alloué de 19 350 000 DTS, soit un taux de décaissement en DTS de 18.28%. En tenant compte du montant de la DRF N° 21 (541 083.58 DTS) en préparation et qui sera transmise au FIDA fin novembre 2017, le taux de décaissement projeté serait de 21.08% avec un montant total décaissé de 4 078 808.20 DTS.

31. **Décaissement du Don FIDA.** Les décaissements sur les ressources du Don FIDA s'élèvent à 6 199 249.84 DTS sur un montant alloué de 33 200 000 DTS, soit un taux de décaissement en DTS de 18.67%. En tenant compte du montant de la DRF N° 14 (587 915.08 DTS) en préparation et qui sera transmise au FIDA fin novembre 2017, le taux de décaissement projeté serait de 20.44% avec un montant total décaissé de 6 787 164.92 DTS.

32. **Décaissement du Don FEM-PAI.** Les décaissements sur les ressources du Don FEM-PAI s'élèvent à 539 534.52 \$ US sur un montant alloué de 7 269 448 \$ US, soit un taux de décaissement en DTS de 7.42%. Ce montant correspond à l'avance de démarrage du FEM.

Tableau récapitulatif des décaissements par source de financement.

	<i>Prêt(I-895-BF) / Don (DSF-8111A BF) (DTS)</i>	<i>Don (I-DSF-8111-BF)</i>	<i>Don FEM- (N° 2000001662) (\$ USD)</i>
Dotation	19 350 000.00	33 200 000.00	7 269 448.00
Décaissé	3 537 724.06	6 199 249.84	539 534.52
%	18.28%	18.67%	7.42%

33. **L'analyse des décaissements par rapport aux allocations de ressources par catégorie à la troisième année de l'exécution du projet montre que certaines catégories enregistrent des taux élevés pour lesquelles une attention particulière doit être apportée lors de la revue à mi-parcours pour une éventuelle réallocation de fonds. Il s'agit de : (i) la catégorie II « Equipement et matériels » à un taux de (92.16%) pour le Don/Prêt et (113,68%) pour le Don ; (ii) catégorie V « Salaires et indemnités » à un taux de (49.68%) pour le Don/Prêt et (44,44%) pour le Don ; et la catégorie VI « Fonctionnement » à un taux de (40.76%) pour le Don/Prêt et (35,22%) pour le Don. Ce taux élevé au niveau des équipements et matériels s'explique par l'achat du matériel de S & E au profil du MINEFID non prévu initialement dans le DCP.**

34. **Fonds de contrepartie.** Conformément aux dispositions de l'Accord de financement, la participation financière du Gouvernement au financement du projet NEER TAMBA se chiffre à 11 933 700 000 FCFA (soit environ 23 867 400 USD) à la formulation. Ces fonds représentent la contribution en numéraire de l'Etat Burkinabé au financement du projet. L'ensemble des droits, impôts et taxes sur les biens, travaux et services qui seront acquis par le Projet, constitue la contribution en nature du gouvernement. Au 31/10/2017, la contribution effective du Gouvernement s'est élevée à 2 559 680 000 FCFA (soit un taux de 21.45%).

35. Par ailleurs, la dotation initiale au titre de la contrepartie nationale inscrite dans la loi de finances 2017 s'élevait à 1 050 000 000 CFA dont 935 933 500 FCFA ont été décaissés (soit un taux de 89.13%). Suite à la révision du PTBA 2017 au cours du deuxième semestre, des besoins complémentaires au titre de la contrepartie, d'un montant de 1 163 000 000 FCFA, ont été exprimés. Donc, le montant total de la contrepartie au titre de l'année 2017 s'est élevé à 2 213 000 000 FCFA. A ce jour, la contribution effective du Gouvernement s'élève à 935 933 500 FCFA (soit un taux décaissé de 42.29%). La mission a également noté qu'à la date du 31/10/2017, que les impôts et taxes comptabilité se chiffre à 20 628 475 FCFA. **La mission recommande au ministère de l'Agriculture et des Aménagements hydrauliques de débloquent le reliquat dans les plus brefs délais de la contrepartie.**

36. **Contribution des bénéficiaires.** Elle est estimée à 2 914 500 000 FCFA (5 829 000 USD), soit environ 5.14% du coût total du Projet. Ce coût correspond à la contribution en nature et numéraire des bénéficiaires. L'apport en nature correspond à l'évaluation de l'effort de travail des bénéficiaires lors des travaux d'aménagement d'une part, et d'autre part à la contribution en numéraire des bénéficiaires dans le cadre des financements des micro-projets. Au 31/10/2017, la contribution effective des bénéficiaires s'est élevée à 251 903 264 FCFA (soit un taux de 8.64%). Ce taux jugé faible pourrait s'améliorer si toutefois le projet évalue la contribution en nature au titre de l'année 2017 pour une prise en compte.

37. Par ailleurs, il faut noter que cette contribution des bénéficiaires prend en compte la partie en numéraire au titre des financements des micro-projets pour l'année 2017 pour un montant de 274 806 USD (soit 137 403 264 FCFA) pour une prévision de 126 200 000 FCFA (252 400 USD). **La mission recommande d'évaluer la contribution en nature des bénéficiaires pour l'année 2017 avant le 31/12/2017.**

38. **Revue des ECD.** La mission a passé en revue les états certifiés de dépenses pour les DRF No 13, 17, 18 et No 19 sur le prêt/don et Don FIDA. La vérification a porté sur un échantillon de 50% des dépenses. La mission a constaté ce qui suit : (i) les DRF sont bien montées et renseignées, (ii) les dépenses sont suffisamment étayées par des pièces justificatives complètes (notamment pour les missions, des termes de référence ou de rapport de missions figurent dans la liasse), et (iii) le non-respect du seuil de l'avance du compte désigné dans l'élaboration de la DRF n°013 du Don-Prêt qui a été établie à 658 millions de FCFA tandis que l'avance pour cette convention est de 600 millions. **A l'avenir, la mission recommande que l'UGP redouble de vigilance quant au respect du seuil de l'avance initiale dans l'élaboration des DRF.**

39. **Compte Désigné Prêt et Don FIDA.** Le rapprochement du compte désigné consolidé du prêt et du don FIDA au 31/10/2017, donne un montant reconstitué de 1 600 000 000 FCFA correspondant à l'avance initiale (aucun écart n'a été constaté). A cette date, la trésorerie est de 705 105 190 FCFA, soit 44% de la dotation initiale. Les DRF N°14 du Prêt et Don d'un montant total de 534 008 620 FCFA (soit 33.37% de la dotation initiale) et N°21 du Don d'un montant total 360 886 190 FCFA (soit 22.50% de la dotation initiale) sont actuellement en préparation.

40. **ETAT DE RECONCILIATION DU COMPTE DESIGNE PRET ET DON FIDA EN FCFA.** Le compte spécial a été consolidé au 31/10/2017 comme suit :

Dépôt initial Don	1 000 000 000	
Dépôt initial Prêt/Don	600 000 000	
Solde compte désigné BCEAO		11 134 922
Solde compte opération (UGP)		626 322 211
Solde compte secondaire opération BN-CRA		9 240 861
Solde compte secondaire opération CRA-EST		1 311 211
Solde compte secondaire CRA-NORD		25 057 916
Solde compte secondaire CRA -Centre-Nord		32 038 069
DRF (N0 14 et 21) en cours de préparation		894 894 810
Totaux	1 600 000 000	1 600 000 000

41. **Compte Désigné Don FEM.** Le rapprochement du compte désigné du don FEM au 31/10/2017, donne un montant reconstitué de 300 000 000 FCFA correspondant à l'avance initiale (aucun écart n'a été constaté). A cette date, la trésorerie est de 277 404 679 FCFA, soit 92.47% de la dotation initiale.

42. **ETAT DE RECONCILIATION DU COMPTE DESIGNE DU DON FEM EN FCFA AU 31/10/2017**

Dépôt initial Don	300 000 000	
Dépôt initial Prêt/Don		
Solde compte désigné BCEAO		50 000 000
Solde compte opération (UGP)		227 404 679
Dépenses non encore justifié		22 595 321
Totaux	300 000 000	300 000 000

43. **Gestion des immobilisations.** Un suivi des immobilisations (matériel de transport, bureaux et équipements, etc..) est fait dans le module « Gestion des immobilisations » du Tom2Pro. La mission a fait un sondage sur un échantillon de dix (10) équipements acquis sur les fonds FIDA et a noté que la gestion du matériel et équipement est en conformité avec les dispositions du manuel de procédures en rapport avec les procédures FIDA. Par ailleurs, elle note que ledit module n'est pas totalement à jour. **La mission recommande de mettre à jour le module gestion des immobilisations.**

44. **Archivage.** Aux termes des procédures du FIDA et des documents relatifs aux accords de prêt, les archives doivent être conservées dans de bonnes conditions pendant au moins dix ans. La mission constate avec satisfaction qu'au niveau de la gestion financière, les documents sont classés dans des chronos et rangés dans des armoires d'une part et d'autre part des documents clés sont scannés et archivés électroniquement afin de les rendre plus accessibles en cas de besoin.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Débloquer le reliquat de la contribution du Gouvernement pour l'année 2017	MAAH/MINEFID	30/11/2017
Régulariser l'abattement à tort sur les retenues IUTS du personnel d'un montant de 5 251 178 FCFA à l'impôt	Coordonnateur/ RAF	31/12/2017
Mettre à jour le module gestion des immobilisations	RAF	31/12/2017
Paramétrage du Don FEM dans le logiciel Tom2PRO.	RAF	30/11/2017
Mettre en œuvre des recommandations des contrôleurs internes par la CRA du Nord	UGP/ CRA Nord	Immédiat
Matérialiser la double vérification des pièces justificatives sur les ECD.	Contrôleur Interne	Immédiat
Permettre à l'UGP de procéder à l'approbation des dossiers de cotation de moins de 10 000 000FCFA	MAAH	Immédiat
S'assurer du respect du seuil de l'avance initiale dans l'élaboration des DRF.	RAF	Continu
Evaluer la contribution en nature des bénéficiaires pour l'année 2017	RCA/RAF	31/12/2017

Liste des personnes rencontrées

Appendice 5-c : Liste des personnes rencontrées

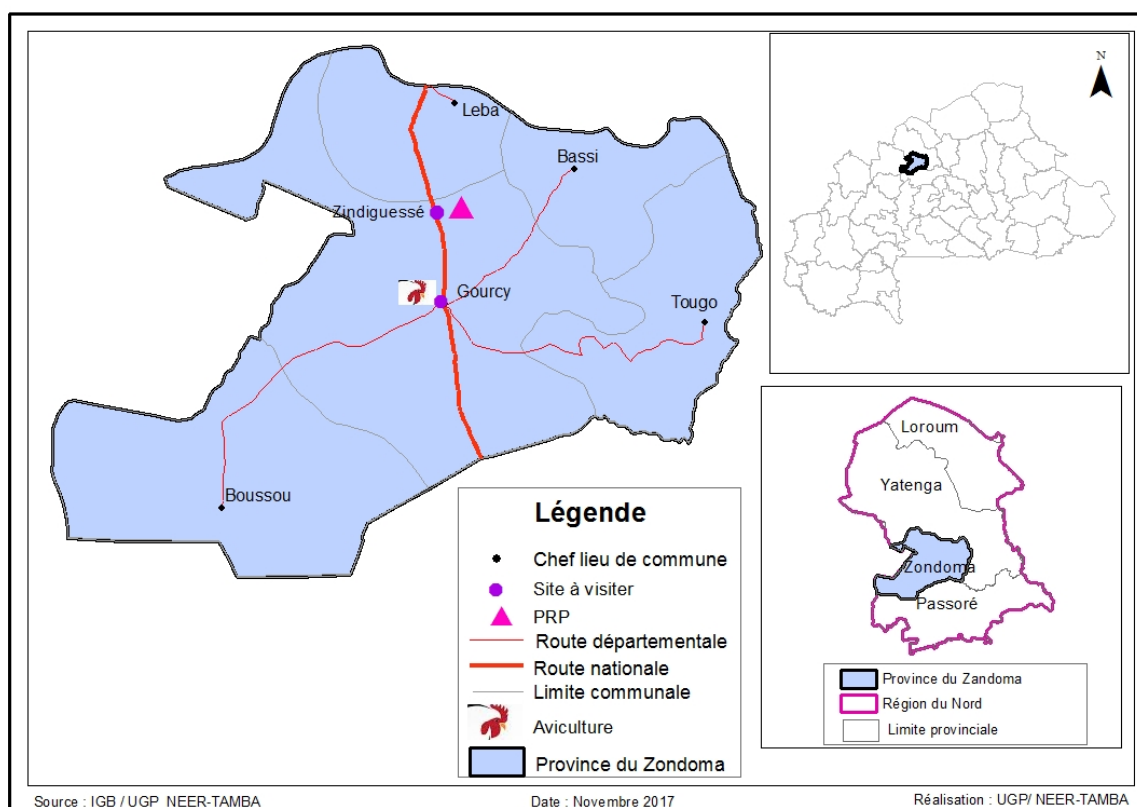
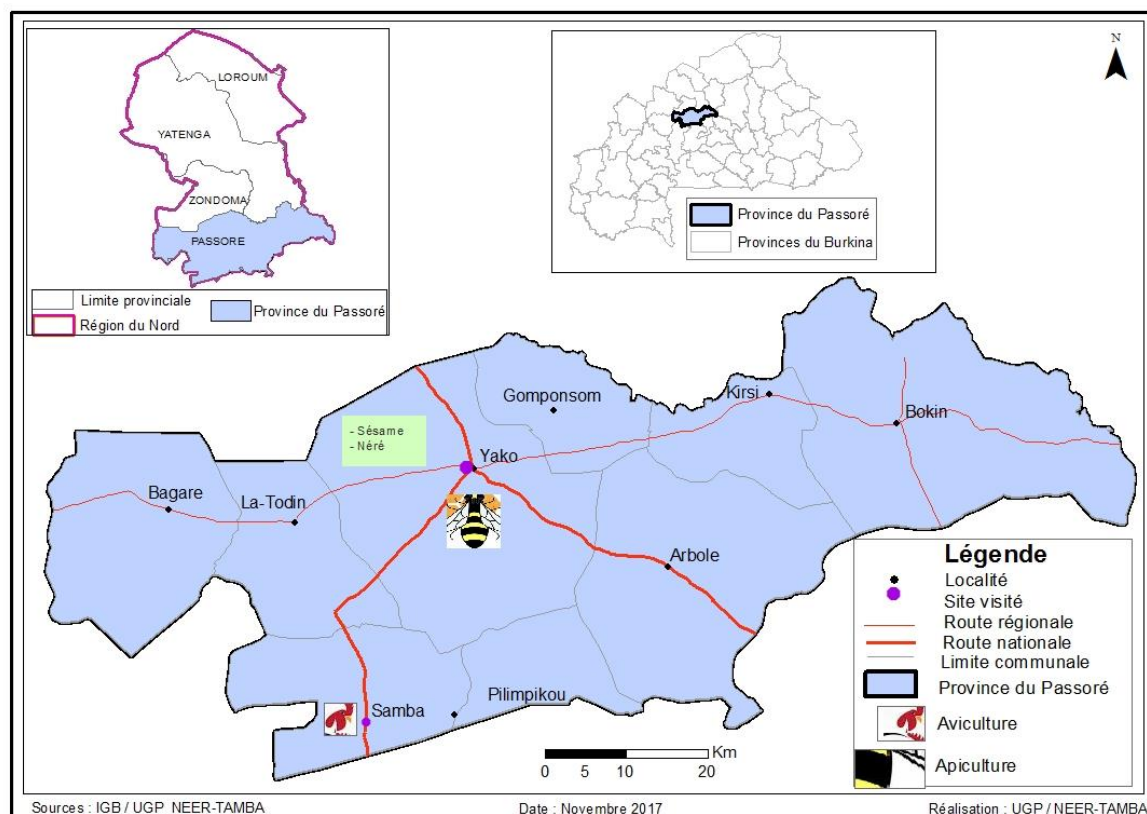
Prénom & Nom	Fonction	Institution
Saidou Ouedraogo	Président	CRA C-Nord
Michel Tapsoba	Chef de mission, CAFI-B	PAMO Centre Nord
Idrissa Dominique Barry	Président	CRA Nord
Rimassa Nabaloum	Vice-Président	CRA Nord
Oumarou Kindo	Secrétaire Général	CRA Nord
David Ouedraogo	Communicateur	CRA Nord
Souleymane Sankara	Planificateur	CRA Nord
Tahar Ben Cheikh Fredj	Chef de mission, ERA/BEM	PAMO Nord
Louise Batiebo	Chef mission Adjoint, ERA/BEM	PAMO Nord
Eric René Sawadogo	Coordonnateur	IDE Pole Business
Harouna Badiel	Chargé de projet	La Maison Allemande
David Heubi	Chef de Projet	La Maison Allemande
Badini Inoussa	Coordonnateur AKAFEM/BF	Opérateur Alpha
Karim Konkobo	Coordonnateur UDGNI/G	Opérateur Alpha
Maxime Sanou Niman	Gestionnaire Association Dewral	Opérateur Alpha
Albert Zalle Poussia	Président, ABAFD	Opérateur Alpha
Y. Florent Lankoandé	Chef d'Equipe, AGED	PAMO-MP /Yatenga
Sayouba Ouedraogo	Conseiller en Entreprise, AGED	PAMO-MP /Yatenga
Salif Tinto	Conseiller en Entre-prise, CINTech/ ARC Faso-Ingénierie	PAMO-MP/Passoré
Edmé Aristide Aouba	Chef d'équipe, CINTech/ ARC Faso-Ingénierie	PAMO-MP/Passoré
Armél Naba	Conseiller en Entreprise, BETA-IC/CEFDI Expertise	PAMO-MP/Loroum/Zondoma

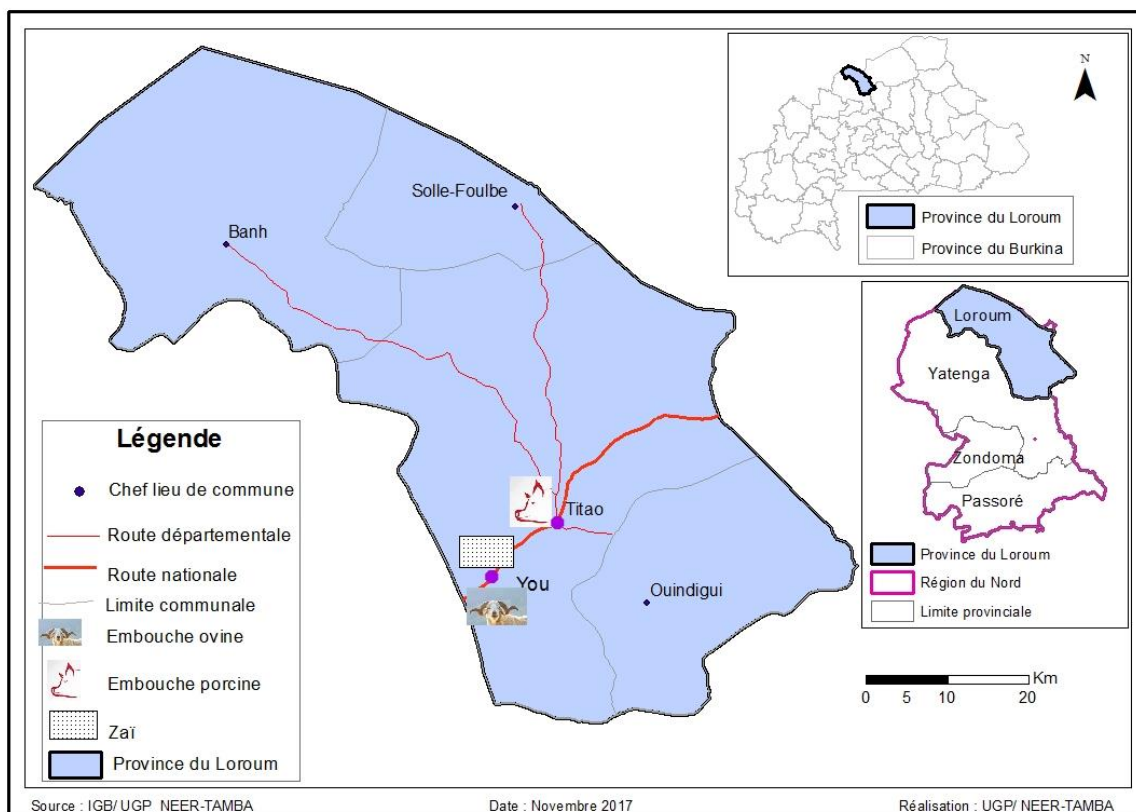
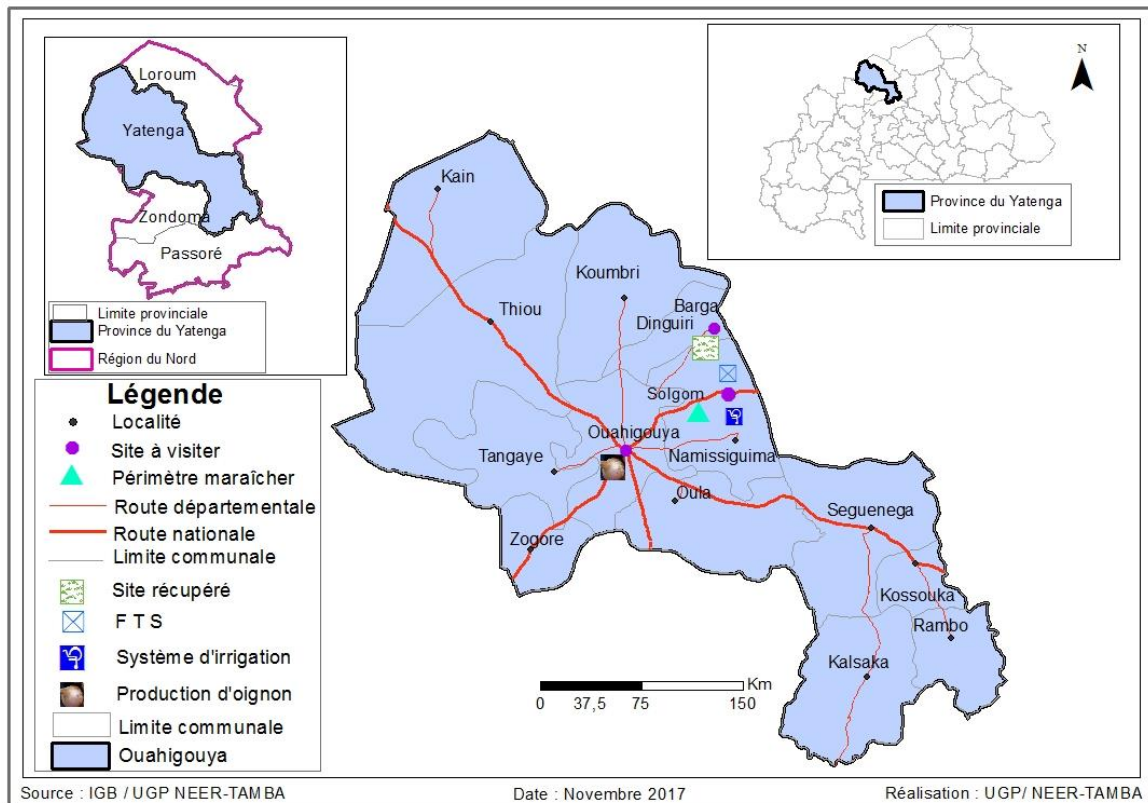
Abdoulaye Ouedraogo	Chargé de missions, AGED	PAMO-MP et OAC
Hamade Sawadogo	Animateur AFDR	OAC
Youssoreph Traoré	Coordonnateur AGED	OAC
Halidou Traoré	Président	CPS Loroum
Pate Tall	Président	CPS Zondoma
Jean-Marie Kissou	Président	CPS Passoré
Ibrahim Adama Diallo	Président	CPS Yatenga
KAGONE Bintou	Présidente Union départementale des producteurs de PFNL/Moringa	OR
BARRY Moussa	Président Union provinciale des producteurs de la gomme arabique	OR
GANAME Mahamadi	Président Union des groupements de gestion forestière YAM LA TOUMA	OR
MAIGA Amadé	Président Union communale des éleveurs de Titao	OR
TAO Salam	Vice-Président Fédération coopérative des maraichers du Loroum (FECOM/L)	OR
Lucien BAGA	Point focal	STD Environnement, Région du Centre-Nord
Adama BAKO	Point focal	STD Environnement, Région du Nord
Hassane ISSA	Ingénieur Agro-environnementaliste	
Adama OUEDRAOGO	Directeur General	AC3E
Norbert SIDIBE	Directeur	ONDD
Mamadou COULIBALY	Secrétaire Général	BN/CRA
Leopold NANEMA		SE-CNSA
Denis Marie SONDO	Assistante Technique	SP/CPSA
Saïdou M. SORO	Directeur de la Promotion et de la Valorisation des PFNL	DGEVCC

Liste sites visités

MISSION DE SUPERVISION DU PROJET NEER-TAMBA – Novembre 2017

Province	Site visité	Centre d'intérêt
Passoré	Yako	Microprojet de transformation du sésame en biscuits
	Yako	Microprojet de transformation de graines de néré en soumbala
	Yako	Visite de deux microprojets d'apiculture
	Yako	Micro projet de transformation des graines de néré en soumbala
	Yako	Microprojet d'apiculture
	Petit Samba	Microprojet d'aviculture traditionnelle améliorée
Zondoma	Zindiguessé	Visite de bas fond de type PRP
	Gourcy	Micro projet d'aviculture traditionnelle améliorée
Lorun	Solgom	(1). Visite d'un périmètre maraicher en cours de mise en valeur. (2). Visite d'andains-tas de compost réalisés par les femmes (3). Visite d'un dispositif pilote de goutte à goutte et d'une Pompe Solaire. (4). Visite de Femmes bénéficiaires de la Formation Technique Spécifique (FTS) sur la production maraîchère et de la formation en techniques de compostage en andains-tas à base de l'activer "Compost Plus"
	You	(1). Microprojet d'embouche ovine. (2). Microprojets de production de Niébé (promoteurs (individuel et collectif).
	You	Visite d'un site de 5 ha de zaï + échanges avec le producteur
	Titao	Microprojet d'embouche porcine
Yatenga	Dinguiri	Visite d'un site de terres dégradées à récupérer mécaniquement en 2017
	Ouahigouya	Microprojet de production d'oignons en saison hivernale





PROGRAMME INDICATIF DE LA MISSION DE SUPERVISION DU PROJET NEER-TAMBA

Période: 13-24 Novembre 2017

Date	Horaire	Trajet	Lieu/Site	Centre d'interêt	Durée parcours, visite et entretien	Distance
Dimanche 12/11/2017		Ouaga	Ouaga	Arrivée des membres de la mission		
JOURNEE DU LUNDI DU 13 NOVEMBRE 2017						
Lundi 13/11/2017	8h00-8h20	Ouaga	DGEP	Visite de courtoisie au DG	20mn	
	9h00-9h20	Ouaga	MAAH	Visite de courtoisie au SG du MAAH	20 mn	
	10h00-13h00	Ouaga	UGP	Séance de travail avec l'UGP (présentation de l'état d'avancement du projet au 30/10/2017)	180 mn	
	13h00-14h00			PAUSE	60 mn	
	14h00-16h00	Ouaga	UGP	Suite Séance de travail avec l'UGP (présentation de l'état d'avancement du projet au 30/10/2017)	120 mn	
JOURNEE DU MARDI 14 NOVEMBRE 2017						
Mardi 14/11/2017	8h-14h00	Ouaga	Salle des banquets Ouaga 2000	Revue conjointe FIDA-Banque Mondiale et BAD	360 mn	
	9h00-9h30	Ouaga	Bureau pays FIDA	Debriefing de sécurité	30 mn	
	10h-14h00	Ouaga	UGP	Rencontre avec cellules techniques de l'UGP	240 mn	
	14h00-15h00			PAUSE	60 mn	
	15h00-17h30	Ouaga	UGP	Suite Séance de travail avec l'UGP	150 mn	
				NUIT A OUAGA		
JOURNEE DU MERCREDI 15 NOVEMBRE 2017						
	8h00	Ouaga	Péage sur la route de Ouahigouya	Départ pour Ouahigouya (point de rassemblement péage sur la route de Ouahigouya)		
Mercredi 15/11/2017	8h00-9h30	Ouaga-Yako	Yako	Trajet Ouagadougou - Yako	90 mn	105 km
	9h30-10h30	Yako	Yako	Visite d'un micro-projet de transformation du sésame en biscuits + échanges avec la promotrice	60 mn	
	10h30-10h55	Yako	Yako	Visite de micro-projet de transformation de graines de néré en soubala	25 mn	
	10h55-11h25	Yako	Yako	Visite de deux micro-projets d'apiculture	30 mn	
	11h25-12h25	Yako	Yako	Echanges avec la promotrice du micro projet de transformation des graines de néré en Soubala et les promoteurs d'apiculture	60 mn	
	12h25 -13h25			Pause Yako	60 mn	
	13h25	Yako	Yako	Départ pour Petit Samba		
	13h25-13h45	Yako-Petit Samba		Trajet Yako-Petit Samba	20 mn	15 km
	13h45-14h45	Petit Samba	Petit Samba	Visite d'un micro projet d'aviculture traditionnelle améliorée + échanges avec la promotrice	60 mn	
	14h45-15h25	Petit Samba-Zindiguessé (équipe 1)	Zindiguessé	Trajet Petit Samba-Zindiguessé	40 mn	35 km

Date	Horaire	Trajet	Lieu/Site	Centre d'interêt	Durée parcours, visite et entretien	Distance
	15h25-16h25	Zindiguessé (équipe 1)	Zindiguessé	Visite d'un site de bas fond de type PRP+ échanges avec les bénéficiaires	60 mn	
	16h15-17h00	Zindiguessé-Ouahigouya (équipe 1)	Ouahigouya	Trajet Zindiguessé-Ouahigouya	45 mn	
	14h45-15h15	Petit Samba- Gourcy (équipe 2)	Gourcy	Trajet Petit Samba-Gourcy	30mn	25 km
	15h15-16h15	Gourcy (équipe 2)	Gourcy	Visite d'un micro projet d'aviculture traditionnelle améliorée + échanges avec le promoteur	60 mn	
	16h15-17h00	Gourcy-Ouahigouya	Ouahigouya	Trajet Gourcy-Ouahigouya	45 mn	
				Arrivée de la mission à Ouahigouya		
				Nuit à Ouahigouya		
JOURNEE DU 16 NOVEMBRE 2017						
Jeudi 16/11/2017	8h00	Ouahigouya				
	8h00-8h30	Ouahigouya-Solgom (province du Yatenga)	Solgom	Trajet Ouahigouya-Solgom	30 mn	20 km
	8h30-10h00	Solgom	Solgom	(1) Visite d'un périmètre maraicher en cours de mise en valeur. (2) Visite d'andains-tas de compost réalisés par les femmes (3) . Visite d'un dispositif pilote de goutte à goutte et d'une Pompe Solaire. (4) Femmes bénéficiaires de la Formation Technique Spécifique (FTS) sur la production maraîchère et de la formation en techniques de compostage en andains-tas à base de l'activer "Compost Plus" Echanges avec bénéficiaires	90 mn	
	10h00	Départ pour You (province du Loroum)	Solgom			
	10h-10h15	Solgom	You	Trajet Solgom-You	15 mn	10 km
	10 h15-11h45	You	You	(1) Visite d'un micro-projet d'embouche ovine et échanges avec l'association de femmes promotrice (2) Echanges avec des promoteurs (indiduel et collectif) de micro-projets de production de Niébé	90mn	
	11h45-12h45	You	You	Visite d'un site de 5 ha de zaï + échanges avec le producteur	60mn	
	12h45	You	You	Depart pour Titao		
	12h45-13h00	You-Titao	Titao	trajet You- Titao	15 mn	15 km
	13h00-14h00	Titao	Titao	visite d'un micro-projet d'embouche porcine et échanges avec la promotrice	60 mn	
	14h00-15h0			Pause à Titao		
	15h00-16h00	Titao	Titao	Rencontre d'échanges avec cinq organisations rurales (OR) ayant bénéficié du financement du projet pour l'élaboration de leurs plans de développement	60 mn	
	16h00-17h00	Retour à Ouahigouya (Titao-Ouahigouya)	Ouahigouya	Trajet Titao- Ouahigouya	60 mn	40km
	17 h	Ouahigouya	Ouahigouya	Arrivée de la mission à Ouahigouya		
		Ouahigouya	Ouahigouya	Nuit à Ouahigouya		

Burkina Faso

Projet de gestion participative des ressources naturelles et de développement rural du Nord, Centre-Nord et Est (Projet Neer-Tamba)

Rapport de supervision - Dates de la mission: 13 au 24 novembre 2017

Annexes

Date	Horaire	Trajet	Lieu/Site	Centre d'interêt	Durée parcours, visite et entretien	Distance
JOURNEE DU VENDREDI 17 NOVEMBRE 2017						
Vendredi 17/11/2017	8h00-8h30	Ouahigouya	Gouvernorat	Visite de courtoisie au Gouverneur	30 mn	
	8h30	Ouahigouya (Equipe1)	Ouahigouya	Départ pour Dinguiri /Lemnogo (commune de Barga)		
	08h30 -9h00	Ouahigouya-Dinguiri (Equipe1)	Dinguiri	Trajet- Ouahigouya- Dinguiri	30 mn	20 km
	9h 00-10h00	Dinguiri (Equipe1)	Dinguiri	Visite d'un site de terres dégradées à récupérer mécaniquement en 2017 et échanges avec les bénéficiaires	60 mn	
	10h00			Retour à Ouahigouya		
	10h00-10h30	Dinguiri-Ouahigouya (Equipe1)	Ouahigouya	Trajet Dinguiri-Ouahigouya	30 mn	20 km
	10h30-12h00	Ouahigouya (Equipe1)	Bureau PAMO	Visite des locaux du PAMO suivie d'échanges avec l'équipe	90 mn	
	8h30	Ouahigouya (Equipe 2)	Ouahigouya	depart pour le site de production d'oignon secteur 14 de Ouahigouya		
	8h30-08h40	secteur 14 ouahigouya Equipe 2		trajet CRA -secteur 14 Ouahigouya	10 mn	5 km
	8h40-9h50	Ouahigouya (secteur 14) Equipe 2	Ouahigouya	Visite d'un micro projet de production d'oignons en saison hivernale et Echanges avec la promotrice	70mn	
	9h50-10h	Secteur 14 - CRA Equipe 2	Ouahigouya	Trajet secteur 14 jusqu'à la CRA	10mn	5km
	10h00 -11h00	Ouahigouya (Equipe 2)	CRA	Rencontres spécifiques d'échanges avec les Prestataires PAMO-MP, OAC, opérateurs Alpha)	60 mn	
	12h00 -13h00	Ouahigouya (Equipe 2)	CRA	Rencontres spécifiques d'échanges avec les STD (MAAH, DRRAH, DREEVCC)	60 mn	
	13h00-14h00			Pause	60 mn	
	14h00 -15h00	Ouahigouya (Equipe 1 et Equipe 2)	Ouahigouya	Rencontres spécifiques avec les services techniques déconcentrés (STD)	60mn	
	15h00-16h00	Ouahigouya	Ouahigouya	Rencontre avec les CAP, les CPS et CRA	60 mn	
JOURNEE DU SAMEDI 18 NOVEMBRE 2017						
Samedi 18/11/2017	8h00-11h00	Depart pour Ouaga	trajet Ouahigouya-Ouaga	Retour sur Ouaga	180 mn	180km
	15h-18h00	Ouagadougou	UGP	Rencontre spécifique avec les responsables de cellule	180 mn	
Dimanche 19/11/2017	Repos					
Lundi 20/11/2017	8h00-18h00	Ouaga	UGP	Redaction aide mémoire + suite rencontre specifique avec l'UGP		
Mardi 21/11/2017	8h00-18h00	Ouaga		Redaction aide mémoire et transmission aide mémoire à l'UGP		
Mercredi 22/11/2017	8h-18h00	Ouaga	UGP	Echanges sur le projet d'aide mémoire		
Jeudi 23/11/2017		Ouaga		Soumission aide mémoire consensuel aux autorités		
Vendredi 24/11/2017	9h-10h00	Ouaga	DGEP	restitution du projet d'aide mémoire à la partie nationale		
Vendredi 24/11/2018	10h			Fin de la mission		

Termes de référence de la mission

TO: M. Mohamed Milourhmane, Chef de mission technique, expert en structuration paysanne et renforcement des capacités institutionnelles, Consultant.
 M. Malhado Barry, Expert en génie rural, Consultant.
 M. Thomas Cazalis, Expert en valorisation et intensification agricole, Consultant.
 M. Tetie Abdoulaye Bakayoko, Expert fiduciaire, Consultant.
 M. Samir Bejaoui, Chargé de Programme, FIDA.
 Mme Sakho Jimbira, Maam Suwadu, Chargée du programme régional environnemental et climatique, FIDA.
 M. Ludovic Conditamdé, Appui à la section appui/conseil et intensification agricole 2, Chargé d'appui programme, FIDA.
 Mme Karine Nikiema, Appui logistique et administratif, assistante programme, FIDA.

FROM: Abdoul Wahab Barry
 Chargé de Portefeuille, WCA

DATE: 28 septembre 2017

SUBJECT: Termes de Référence de la mission de supervision du Projet Neer-Tamba, du 13 au 24 novembre 2017

Données de base du projet

Coût total:	117,81 millions de \$EU
Prêt FIDA 895:	14,49 millions de \$EU
Don FIDA 8111:	51,16 millions de \$EU
Don FIDA 8111 A:	14,49 millions de \$EU
Don FEM/PAI:	07,27 millions de \$EU
Contribution de l'Emprunteur:	24,10 millions de \$EU
Contribution des bénéficiaires:	5,20 millions de \$EU
Contribution de l'Emprunteur /FEM/PAI:	1,00 million de \$EU
Contribution des bénéficiaires /FEM/PAI:	0,10 million de \$EU

	Don 8111	Prêt 895	Don 8111A	Don FEM/PAI
Date d'approbation:	13/12/2012	10/04/2013	10/04/2013	-
Date de signature:	04/02/2013	07/04/2014	07/04/2014	-
Date d'entrée en vigueur:	30/08/2013	21/07/2014	21/07/2014	03/04/2017
Date d'achèvement:	30/09/2021	30/09/2022	30/09/2022	30/06/2022
Date de clôture:	31/03/2022	31/03/2023	31/03/2023	31/12/2022
Taux de décaissement⁴	16,27%	14,34%	14,34%	7,42%

⁴ Hors dépôt initial au 21 septembre 2017

I. Antécédents et contexte général

Le Projet de Gestion Participative des Ressources Naturelles et de Développement Rural du Nord, Centre-Nord et Est (dit projet « Neer Tamba ») a été approuvé par le Conseil d'Administration du FIDA en deux temps: le premier financement, sous forme de don et d'un montant de 51,16 millions d'USD, le 13/12/2012 et le deuxième financement, sous forme de don et de prêt, d'un montant de 14,49 millions d'USD chacun. La contribution du Gouvernement à Neer-Tamba est de 24,10 millions d'USD et celle des bénéficiaires de 5,2 millions d'USD.

Le premier don a été ratifié en juillet 2013 et est entré en vigueur le 30/08/2013. Le deuxième financement a été ratifié en juillet 2014 et est entré en vigueur le 21/07/2014. Les conditions de premier décaissement des deux financements ont été remplies en septembre 2014 et le premier décaissement a eu lieu en octobre 2014, presque deux ans après l'approbation du projet par le Conseil d'administration du FIDA.

Sur la base de ce qui précède, l'année 2015 a été la première année de mise en œuvre du projet. Une formation technique de tous les cadres du projet et de ses partenaires a eu lieu à Kaya les 14-16 avril 2015. Cette formation comprenait les sujets suivants: i) relecture du document de conception du projet, ii) procédures du FIDA, y compris les procédures de gestion financière et de passation des marchés, et iii) suivi et évaluation, y compris le SYGRI. Une formation spécifique sur les innovations paysannes « AGRINOVIA » a eu lieu, toujours à Kaya, les 17-18 avril 2015. Le PTBA a reçu un avis de non-objection conditionnel le 7 mai 2015.

L'atelier de lancement officiel du projet a eu lieu à Yako le 4 juin 2015. Il a été associé avec le lancement de la campagne agricole 2015 et présidé par le Premier Ministre.

L'année 2016 a été de facto la seconde année effective de mise en œuvre des activités du projet, en dehors d'un retard consommé de près de deux ans. C'est dans ce contexte que la première mission de supervision du Projet Neer-Tamba, mandatée par le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) et le Gouvernement a été réalisée au Burkina Faso du 1^{er} au 10 février 2016. La mission avait constaté que le projet n'avait effectivement démarré ses activités qu'en 2015 avec certains de ses volets/instruments ne pouvant être mis en œuvre qu'à partir de 2016. En outre, la mission avait noté que les taux d'exécution physique et financière du Programme de Travail et de Budget Annuel (PTBA) de 2015 étaient de 69% et de 63%. Aussi, a-t-elle noté que quelques volets du projet avaient connu des retards essentiellement liés à la difficulté des acteurs publics à s'approprier la stratégie et les instruments du projet. Par conséquent, la mission avait logiquement recommandé d'accélérer la vitesse de mise en œuvre du projet.

La seconde mission de supervision du Projet est intervenu du 17 octobre au 02 novembre 2016. La mission avait noté qu'au 30/09/2016, les taux d'exécution physique et financière du Programme de Travail et de Budget Annuel (PTBA) 2016 étaient relativement faibles, avec respectivement 43,67% et 30%, qui étaient tributaires notamment de tensions de trésorerie et de lenteurs de passation de marchés. Outre les recommandations qui s'appliquaient, la mission a établi qu'au regard de l'évolution des performances du projet durant le premier trimestre de l'année 2017, la revue à mi-parcours, initialement prévue pour 2018, pourrait être anticipée en 2017, en vue de prendre des décisions stratégiques et recadrer le projet pour lui permettre d'atteindre les résultats escomptés.

La troisième mission de supervision du Projet s'est déroulée du 13 au 28 mars 2017. La mission avait noté que le taux d'exécution physique global du PTBA de l'année était honorable avec au 31/12/2016, des taux d'exécution physique et financière du Programme de Travail et de Budget Annuel (PTBA) 2016 révisé respectivement de 72,89% et 85,00%, bien que le Projet ait été confronté à des difficultés exogènes qui n'ont pas permis de réaliser toutes les activités programmées. Outre les recommandations qui s'appliquaient sur notamment l'approche filière, la stratégie de ciblage, la passation des marchés et les fonds de contrepartie, la mission a établi d'envisager la revue à mi-parcours pour 2018, en vue de permettre au Projet de disposer du temps nécessaire pour atteindre sa vitesse de croisière et délivrer.

II. Description du projet

La zone du projet est constituée des trois régions de l'Est, du Centre-Nord et du Nord. La population cible du projet (estimée à 190 000 ménages, soit environ 1 250 000 personnes) sera constituée des ménages ruraux touchés par la pauvreté et par l'insécurité alimentaire, soit un peu plus de la moitié (53,4%) des ménages de la zone du projet (46% pour le Nord, 38% pour le Centre-Nord et 31% pour l'Est). Le groupe cible sera constitué d'environ 40 000 ménages (dont un tiers au moins de jeunes ménages) qui bénéficieront directement d'un ou plusieurs appuis du projet. Le nombre de femmes qui accéderont directement, à titre personnel, à un ou plusieurs appuis du projet est estimé à au moins 30 000.

La **stratégie de ciblage** du projet combinera les ciblage suivants: i) géographique, ii) par les activités et les approches du projet, iii) sur les ménages les plus vulnérables, les femmes et les jeunes, iv) intracommunautaire. Le ciblage géographique sera précisé, au sein de chaque région, de manière à focaliser en priorité les appuis du projet sur les provinces ou les zones les plus vulnérables. Il sera affiné, lorsque cela sera pertinent, à l'échelle de villages ou de grappes de villages. Pour chaque activité appuyée par le projet, des règles spécifiques de ciblage (critères d'orientation ou de décision, quotas, etc.) sur les ménages les plus vulnérables, les femmes et les jeunes, seront définies. Elles devront être mises en œuvre par les instances chargées des décisions d'appui (Comités Provinciaux de Sélection-CPS, Comité d'Approbation Provincial-CAP, Unité de Gestion du Projet-UGP et Cellules Techniques-CT) ainsi que par les partenaires chargés de la mise en œuvre. Il sera demandé aux Comités Villageois de Développement (CVD) et Organisations Paysannes (OP) qui solliciteront des appuis du projet, de réaliser en leur sein un ciblage «intracommunautaire» sur leurs membres les plus vulnérables (notamment femmes et jeunes).

Les principaux axes de la **stratégie genre** du projet seront: i) d'accroître les possibilités d'accès des femmes non seulement aux activités appuyées par le projet (aménagements de bas-fonds, maraîchage, PFNL, etc.), mais aussi à l'ensemble des opportunités et responsabilités au sein des CRA et de leurs démembrements, à l'échelle locale et régionale, ii) d'améliorer la connaissance et la mise en pratique des droits fondamentaux des femmes, par les femmes elles-mêmes, mais aussi par les autres acteurs, iii) de permettre une évolution harmonieuse et équitable des rapports entre genres et de la division des tâches et des responsabilités au sein des ménages et des communautés. Dans toutes les actions du projet, des mesures spécifiques seront définies pour permettre une participation, et un accès équitable des femmes, aux appuis. Des activités visant plus spécifiquement les femmes (thèmes techniques, alphabétisation, Information/Education/Communication-IEC) sont prévues. En outre, pour contribuer à l'amélioration de l'équilibre et la cohésion des structures familiales, le projet rendra accessible aux jeunes hommes plus d'opportunités pour se fixer localement.

L'objectif général du projet est l'amélioration des conditions de vie et des revenus des populations rurales les plus défavorisées. Son objectif spécifique est d'appuyer les populations cible à construire et renforcer leur autonomie et leur capacité à jouer un rôle moteur croissant, pleinement reconnu par les autres acteurs, dans la construction d'un tissu économique et social durable. Pour cela le projet interviendra sur: i) l'accroissement de la résilience des ménages, des exploitations et des villages face aux aléas climatiques, ii) l'accession des ménages à une capacité d'autonomie économique et financière suffisante pour leur permettre, au sein de leur milieu rural de résidence, de se projeter mieux vers l'avenir, iii) la construction et le renforcement d'un tissu social et économique favorable et incitatif à cette prise d'autonomie, dont les populations cibles seront des acteurs/partenaires à part entière.

Le projet est organisé en **trois composantes techniques**:

- (i) de petits aménagements fonciers à l'échelle villageoise (ou d'une grappe de villages) visant essentiellement à améliorer la résilience des ménages/exploitations familiales face aux aléas climatiques, mais aussi à contribuer à créer ou renforcer leur autonomie financière. Cette composante est la plus importante en termes de budget,
- (ii) des appuis à la diffusion de bonnes pratiques et à des initiatives et innovations locales susceptibles d'améliorer durablement l'autonomie économique des populations cibles (sans remettre en cause leur résilience et chaque fois que possible en la renforçant),

(iii) des appuis à la structuration des acteurs (en particulier populations cible) et à leur mise en réseau.

Composante 1: Petits aménagements fonciers villageois

L'objectif de la composante 1, la plus importante en termes budgétaires, est l'accroissement de la résilience des ménages, des exploitations et des villages face aux aléas climatiques. Elle appuiera la réalisation:

- d'aménagement de petits bas-fonds permettant une maîtrise partielle de l'eau (village ou grappe de village), essentiellement destinée à la production de riz. Il s'agira d'aménagements de types Projet Riz Pluvial (PRP-Taiwan), ou Plan d'Action pour la Filière Riz (PAFR-Union Européenne) selon les résultats du diagnostic préalable à l'aménagement,
- d'aménagement de petits périmètres maraîchers villageois autour de points d'eau ou de puits maraîchers,
- d'aménagements individuels ou collectifs de parcelles agricoles et récupération de terres dégradées par des techniques de CES/DRS telles que les «zaï», les demi-lunes, les cordons pierreux, les digues filtrantes, etc.,
- de récupération de terres dégradées à vocation sylvo-pastorale ou agricole par des techniques mécaniques et/ou biologiques.

Le projet se concentrera sur des aménagements d'une superficie comprise entre 5 et 50 ha. Il est envisagé d'aménager 6 000 ha, ce qui permettra de rendre accessibles des terres de bas-fonds à environ 24 000 ménages. Les appuis du projet seront priorisés en fonction de la qualité du ciblage (ménages vulnérables, femmes, jeunes ménages) proposé par les utilisateurs potentiels de chaque site. En particulier, dans chaque contexte, des quotas minimaux seront définis pour les femmes et les jeunes.

Le maraîchage étant une des filières de concentration pour les régions Nord et Centre Nord, le projet appuiera, dans ces bassins de production, non seulement des périmètres tournés vers l'autoconsommation et le marché local, mais aussi des sites plus tournés vers les marchés urbains ou régionaux. Il est envisagé d'appuyer le développement d'environ 600 ha de nouveaux périmètres qui devraient permettre à environ 12 000 nouveaux ménages de pratiquer cette activité. Le maraîchage tourné vers le marché local est une activité reconnue comme essentiellement féminine. Pour les zones à vocation commerciale plus clairement définie, une attention particulière sera apportée à garantir l'accès équitable des femmes aux appuis du projet. Le projet pourra également appuyer l'amélioration de périmètres existant et satisfaisant aux stratégies de ciblage et/ou de genre.

Du fait de l'importance déterminante de la sécurisation foncière, des actions sur ce thème seront intégrées à l'ensemble des sous-composantes. La stratégie du projet en matière de foncier repose sur: i) un principe général de sécurisation des droits des utilisateurs issus des populations cible, et ii) une approche volontariste pour faciliter l'accès de ceux-ci aux parcelles aménagées. La cohérence avec ces deux principes sera requise pour que le projet finance une initiative d'aménagement. Dans ce cadre, le projet appuiera: i) la diffusion et explication/vulgarisation, sous l'orientation méthodologique de la Direction Générale du Foncier, de la Formation et de l'Organisation du Monde Rural (DGFOMR), des textes juridiques et administratifs auprès des acteurs clés du projet; ii) des appuis en matière de foncier aux promoteurs des aménagements fonciers soutenus par le projet; iii) la mise en place de Commissions Foncières Villageoises dans les villages où ces aménagements seront réalisés, iv) la participation des acteurs du projet à l'Observatoire de l'Evolution des Pratiques Sociales en Matière de Foncier. Ces appuis viendront compléter et s'articuler sur ceux fournis par d'autres intervenants (PNGT 3, MCA, par exemple) qui interviendront, eux, de façon complémentaire, par le canal des municipalités.

Composante 2: Intensification des petites exploitations et valorisation de leurs productions

Aussi bien sur les surfaces aménagées ou récupérées avec l'appui du projet dans le cadre de sa première composante que sur celles déjà exploitées, l'objectif de cette seconde composante sera de promouvoir une intensification, une diversification des activités agricoles et de l'élevage et une valorisation des productions agro-sylvo-pastorales « vertueuses » en terme d'environnement et de reconstitution et gestion durables des ressources naturelles. Ce processus sera basé sur de petites exploitations familiales viables économiquement, diversifiées et capables de créer les fondations d'un tissu socio-économique rural équilibré et capable de fixer durablement les populations. Un certain nombre de thèmes d'intensification prioritaires viseront, en outre, en priorité les femmes (maraîchage, aviculture, embouche de petits ruminants et valorisation des PFNL, etc.) et les jeunes (tubercules, traction animale, lutte phyto-sanitaire, santé animale, gestion et valorisation des ressources fourragères, entretien d'équipements ou d'ouvrages ou prestation de services aux activités agricoles, de l'élevage ou liées à la valorisation durable des ressources naturelles).

Les activités de cette composante s'inscriront en synergie et en complément des interventions des autres projets intervenant dans les trois régions de la zone du projet, en particulier: PAPSA, PAFASP (BM), PADAB II et PCEMR (Coopération Danoise), PASPRU et PROFIL (FIDA). Ces projets et programmes étant basés essentiellement sur une approche filière, et donc prenant en charge des appuis sur les activités post-production et commercialisation, la démarche du projet se concentrera sur l'inclusion des populations cibles au sein de ces filières. La démarche proposée est axée sur: i) l'appui aux processus de diffusion des technologies, d'innovation et de recherche-développement menés sur les différents thèmes visés, et ii) la mise à l'échelle à partir d'expériences pertinentes déjà menées dans la zone ou à proximité (notamment par les projets PDRD et PICOFA).

Elle comprendra deux sous-composantes: i) renforcement de l'offre de services d'appui-conseil; et ii) appui aux initiatives locales de développement de la production agricole, de l'élevage ou de valorisation des ressources naturelles.

Composante 3: Structuration des acteurs et mise en réseau

Cette composante comprendra trois sous-composantes: i) renforcement des capacités des populations cible, des organisations rurales et élus municipaux (via l'alphabétisation fonctionnelle, le déploiement d'une stratégie « Information/Education/Communication-IEC » et des appuis aux organisations rurales), ii) appui institutionnel aux CRA, et iii) appui institutionnel aux Directions Régionales (DR).

Le renforcement des capacités des populations cibles et des organisations rurales comprendra: i) des actions d'alphabétisation fonctionnelle, ii) le déploiement d'une stratégie IEC, iii) des appuis aux organisations rurales.

Plus spécifiquement, l'appui institutionnel aux CRA visera: i) le renforcement institutionnel des trois CRA de la zone du projet, ii) la création d'une capacité opérationnelle des CRA à l'échelle provinciale (12 provinces), iii) le renforcement de la mise en réseau des CRA; iv) le renforcement des capacités de gestion administrative et financière des trois CRA, mais aussi du BN/CRA.

Le renforcement institutionnel des trois CRA de la zone du projet sera complémentaire aux appuis en cours et envisagés de la Banque mondiale et de la Coopération danoise pour répondre aux attentes du Gouvernement. L'approche du projet capitalisera en particulier l'expérience acquise dans la région Est dans le cadre du PADAB II (Coopération danoise) la prolongera et la diffusera aux deux autres régions (et au bureau national BN/CRA). L'appui du projet portera en particulier sur les fonctions statutaires des CRA: i) de formation et communication (interne et externe) et d'appui à l'organisation des producteurs et ii) de programmation, planification, organisation et mise en œuvre des services rendus par les CRA à leurs membres et suivi-évaluation.

Le projet appuiera les CRA à étendre leurs activités à l'échelle provinciale (12 provinces) par la mise en place, au niveau de chaque province, d'un binôme d'animateurs (une femme et un homme) dotés

de la logistique nécessaire; ces binômes seront chargés de servir de relais à la CRA pour l'ensemble de ses activités à l'échelle de la province (et donc en particulier de celles appuyées dans le cadre du projet). Afin d'inciter les CRA à développer des collaborations avec les autres CRA, le projet dotera chacune des trois CRA de la zone d'intervention d'un budget utilisable seulement pour des actions menées en partenariat avec d'autres CRA.

L'appui institutionnel aux Directions Régionales (DR) du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques, de l'Assainissement et de la Sécurité Alimentaire, du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable et du Ministère des Ressources Animales (3 pour chacune des trois régions) visera à renforcer leur capacité à assumer des fonctions «régaliennes» en relation avec les objectifs et les actions du projet. Cet appui porte sur des équipements (y compris véhicules), des formations, des fournitures ou des prestations externes de services. Au cours de la préparation du projet, un premier lot de fonctions a été identifié. A l'issue de la première mission de supervision du projet, cette liste a été revue pour prendre en compte la redéfinition du rôle de l'État dans le secteur rural (y compris mécanismes de mise en œuvre du PNSR) et les autres appuis éventuels.

III. Objet de la mission de supervision

L'objet de la présente mission de supervision est d'évaluer l'état d'avancement de l'exécution physique des activités du projet vis-à-vis des recommandations de la dernière mission de supervision de mars 2017. Entre autres, la mission devra: i) évaluer l'ensemble de l'exécution du projet; ii) vérifier les produits et réalisations et analyser l'état d'avancement de l'exécution depuis la dernière mission de supervision et vis-à-vis du niveau de réalisation des PTBA révisé de 2017; iii) passer en revue les aspects fiduciaires; iv) proposer des recommandations pour faire face aux éventuels problèmes liés à l'exécution et à la réalisation des objectifs du projet, (v) préparer un aide-mémoire ainsi qu'un rapport de la mission selon le format FIDA, y compris les annexes et la mise à jour de l'état d'avancement du projet « Project Status Report – PSR ».

IV. Mandat et composition de la mission

La mission sera dirigée par (i) M. Abdoul Wahab Barry, Chargé de portefeuille du FIDA et Chef de mission. En outre, elle comprendra les personnes suivantes: (ii) M. Mohamed Milourhmane, Chef de mission technique, expert en structuration paysanne et renforcement des capacités institutionnelles et responsable de la composante 3; (iii) M. Thomas Cazalis, Expert en intensification et valorisation agricole et responsable de la composante 2; (iv) Malhado Barry, Expert en génie rural et responsable de la composante 1; (v) Tetie Abdoulaye Bakayoko, Expert fiduciaire; (vi) M. Samir Bejaoui, Chargé de programme FIDA; (vii) M. Ludovic Conditamdé, appui à la section appui/conseil et intensification agricole de la composante 2, Chargé d'appui programme du FIDA au Burkina Faso; (viii) Mme Sakho Jimbira, Maam Suwadu, Chargée de Programme régional sur les aspects environnementaux et climatiques du FIDA et (ix) Mme Karine Nikiema, Assistante programme du FIDA au Burkina Faso. Chaque membre de la mission devra contribuer à l'atteinte des objectifs globaux de la mission, ainsi que couvrir un aspect spécifique dont il/elle rédigera la partie correspondante de l'Aide-mémoire. A titre indicatif, la répartition des tâches sera la suivante :

M. Abdoul Barry, assurera la coordination générale de la mission. Il sera responsable des prises de contact et de la conduite des discussions avec le gouvernement et les autres partenaires. Il conduira la revue de la qualité de l'aide-mémoire et du rapport final de la mission, lequel devra satisfaire les exigences de qualité de la Division de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Il sera assisté par le Chargé de Programme du FIDA.

M. Mohamed Milourhmane, Chef de mission technique, expert en structuration paysanne et renforcement des capacités institutionnelles et responsable de la **composante 3** portant sur la structuration des acteurs et leur mise en réseau, à travers : (i) le renforcement institutionnel des trois CRA de la zone du projet; ii) la création d'une capacité opérationnelle des CRA à l'échelle provinciale; iii) le renforcement de la mise en réseau des CRA; iv) le renforcement des capacités de gestion administrative et financière des trois CRA, mais aussi du BN/CRA; v) l'appui institutionnel aux Directions Régionales. Il sera en outre chargé de la coordination technique et du bon déroulement de la mission, y compris la consolidation de l'aide-mémoire et du rapport de supervision avec ses annexes, avec les contributions des autres membres de l'équipe. En prévision de la revue à mi-parcours prévue pour 2018, M. Milourhmane, en étroite collaboration avec les autres membres de

l'équipe, (i) proposera une liste d'enquêtes de résultats à conduire avant la mission en question et (ii) soumettra des pistes ou des suggestions d'amélioration à la proposition de stratégie de désengagement du Projet (en fonction de son état d'avancement). Plus spécifiquement, M. Milourhmane sera responsable des sections suivantes du rapport de supervision : (i) Introduction ; (ii) vue d'ensemble de l'exécution du Neer-Tamba ; (iii) Produits et Effets (composante 3); (iv) Etat d'avancement de l'exécution du Neer-Tamba (contribution sur sa composante) ; (v) Durabilité (contribution sur sa composante) ; (vi) Aspects environnementaux et autres (contribution avec les autres membres de l'équipe) ; et (vii) Conclusion. Enfin, il rédigera un premier brouillon de la lettre de gestion.

M. Thomas Cazalis, Expert en filière agricole se chargera de la revue de la composante 2 portant sur l'intensification des petites exploitations et la valorisation de leurs productions agricoles. Il évaluera les initiatives et les bonnes pratiques de réduction des pertes alimentaires/post-récolte pour les petits producteurs, la valorisation des productions agro-sylvo-pastorales; en collaboration avec le Chargé d'Appui Programme, il évaluera l'évolution du processus d'intensification, de diversification des activités agricoles et d'élevage ; en outre, il évaluera les synergies d'action du projet avec les interventions des autres projets et programmes de la zone du projet; il appréciera le niveau de renforcement de l'offre de services d'appui-conseil et le dispositif en place pour le Fonds d'Appui ainsi que le niveau d'appui aux initiatives locales de développement. Plus spécifiquement, il sera responsable des sections suivantes du rapport de supervision : (i) Produits et Effets (composante 2); (ii) Etat d'avancement de l'exécution du Neer-Tamba (contribution sur sa composante) ; (iii) Durabilité (contribution sur sa composante) ; et (iv) Aspects environnementaux et autres (contribution avec les autres membres de l'équipe).

M. Malhado Barry, expert en génie rural est responsable de la composante 1 portant sur les petits aménagements fonciers villageois. Il évaluera les progrès sur : i) l'aménagement de petits bas-fonds ; ii) l'aménagements individuels ou collectifs de parcelles agricoles et récupération de terres dégradées par des techniques de CES/DRS ; iii) la récupération de terres dégradées à vocation sylvo-pastorale ou agricole. Il vérifiera principalement que le projet s'assure de: i) la sécurisation des droits des utilisateurs issus des populations cibles, et ii) d'une approche volontariste pour faciliter l'accès des utilisateurs aux parcelles aménagées. La cohérence avec ces deux principes doit être requise pour que le projet finance une initiative d'aménagement. Il devra aussi revoir la mise en œuvre correcte de la stratégie de genre et de ciblage du projet pour vérifier que les deux stratégies sont conformes à ce qui est prévu dans le Document de Conception du Projet. Plus spécifiquement, il sera responsable des sections suivantes du rapport de supervision : (i) Produits et Effets (composante 1); (ii) Etat d'avancement de l'exécution du Neer-Tamba (contribution sur sa composante) ; (iii) Durabilité (contribution sur sa composante) ; et (iv) Aspects environnementaux et autres (contribution avec les autres membres de l'équipe).

M. Tetie Abdoulaye Bakayoko, spécialiste en gestion administrative et financière, se focalisera sur les points suivants :

i) Il concentrera son appui sur l'examen de la gestion financière et les aspects fiduciaires et comptables du projet pour les fonds du prêt et du don FIDA, en proposant des mesures éventuelles d'amélioration des performances financières du Projet Neer-Tamba. (ii) Il évaluera la situation administrative et financière et le système de contrôle interne du projet et en particulier: (a) il analysera le système financier dans son ensemble, le système de comptabilité et des opérations administratives et comptables (gestion de la petite caisse, enregistrement des opérations, rapprochements bancaires et opérations des comptes (compte désigné et de contrepartie du projet), enregistrement des contrats et des DRF, registre des contrats, et gestion des inventaires), (b) il vérifiera le rapprochement du Compte Désigné (ou « Compte Spécial ») pour le prêt et les deux dons; (c) il dressera l'état de décaissement du Projet par catégorie et composante; (d) il analysera et mesurera l'état d'engagement des dépenses, des paiements et des décaissements, (e) il appréciera le niveau de maîtrise et d'application par le SAF du Projet des procédures de contrôle interne et leur conformité aux dispositions du manuel de procédures, la gestion des actifs, y inclus des véhicules et de l'équipement des bureaux, la conformité du processus de passation de marchés avec les directives nationales et celles du FIDA et en général la bonne connaissance des principes de base de gestion financière (ex: séparation de tâches, application de contrôles préventives et détectives, connaissance de principes comptables); (f) il évaluera le niveau d'utilisation du logiciel de gestion, ainsi que sa maîtrise par le

SAF; (g) il analysera les problèmes liés au processus de préparation et de soumission des DRF et du système et procédures de classification des documents, en vérifiant la régularité de la soumission, la tenue correcte du registre des DRF; (h) il analysera éventuellement et si nécessaire les causes de tension de trésorerie, leur fréquence, et l'impact sur la réalisation du PTBA de l'année et l'efficacité du projet, (i) il analysera un échantillon des états certifiés de dépenses (ECD) inclus dans les DRF soumises au FIDA et les pièces justificatives depuis la dernière SM (fournir obligatoirement dans une annexe de l'AM la liste des ECD vérifiés - au moins 40% suivant le format ci-joint ; (j) il vérifiera la conformité et le respect des dispositions de l'Accord de Financement, et de la Lettre à l'emprunteur; (k) il vérifiera la cohérence entre les avancées physiques et la programmation financière et budgétaire, le taux de décaissement, la mise en œuvre du plan de passation des marchés; (l) il analysera les constats et les recommandations du rapport d'audit 2016 et de la dernière mission de supervision; (m) il évaluera le niveau de renforcement des capacités de gestion administrative et financière des trois CRA et du BN/CRA); (iii) il contribuera à la rédaction de l'aide-mémoire et préparera un annexe sur les aspects fiduciaires et les coûts du Projet, y inclus le tableau « Financial Management Risk Assessment at Supervision ». Il préparera tous les tableaux requis faisant partis du rapport complet de supervision; et (iv) à l'issue de l'analyse, le consultant fera un nombre limité de recommandations clés nécessaires pour améliorer la performance du Projet Neer-Tamba en matière de gestion financière. Plus spécifiquement, il sera responsable des sections suivantes du rapport de supervision : (i) vue d'ensemble de l'exécution du Neer-Tamba (contribution sur les aspects fiduciaires); (ii) Aspects fiduciaires; (iii) appendice 5 : performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie ; et (iv) appendice 6 : Application des dispositions des accords de financement: états d'avancement.

M. Samir Bejaoui, Chargé de programme, s'occupera de la revue des capacités de gestion du projet et notamment la revue du niveau de fonctionnalité (opérationnalisation) du système de suivi évaluation. Il appréciera la qualité des indicateurs de résultats (du premier niveau), les effets (du second niveau) et d'impacts (du troisième niveau), ainsi que la qualité des indicateurs SYGRI et ORMS suivis par le Projet. Il appréciera le niveau de prise en compte des indicateurs du FEM/PAI-SA dans le Système de Suivi-Evaluation du projet Neer-Tamba. Il analysera la qualité de la base de données pour capitaliser les appuis des Organisations Rurales. Plus spécifiquement, il sera responsable de la section sur le Suivi-évaluation du rapport de supervision et de la préparation des appendices de 1 à 4. Durant cette mission, une attention particulière sera portée sur la validation et la mise en œuvre de la stratégie de ciblage adaptée pour chaque région d'intervention.

M. Ludovic Conditamdé, Chargé d'appui programme, apportera un appui à la section appui/conseil et intensification agricole de la composante 2, en étroite collaboration avec l'expert en filière agricole, il évaluera notamment les progrès liés à l'évolution du processus d'intensification, de diversification des activités agricoles et d'élevage. Il sera également responsable de (i) l'évaluation de la disponibilité, de l'efficacité et de la facilité du circuit d'approvisionnement du « Compost Plus » ainsi que des contraintes éventuelles à sa vulgarisation ; et (ii) la préparation de l'appendice 7 : Gestion des savoirs: apprentissage et innovation sur la base notamment du partenariat avec AGRINOVIA sur les co-innovations rurales.

Mme Sakho Jimbira, Maam Suwadu, Chargée de programme régionale sur les questions environnementales et climatiques, apportera un appui au volet FEM/PAI-SA (Programme Pilote d'approche intégré-Sécurité alimentaire) du Fonds pour l'Environnement Mondial), dont l'atelier de démarrage des activités s'est tenu le 6 avril 2017 à Ouahigouya au Burkina Faso. Elle évaluera: i) les progrès sur les réalisations, les produits et l'état d'avancement de l'exécution vis-à-vis des recommandations des appuis techniques antérieurs, du PTBA 2017 et des objectifs dudit volet du projet ; ii) l'engagement et le niveau d'avancement des actions des différents partenaires institutionnels de mise en œuvre et l'efficacité de leur canaux de communication avec le projet Neer-Tamba ; iii) les contraintes éventuelles dans la mise en œuvre pour atteindre les objectifs et proposer des solutions et recommandations d'amélioration. Plus spécifiquement, elle sera responsable de la section du rapport de supervision sur les aspects environnementaux, y compris la prise en compte du changement climatique.

Mme Karine Nikiema appuiera la mission dans les aspects logistiques et administratifs.

V. Déroulement de la mission

La mission aura lieu du **13 au 24 novembre 2017**, avec trois/quatre jours de visites de terrain. A Ouagadougou, la mission rencontrera les responsables concernés du Ministère de l'Agriculture et de l'Aménagement Hydraulique (MAAH), le Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement (MINEFID), les cadres de l'UGP et avec les partenaires du projet.

A la fin des rencontres, la mission préparera un aide-mémoire qui fera l'objet d'une séance de restitution en présence des principaux acteurs locaux. Elle préparera aussi la fiche de l'état d'avancement du projet (PSR) et le rapport de supervision.

Un projet d'aide-mémoire ainsi qu'une proposition détaillée de visites de terrain préparée par le projet en consultation avec le FIDA, devra être disponible avant le démarrage effectif de la mission.

VI. Programme général prévisionnel de la mission

- **12 novembre:** arrivée des membres de la mission du FIDA ;
- **13 novembre:** visite de courtoisie aux autorités, séance de travail de la mission conjointe avec l'UGP ;
- **14 novembre:** suite de la séance de travail de la mission conjointe avec l'UGP (après-midi) ;
- **15 au 17 novembre:** visites terrain dans la région du Nord du projet ;
- **18 novembre :** rencontre de synthèse de la mission conjointe avec l'UGP à Ouahigouya et retour à Ouagadougou ;
- **19 au 21 novembre:** rédaction de l'Aide-Mémoire, échanges éventuelles avec certains partenaires à Ouagadougou;
- **22 novembre :** synthèse et soumission de l'aide-mémoire à la partie nationale (pour commentaire) ;
- **23 novembre :** mise à jour de l'état d'avancement du projet (PSR), préparation des appendices et finalisation du rapport de supervision ;
- **24 novembre:** séance de restitution du projet d'aide-mémoire avec la partie nationale et départ des membres de la mission du FIDA.

VII. Produits attendus de la mission

La mission livrera les produits suivants:

- Un aide-mémoire sur la base du format révisé du FIDA.
- Le rapport de supervision (format révisé) et ses appendices.
- La mise à jour du PSR (état d'avancement du projet).
- Un projet de lettre de gestion (*Management Letter*) à l'attention du Ministre en charge de l'Agriculture.

Annexe I

Termes de référence pour le spécialiste en gestion financière en mission de supervision

Note – Les termes de référence ci-dessous présentent un ensemble indicatif des tâches qui doivent en général être réalisées pendant une visite de terrain dans le cadre de l'évaluation de la gestion financière – ils doivent être utilisés comme un guide et adaptés au besoin pour répondre aux exigences spécifiques d'un projet donné.

Examen des modalités de gestion financière et de la performance financière du projet

Objet du travail

En tant que partie intégrante de la supervision du projet, le FIDA exige qu'un examen des modalités de gestion financière du projet PROFIL soit réalisé et que la performance financière du projet soit évaluée par rapport aux objectifs initialement convenus.

Objectifs

- i) Vérifier que les modalités de gestion financière en vigueur pour gérer et contrôler les finances du projet continuent de satisfaire les exigences fiduciaires du FIDA.
- ii) Déterminer si le projet est financièrement « en bonne voie ».
- iii) Vérifier si les demandes de décaissement et la documentation des Etats de dépense sont corrects.
- iv) Vérifier si le logiciel administratif et comptable utilisé par le Projet (TOMPRO) est 100% opérationnel, doté de tous les modules y compris celui du suivi budgétaire et suivi des contrats et que ledit logiciel soit bien maîtrisé par l'équipe de la cellule administrative et financière du PROFIL (voir recommandations missions précédentes).

Approche et méthodologie

Pour des informations détaillées sur les procédures à suivre, le spécialiste en gestion financière est invité à consulter la "Note d'orientation relative à la supervision de la gestion financière des projets" du FIDA.

Tâches principales

Le spécialiste en gestion financière sera appelé à effectuer les tâches suivantes:

a) Préparation à l'aide de l'examen de documents

Le spécialiste en gestion financière devra notamment:

- Examiner les résultats du rapport d'audit externe le plus récent (y compris en particulier la lettre de recommandations) afin de déterminer si certaines questions soulevées par l'auditeur comportent des risques fiduciaires – en assurant, le cas échéant, le suivi de ces questions en rencontrant les Institutions supérieure de contrôle.
- Consulter les principaux résultats, les demandes d'éclaircissement et le plan d'action proposé par CFS dans le dernier exercice d'examen de l'audit.
- Examiner les derniers rapports trimestriels sur l'état d'avancement du projet et vérifier si les rapports périodiques sur l'état d'avancement du projet ont été présentés dans les délais requis et si leur contenu est conforme à celui qui a été convenu.

b) Réévaluation les modalités de gestion financière du projet

- Utiliser les questionnaires d'évaluation de la gestion financière⁵ du FIDA pour, réévaluer les risques, les atouts et les faiblesses des systèmes de gestion financière et formuler des recommandations concrètes pour améliorer les fonctions de gestion financière de manière à atténuer ces risques et faiblesses;
- Examiner les mesures déployées pour répondre aux recommandations énoncées lors des examens de supervision des années précédentes, les recommandations des auditeurs externes sur les lettres de recommandations des années précédentes, les recommandations présentées par CFS durant l'exercice d'examen de l'audit.
- Effectuer une évaluation de la performance de gestion financière, sur la base du questionnaire fourni à l'Annexe II de cette note.
- Examiner sur échantillon de demandes de décaissement et des relevés de dépenses afin de vérifier l'adéquation, l'exhaustivité et la validité des états de dépense, en utilisant la liste de contrôle fournie à Annexe IV de cette note (s'assurer de couvrir au moins 20% des dépenses effectuées pendant la période sous-examen).
- Dresser l'état de décaissement du projet par catégorie, composantes, et bailleurs de fonds (Gouvernement, FIDA, bénéficiaires, etc.).
- Examiner le système de comptabilité, les états financiers, les états certifiés de dépenses, la tenue de tous les comptes gérés par le Projet y compris le compte de contrepartie et vérifier les états de rapprochement préparés par le Projet.
- Vérifier s'il y a des dépenses inéligibles et, dans ce cas, faire des recommandations spécifiques pour l'audit.
- Rencontrer éventuellement l'Institution supérieure de contrôle ou le cabinet d'audit privé pour examiner les problèmes soulevés dans le dernier rapport d'audit (le cas échéant) ou, s'il y a lieu, d'éventuelles dépenses inéligibles identifiées.
- Rencontrer les co-financiers (le cas échéant) afin d'examiner les questions de gestion financière.

c) Rapports

1. Élaborer un bref rapport à l'attention du responsable financier à CFS ainsi que du CPM, incluant une évaluation mise à jour de la performance de gestion financière (Annexe II de cette note), un résumé mis à jour de l'évaluation du risque financier à la supervision (Annexe III de cette note) et une liste de contrôle de révision des États de dépenses (Annexe IV) de cette note reflétant les constatations des missions.
2. En accord avec les lignes directrices de supervision, apporter une contribution à l'aide-mémoire comme suit:

Contribution au texte principal de l'aide-mémoire: - Section E. Aspects fiduciaires concernant : a) Gestion financière; b) Décaissement; c) Fonds de contrepartie;

⁵ Voir Note d'orientation sur Entreprendre l'évaluation de la gestion financière @ Design - Annexe III

d) Accords de prêt; e) Passation de marchés; 6) Audit externe (y compris le suivi des résultats de l'exercice d'examen de l'audit effectué par CFS); et tableau synthétique d'analyse de risque précisant, le cas échéant, les actions convenues, les responsabilités et les dates relatives aux mesures d'atténuation du risque fiduciaire.

- **Annexe 1** : Rapport sur l'état d'avancement du projet indiquant: a) Les taux de décaissement des sources de financement nationales et des sources de cofinancement (Section A. Principaux faits); b) notes pour les indicateurs de la section B.1 (Aspects fiduciaires); c) Description des risques fiduciaires et de leur impact sur la performance du projet à la section C.5; d) Actions de suivi des aspects fiduciaires à la section D.
- **Annexe 3** : Aspects financiers: Performance financière réelle par financeur; Décaissements par catégorie et par composante): Tableaux 3A, 3B et 3C.
- **Annexe 4** : Respect des accords de prêts: état d'avancement: Évaluation des accords de prêts en fonction des aspects fiduciaires.

Note: Ces tâches doivent être exécutées par un consultant spécialiste en gestion financière doté des qualifications et de l'expérience requises en matière d'assurance financière". Le travail doit en outre être réalisé conformément à la Note d'orientation en matière d'évaluation de la gestion financière.